

Cahiers

# Stratégie

Internationale

Reveu de théorie et politique marxiste révolutionnaire

## Crises et contradictions du «capitalisme du 21<sup>e</sup> siècle»

p. 2/35

## Quel parti pour quelle stratégie?

Eléments de critique au sujet des  
« fronts anti-libéraux » et des « partis larges anticapitalistes »

p. 35/51

# Crises et contradictions du «capitalisme du 21<sup>e</sup> siècle»

Juan Chingo,

*Estrategia Internacional* N°24, Décembre 2007 – Janvier 2008.

La crise financière en cours, manifestation la plus récente et la plus aiguë des crises récurrentes qui ont affecté l'économie mondiale pendant les dernières décennies (crises bancaires, crises de change et crises conduisant à une récession), nous permet de voir plus clairement les caractéristiques du fonctionnement du capitalisme contemporain.

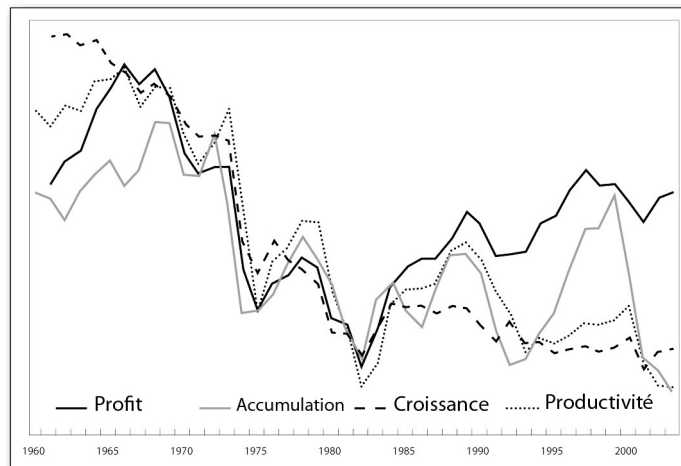
Nous voulons ici essayer d'établir que l'offensive néolibérale (qui est une réponse politique, militaire et économique de la part du capital à la baisse constante du taux de profit depuis la fin des années 60, suite à l'épuisement du caractère exceptionnel du boom de l'après-guerre), bien qu'elle ait réussi à rétablir le taux de profit, l'a fait en créant des contradictions explosives, qui tôt ou tard éclateront en une crise d'ensemble, actualisant ainsi la définition du capitalisme comme un système déclinant.

Dans cet article, nous allons analyser les transformations produites dans l'économie mondiale pendant les dernières décennies, en mettant l'accent sur les contradictions auxquelles elles ont donné lieu, pour réaffirmer, sur ces fondements économiques, la perspective de l'époque actuelle comme « une époque de crises, de guerres et de révolutions », en opposition à toute vision évolutionniste de la dynamique du capitalisme.

## LES FACETTES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE DES DERNIÈRES DÉCENNIES

### Contradiction entre l'augmentation du taux de profit et la faible accumulation

Graphique 1. Les courbes de l'économie capitaliste 1961-1963



Champ : Etats-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie  
(moyennes pondérées selon le PIB)

Source : OCDE, Perspectives économiques, 2003

Une caractéristique manifeste du capitalisme contemporain est le rétablissement, depuis le début des années 80, et plus encore dès 1990, du taux de profit ; mais ce processus n'est pas accompagné d'une augmentation de l'accumulation capitaliste durable et généralisée. Cette évolution divergente est inédite dans l'histoire du capitalisme (Voir Graphique 1).

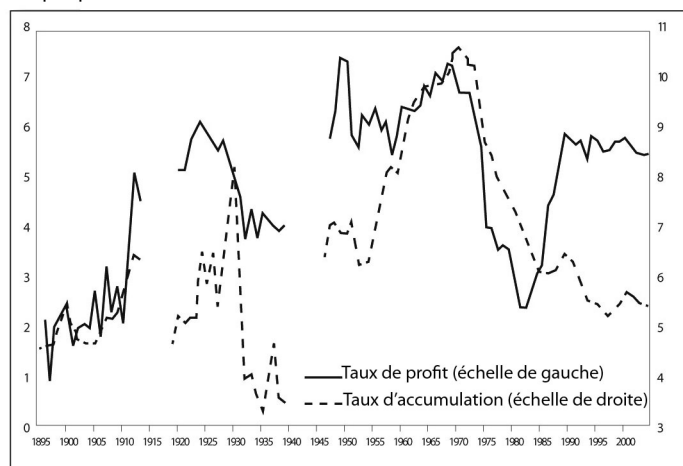
Comme explique Miche Husson : « Si l'on fait abstraction des fluctuations cycliques, la nouvelle phase se caractérise donc de la manière suivante : rétablissement du taux de profit sans effet sur l'accumulation, croissance médiocre et faible progression de la productivité. Il s'agit là d'une configuration d'ensemble qui se dégage de l'examen des grands pays capitalistes pris comme un tout, et que l'on ne retrouve pas forcément dans chacun de ces pays. Mais cette différenciation peut être considérée comme l'effet d'une distribution inégale de ce modèle général

en raison des rapports de plus en plus asymétriques qui existent entre les différents pôles – Etats-Unis, Europe, Japon – d'une économie profondément mondialisée. Cette nouvelle configuration est inédite. On peut le vérifier sur l'ensemble du 20<sup>e</sup> siècle dans le cas de la France (graphique 2). On y voit alterner des phases expansives et récessives qui dessinent les ondes longues du capitalisme. En règle générale, profit et accumulation évoluent selon un profil voisin : les mouvements à la hausse ou à la baisse du taux de profit se répercutent, de manière plus ou moins décalée, sur les mouvements du taux d'accumulation. La divergence entre les deux courbes, à partir du milieu des années quatre-vingt, apparaît comme un phénomène exceptionnel dans cette dynamique de long terme ».[1]

Cette même caractéristique s'est maintenue pendant le cycle de croissance de 2003-2006, la période de croissance la plus élevée de l'économie mondiale

[1] Michel Husson, "Finance, Hyper-concurrence et reproduction du capital" en *La Finance Capitaliste*, Paris, PUF, septembre 2006, p.223-224.

Graphique 2. Profit et accumulation en France 1895-2005



Sources : Pierre Villa, Un siècle de données macro-économiques ; INSEE Résultats, n°303-304, 1994 ; OCDE, Perspectives économiques, 2005.

depuis les années 70, avec un taux de profit annuel moyen de 5%. D'après Joseph Stiglitz, le financement bon marché que les Banques Centrales ont induit dès le début de cette décennie « a marché, mais d'une façon fondamentalement différente au fonctionnement habituel de la politique monétaire. Généralement, les taux bas font que les entreprises empruntent plus d'argent pour l'investir, et l'augmentation de l'endettement amène parallèlement plus d'actifs productifs ». [2]

Voyons de plus près deux pays – le Japon et l'Allemagne – qui après plusieurs années de stagnation ou de faible croissance, sont parvenus à retrouver leur compétitivité et leurs profits. Ceci s'est traduit par une augmentation de leurs exportations, qui a contribué fortement à la croissance de leurs PIB. Cependant, d'après l'affirmation d'une étude éco-

nomique de ces deux économies : « Une partie des profits n'est pas utilisée efficacement (pour stimuler la croissance à court terme ou à long terme). On voit dans les deux pays la poursuite du désendettement des entreprises en pourcentage du PIB, même dans l'absolu au Japon, l'accumulation d'actifs liquides par les entreprises, ce qui ne contribue pas au soutien de la croissance enregistrée ou de la croissance potentielle. Il y a aussi hausse des dividendes versés, mais ils restent faibles, et sont probablement peu dépensés ». [3]

### Faiblesse de l'accumulation et tendance à la suraccumulation dans certaines niches de l'économie mondiale

L'absence d'un processus d'accumula-

tion capitaliste soutenu et généralisé va de pair avec une tendance à la suraccumulation dans de rares niches de valorisation productive que trouve le capital au niveau international. Celles-ci ont été successivement appelées, dès la fin des années 60 jusqu'à la crise asiatique de 1997, les NPI et NPE; plus tard, depuis la deuxième moitié des années 90 et jusqu'en 2000, ces niches se traduisent par le boom de la nouvelle économie, dont les moteurs étaient les télécommunications et l'informatique ; postérieurement, il y a eu ladite « bulle immobilière » avec ces épicycles aux USA, en Espagne et en Angleterre, bien que d'extension mondiale ; et parallèlement à celle-ci, ce que l'on a appelé « le miracle économique » chinois – qui perdure jusqu'à nos jours.

Dans ces secteurs il y a eu augmentation et /ou accélération du taux d'investissement qui a donné lieu, dans tous les cas, à des crises de suraccumulation[4], accompagnées d'une conséquente crise de surendettement et de surspéculation (la Chine est encore l'exception, bien que l'accumulation de contradictions qui amènent à ce dénouement est en augmentation). Mais illustrons ce que nous disons.

En ce qui concerne la crise asiatique de 1997, Isaac Joshua démontre que : « Les cas de la Thaïlande, de la Corée du sud et de la Malaisie semblent bien être des exemples particulièrement flagrants de suraccumulation, l'Indonésie étant probablement aussi concernée, bien qu'à un moindre degré. Faute de données, on ne peut le mettre en évidence en

[2]Joseph Stiglitz, "Estados Unidos, la hora de la verdad", Buenos Aires, IECO, 12/08/2007.

[3]Patrick Artus, Sophie Mametz, Sylvain Broyer, "Allemagne et Japon: que faire après le rétablissement de la profitabilité et de la compétitivité?", en Flash Economie N°12, 11/01/2007

[4]Isaac Joshua définit ainsi une crise de suraccumulation : « [...] une accumulation du capital qui s'effectue à un rythme tel qu'elle ne peut maintenir, dans la durée, le taux de profit escompté par les apporteurs de capitaux. La suraccumulation est en quelque sorte une accumulation qui n'a pas su s'arrêter à temps. L'investissement fourni au début de la phase d'essor des taux de profits très élevés. Mais, ensuite, du fait même de l'essor, les choses se dégradent : par exemple, les nouveaux kilomètres de chemins de fer installés sont moins rentables que les anciens, le marché potentiel a été surestimé ou s'épuise plus vite que prévu, d'autres pays se mettent à produire à bas prix (et commencent à capter le marché, les coûts de production (parmi lesquels les salaires) augmentent fortement, etc. L'accumulation devrait ralentir. Mais, encouragé par les taux de profits élevés, attiré par l'appât du gain, emporté par l'euphorie, on continue à investir, avec l'espoir que ce qui a marché une fois marchera à l'avenir, qu'on fera mieux que la concurrence, etc. Une partie des profits finit par être accumulée en pure perte. L'offre s'accroît, alors que les prix sont trop bas pour assurer la rentabilité attendue des capacités déjà en fonctionnement. Une conjoncture passagèrement favorable, un endettement renouvelé, des politiques de soutien gouvernementales, etc. peuvent, pendant un temps, masquer la situation et permettre de repousser les échéances. Mais, tôt ou tard, la réalité s'imposera et l'ajustement sera d'autant plus brutal que la suraccumulation aura été poussée plus loin ». Isaac Joshua, Une trajectoire du capital, Paris, Syllepse, 2006, p. 182).

calculant les taux d'accumulation correspondants. Cependant [...] pour les trois premiers pays cités [on peut observer] le maintien sur des nombreuses années de taux d'investissement particulièrement élevés, situés aux alentours de 40%. La graphique 3 montre pour ces trois pays, la montée brutale des taux d'investissement, ainsi que les niveaux inégalés auxquels ceux-ci culminent en 1996. Une arrivée massive de capitaux étrangers a contribué au financement de cet effort des pays du sud-est asiatique. Alors que les flux de capitaux privés nets à destination des pays en développement de l'Asie étaient, en moyenne annuelle, de 11,9 milliards de dollars au cours de la période 1983-1988, ils atteignaient 94,7 en 1996, soit près de 8 fois plus. Le rendement particulièrement important des placements effectués dans ces nouvelles zones émergentes (jusqu'à 10 points au-dessus des performances réalisées dans les

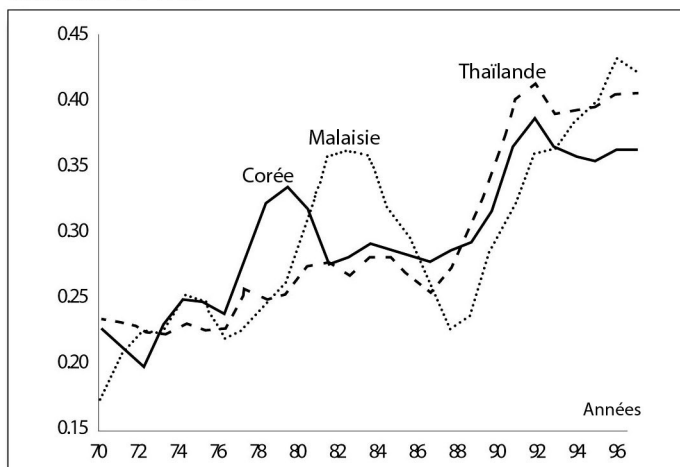
pays développés) explique facilement l'ampleur du mouvement des capitaux. Parmi les conditions favorables qui permettent de mieux comprendre cette attraction [...] [on peut citer], de façon significative (outre la faible fiscalité et les facilités d'exportations) les bas salaires rémunérant une bonne main-d'œuvre, abondante, dure à la tâche ».[5]

Postérieurement, la fuite de capitaux des centres émergents, en réponse à la crise asiatique et au défaut de la dette souveraine russe en 1998, a renforcé les tendances à la suraccumulation aux USA derrière l'euphorie de la nouvelle économie, notamment quand les profits des corporations non financières ont commencé à baisser (une baisse sur quatre ans de 1998 à 2001 que l'économie des USA n'avait pas vécu depuis 1973). Citons les évidences qu'apporte Isaac Joshua : « [...] sur la seconde moitié des années 1990, le

rythme de croissance du volume de l'investissement des entreprises (brut ou net) se situe nettement au-dessus de la tendance de long terme. L'ampleur du décrochage est exceptionnelle : on n'en trouve pas d'équivalente en remontant dans le temps jusqu'en 1950 (le passage aux logarithmes permet, rappelons-le, de mettre en évidence le rythme de croissance). Contrairement au discours alors fort répandu, la 'nouvelle économie', loin d'être 'immatérielle', suppose de lourds investissements en biens durables (équipements de réseau Internet, téléphones mobiles et réseaux correspondants, ordinateurs et leurs périphériques, microprocesseurs et mémoires, etc.). Malgré une obsolescence particulièrement rapide, ces matériels n'échappent pas à leur caractère de durables : ils ne s'usent que dans la durée, leurs propriétaires ne sont pas contraints de les remplacer à dates données. La demande correspondante peut donc être soumise à des fluctuations de grande ampleur, une période de renouvellement intense (comme celle constatée au cours des années 1990) pouvant être suivie d'une chute brutale des commandes. La suraccumulation peut se manifester de diverses façons : encombrement des marchés, surcapacités, guerre des prix, mises de fonds erronées ou disproportionnées, le tout menant à la chute des profits. » (Voir graphiques 4 et 5 et le tableau 1).[6]

Le remplacement de la fièvre d'Internet par celle de l'immobilier aux USA et dans d'autres pays, comme l'Etat Espagnol et l'Angleterre, a combiné, comme le fait toute « bulle spéculative », la croissance démesurée d'actifs financiers[7] avec un important surinvestissement en actifs

Graphique 3. Evolution des taux d'investissement\* de Corée, Malaisie et Thaïlande (1970-1996)



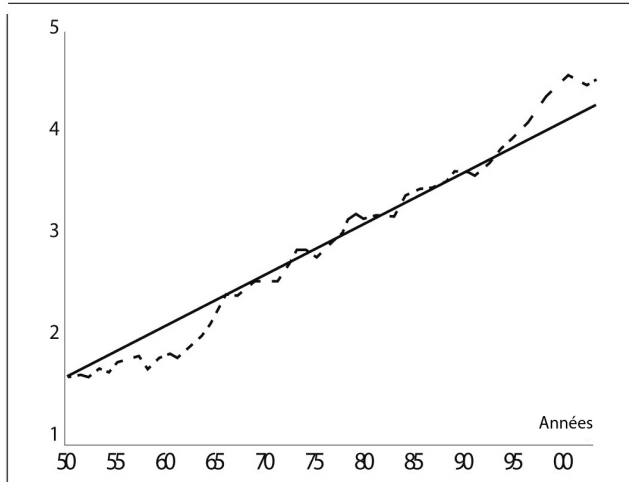
Source : FMI, Statistiques Financières Internationales, 1999 et 2003.  
(\*) Formation brute de capital fixe rapportée au PIB

[5] *Idem*, p. 183-184.

[6] *Idem*, page 230.

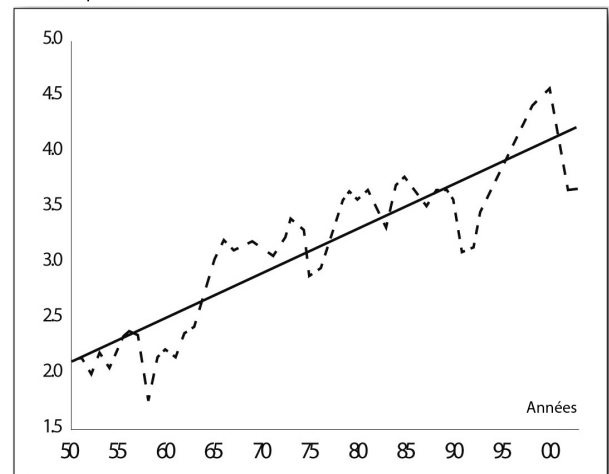
[7] La spéculation est consubstantielle du marché immobilier, profitant du fait que le logement soit une nécessité de base dont l'offre est contrôlée féroce­ment par les agences immobilières, les banques et les entreprises de construction capitalistes qui font pression sur le prix pour obtenir le profit maximum. L'Etat, d'une part, qualifie, en tant que responsable des plans d'urbanisation, les terrains selon qu'ils soient constructibles ou non et, d'autre part, définit l'usage auquel est destiné le sol, donc, il détermine la taille du marché immobilier. Généralement, étant donnée la rareté des terrains constructibles et les rythmes de croissance spectaculaires dans le secteur du bâtiment dans des pays comme les USA, les décisions relatives à l'usage des terrains génèrent d'elles-mêmes des millions de dollars et/ou d'euros de pure et simple spéculation, puisqu'en réalité elles ne sont en train de créer aucune richesse. On comprend ainsi que ce phénomène soit source de négo­ces et de corruption. En même temps, du fait que le terrain constructible soit un bien rare et régulé, les capitalistes du secteur achètent des terrains pour les revendre à un prix plus élevé aux entreprises de construction (bien souvent eux-mêmes), obtenant avec ces opérations d'énormes bénéfices, qui se reportent au prix final de la marchandise et qui retombent donc sur le consommateur, et en particulier sur la classe ouvrière. Enfin, l'Etat est aussi le propriétaire de ressources nécessaires pour le développement urbanistique comme c'est le cas de l'eau, sans laquelle la construction n'a pas de sens ; il en va de même pour l'électricité, etc.

Graphique 4. Logarithme du volume de l'investissement brut en capital fixe des entreprises



Source : BEA, NIPA, tableau 5.2.3. (Indice 2000 = 100)

Graphique 5. Logarithme du volume de l'investissement net en capital fixe des entreprises



Source : BEA, NIPA, tableau 5.2.3. (Indice 2000 = 100)

Tableau 1. Etats-Unis. Evolution de l'investissement et de la consommation, en volume. Variation par rapport à l'année précédente (%)

	Formation brute de capital fixe (privée, non résidentielle)	Consommation des ménages
1995	10,5	2,7
1996	9,3	3,4
1997	12,1	3,8
1998	11,1	5
1999	9,2	5,1
2000	8,7	4,7
2001	-4,2	2,5
2002	-9,2	2,7
2003	1,3	2,9

Source: Bureau of Economic Analysis, NIPA.

réels (logements, terrains, etc.) essentiellement aux Etats-Unis, bien que non exclusivement. Dans l'Etat Espagnol, le boom de la construction de logements (l'élément le plus important dans le secteur du bâtiment) s'est accompagné d'une forte augmentation de la quantité de projets d'infrastructure (routes, barrages et ports, canalisations d'eau, etc.), publics et privés. Le résultat a été un accroissement accéléré du prix de ces actifs, en arrivant à des niveaux excessifs, même si l'on faisait une évaluation optimiste des profits futurs que l'on pourrait en tirer. L'hebdomadaire The Economist disait, il y a plus de deux

ans déjà : « Auparavant, jamais le prix réel des logements n'avait augmenté si vite, pendant si longtemps et dans autant de pays. Les marchés des biens immobiliers ont été effervescents, depuis les Etats-Unis, la Grande Bretagne et l'Australie jusqu'en France, en Espagne et en Chine. La hausse des prix des propriétés a aidé à renforcer l'économie mondiale après l'éclatement de la bulle du marché boursier en 2000. Que se passerait-il si le boom du logement éclatait ? D'après des estimations faites par The Economist, la valeur totale des propriétés résidentielles dans les économies développées a augmenté de

plus de 30 billions de dollars dans les cinq dernières années, dépassant les 70 billions de dollars, une hausse équivalente à 100% de la somme des PIB de tous ces pays. Ceci ne diminue pas seulement l'importance de n'importe quel autre boom du prix du logement connu jusqu'à présent, mais aussi surpasse la bulle du marché boursier mondial de la fin 1990 (une augmentation de 80% du PIB sur une période de cinq ans) et la bulle du marché boursier américain à la fin des années 20 (55% du PIB). En d'autres termes, elle se présente comme la bulle la plus grande de toute l'histoire ». [8]

Aux USA, le secteur du logement a été une clé de la croissance économique entre 2001 et 2006. Il fut le responsable d'un tiers des emplois créés et de presque la moitié de la consommation sur cette période-là. Néanmoins, la suraccumulation qu'il a engendrée se manifeste (depuis qu'en 2006 la « bulle » s'est dégonflée et sans tenir compte des aspects financiers de la crise) comme la pire dépression du marché immobilier depuis la crise de 1929. Dans la dernière année et demie, les ventes de logements neufs (qui ont connu une baisse annuelle de 6,6% en juillet) et les prix (1,4% de moins) n'ont fait que chuter. Bill Gross, qui dirige le principal fonds de détenteurs de bons du monde, a demandé directement au président Bush

[8] "The global housing boom: In come the waves. The worldwide rise in house prices is the biggest bubble in history. Prepare for the economic pain when it pops", The Economist, 16/06/2005.



de sauver l'industrie d'hypothèques subprime, pour anticiper une « déflation destructive de la valeur des logements ». D'après son alerte : « Avec la prédiction que plus de deux millions de créanciers entrent en default avant que le cycle actuel ne s'achève, Gross a averti que les prix du logement aux Etats-Unis pourraient baisser de 10%. Et il a expliqué qu'une telle chute des prix des habitations pourrait représenter une déflation des prix des valeurs (actions) jamais vue depuis la Grande Dépression ».[9] La forte baisse des prix est une manifestation typique d'une crise de suraccumulation.

Dans l'Etat Espagnol, le secteur de la construction représente presque le tiers du PIB (18%). Celui-ci a connu une croissance phénoménale à partir de 1999, date où le changement de monnaie, des pesetas à l'euro, a obligé à faire « apparaître » de grands capitaux provenant de négoce illicites pour leur blanchiment ; à ceci s'ajoute que le taux d'intérêt fixé par la Banque Centrale Européenne (BCE) s'est avéré particulièrement bénéfique pour l'économie espagnole. L'ampleur de la suraccumulation qui, malgré quelques chutes ponctuelles de grandes agences immobilières comme Astroc, n'a pas encore cessé, peut être appréciée à travers une donnée : pendant les dernières années, les logements construits dans l'Etat Espagnol ont été plus nombreux qu'en France, en Allemagne et en Angleterre réunies. Il n'est alors pas surprenant que parallèlement à ce rythme d'accumulation se soit développée vertigineusement une oligarchie financière et immobilière puissante qui domine le financement et qui est propriétaire de l'ensemble des moyens de production

nécessaires pour les produire. Ceci se voit clairement dans le fait que cinq entreprises de construction espagnoles se trouvent parmi les dix plus grandes du monde par capitalisation boursière ; en outre, la Banque Santander est devenue l'une des premières au niveau mondial.[10] D'autres preuves de cette fièvre de la construction méritent d'être mentionnés : « Depuis 1990 jusqu'en 2000 la surface constructible du sol espagnol a augmenté de 170 384 hectares, en même temps qu'ont été perdus 239 248 hectares de surface forestière. L'édification de logements a augmenté progressivement jusqu'en 2005, année où l'on a battu tous les records avec la construction de 812 000 logements [...] La dégradation du littoral méditerranéen et des côtes galiciennes est arrivée à des extrêmes scandaleux en y augmentant de 1 700 kilomètres les édifications. Sur le littoral de Galice est prévue la construction de 600 000 logements supplémentaires. Mais les côtes ne sont pas seules à faire l'objet de cette fièvre urbanistique. Madrid, entre 1999 et 2000, a dépassé la moyenne nationale en édifiant 50% du total des constructions sur tout le territoire national »[11]. La contrepartie de ce gigantesque développement est que, vers la fin 2005, la quantité de logements vides est montée à 3,35 millions, ce qui représente 14,59% du nombre total d'habitations du marché espagnol (22,95 millions d'unités)[12]... et en même temps, qu'il y a des milliers de personnes à la recherche un logement et qu'une bonne partie de la jeunesse ne peut pas faire face à l'énorme coût qui représente une telle acquisition.

Enfin, il y a le cas de la Chine, le « miracle » économique toujours en mar-

che (et le nouvel espoir – bulle ? – pour l'économie mondiale que les économistes pensent avoir trouvé après le dégonflement de l'économie américaine). Dans ce pays, les symptômes de suraccumulation sont évidents. L'économiste en chef de Morgan Stanley, Stephen Roach, disait déjà au milieu de l'année dernière : « Les 'macro chiffres' parlent d'eux mêmes. En 2005 les investissements en actifs fixes ont atteint 45% du PIB chinois et ils devraient dépasser la barrière de 50% en 2006. On ne peut pas nier les réquisits en faveur de l'investissement pour le développement de l'économie chinoise – c'est-à-dire l'urbanisation, l'industrialisation et l'infrastructure. Mais la Chine a brisé le moule en s'inclinant en faveur de son propre modèle du secteur d'approvisionnement dans cette macro équation. Même dans les bons temps, la proportion d'investissements au Japon et en Corée du Sud n'a jamais dépassé 40% du PIB. Pour la deuxième fois en deux ans, Beijing a imposé une série de mesures d'ajustement dans le secteur d'investissements de son économie surchauffée. pareillement que lors du 'refroidissement' de 2004, on a pris trois mesures – une modeste hausse de 27 points basiques d'intérêts sur les prêts, une augmentation de 50 points basiques dans la relation de réserves bancaires, et une série de contrôles administratifs orientés vers les industries les plus importantes. Cependant, si ces mesures n'ont pas marché il y a deux ans, je doute qu'elles le fassent maintenant que le PIB nominal basé sur le dollar est 35% plus élevé et que les flux d'investissements en actifs fixes sont 60% plus élevés qu'en 2004 ».[13] Et pour avoir une idée de ce que cela signifie à l'échelle interne comme au

[9] "Bush should bail out sub-prime industry", Agence Bloomberg, 23/08/2007.

[10] Carlos Sánchez, *Los nuevos amos de España, Madrid, La esfera de los libros, 2007. L'autre élément qui explique ce processus phénoménal d'enrichissement et de concentration du capital est l'exploitation brutale de la force de travail. Comme pour le boom de la construction aux USA, le principal composant ayant permis de maintenir les bas salaires et une forte précarité du travail est la grande proportion de main d'œuvre immigrante dans cette branche de production. L'entrée rapide d'immigrants a été un phénomène sans précédents. L'auteur indique : « l'entrée massive d'immigrants à bas salaires a élargi l'offre économique et a donc poussé la croissance du PIB. Pas même l'Allemagne des années cinquante et soixante n'a reçu en une si courte période autant d'immigrants. Les résidents étrangers sont passés de plus de 500 000 au début de 1996, dont la moitié provenant de l'Union Européenne, à près de 4 millions en 2006. C'est-à-dire qu'on est passé d'à peine 1% de la population à près de 10%, ce qui suppose une authentique révolution du marché du travail du côté de l'offre, sans laquelle aurait été impossible le développement du secteur de la construction, authentique moteur de l'économie espagnole ».*

[11] Teresa Galeote, "¿El derecho a la vivienda, o el derecho a la especulación?", *El inconformista digital*, 15/06/2006.

[12] Données de la Fondation Eroski.

[13] Stephen Roach, "China's great contradiction", *Morgan Stanley*, 30/06/20

niveau international, dans un article antérieur, le même analyste disait : « Les effets de l'échelle des opérations représentent un défi de plus en plus sérieux pour la stratégie macro politique chinoise. Ceci n'a pas été toujours ainsi, surtout quand la Chine était une économie petite et dans une large mesure sous-développée. Mais ces jours sont choses du passé. Alors qu'en 2005 la Chine ne représentait que 5% du PIB mondial (mesuré par rapport au type de change en dollars), en ce moment les secteurs 'surchauffés' pèsent plus lourdement sur sa propre économie, ainsi que sur l'économie globale. Ceci est le cas du secteur 'brûlant' des investissements fixes en Chine. Il est très probable qu'en 2006 les investissements en actifs fixes dépassent 1,3 billion de dollars, c'est-à-dire plus de 50% du PIB total de la Chine. Ce qui est totalement surprenant à tout niveau. Même dans les jours de gloire, les investissements au Japon et en Corée du Sud n'ont jamais dépassé le seuil de 40% du PIB ; pourtant, il est probable qu'aux USA, l'économie la plus grande du monde, les placements en actifs fixes soient autour de 2,3 billions de dollars, c'est-à-dire 17% du PIB. En d'autres termes, alors que le PIB de la Chine représente à peine 18% de celui des USA, les investissements en actifs fixes en Chine se rapprochent à 60% des placements aux USA. Autrement dit, le 'delta' des placements chinois – la croissance de ses dépenses d'investissements – réduit l'importance de tout ce qu'on a vu dans les dernières années. De 2000 à 2005, on a enregistré une hausse des investissements en actifs fixes en Chine qui sont montés subitement de 400 milliards à 1,1 billions de dollars américains – une augmentation de 680 milliards de dollars qui a dépassé de presque 70% le delta d'investissements aux USA, qui

était équivalent à 400 milliards de dollars dans la même période ».[14] Avec ces chiffres, il n'est pas surprenant que, déjà en 2006, l'industrie automobile ait eu la capacité de produire 8 millions d'unités annuelles, beaucoup plus que les 5,7 millions de voitures vendues en 2005. Ou encore, que, d'après les chiffres avancés par le Ministère de Commerce, 70% de l'offre de produits de consommation excède la demande solvable, des éléments qui ont contribué à tripler les exportations chinoises dans les cinq dernières années.

Comme le montrent ces exemples – les quatre grandes niches du capitalisme mondial dans les dernières années – l'absence d'une accumulation durable et généralisée au niveau mondial qui suive le rétablissement du taux de profit n'est pas synonyme d'une non accumulation absolue, comme une thèse basée sur la stagnation pourrait le soutenir, mais elle se combine avec des forts processus d'accumulation (et de suraccumulation) dans des pays ou des branches de production déterminés, qui sont la base structurelle des fortes crises capitalistes que l'on a vécues ou que l'on vivra dans les prochaines années. Dans le cas de la crise actuelle, à la différence de la crise asiatique de la décennie passée, il faut remarquer qu'au niveau de l'économie mondiale la crise financière née aux USA précède la crise de surproduction qui, comme le montrent la plupart des indicateurs, est en train de s'installer lentement en Asie.

### **Multiplication des crises monétaires et bancaires**

Les flux de capitaux croissants ont augmenté le déclenchement de crises monétaires. Le marché mondial de devises a atteint 1,9 billions de dollars par jour

en 2004, plus de trois fois le niveau de 1989[15] . Selon Andrew Glyn : « On a développé des flux massifs d'aller et retour de fonds, pendant que simultanément les banques et d'autres institutions s'endettent et prêtent à l'étranger. Les estimations montrent que la valeur totale du stock d'actifs étrangers d'une importante quantité de pays a doublé entre 1980 et 1995, dès l'équivalent de 36% du PIB à 71% du PNB, en ayant déjà plus que doublé pendant les deux décennies précédentes. Au début de l'an 2000, le rapport a probablement atteint 100%, en dépassant deux fois son summum en 1900. Les transactions de valeurs à l'étranger de résidents américains ont été multipliées par 60 par rapport au PIB entre 1977 et 2003 ». [16]

Cette mobilité du capital est une caractéristique distinctive par rapport à la période des taux de change fixes de Bretton Woods.[17] Les dévaluations n'étaient permises qu'en situations de « déséquilibre fondamental », le compte courant de la balance des paiements était généralement vu comme un rétrécissement auquel la politique intérieure devait s'adapter. Les déficits de compte courant étaient faibles. La différence ne peut être plus marquée : dès le début des années 80, surtout dans les années 90 et dans la décennie en cours, il y a eu un accroissement substantiel de la taille moyenne des excédents ou des déficits de la balance des paiements (en relation au PIB). Le déficit de compte courant des USA a atteint un record de 791 milliards de dollars en 2005, ou presque 6,5% de son PIB. La brèche qui sépare les pays avec un déficit de compte courant et ceux qui en ont un excédent au niveau mondial s'est accrue de presque 6% du PNB mondial, doublant les 3% de l'an 2000. Jamais le monde n'avait connu pareille disparité.

[15] *Financial Times*, 29/09/2004.

[16] Andrew Glyn, "Global Imbalances", *New Left Review* N° 34, juillet / août 2005.

[17] Le système de Bretton Woods conçu par John Maynard Keynes et Harry Dexter White en 1944, c'était plus que la simple reconnaissance que les USA sortiraient de la Deuxième Guerre Mondiale avec une écrasante force économique, et que n'importe quel régime financier global viable devait partir de cette prémisse. Il exigeait une action institutionnelle spécifique et l'approbation du FMI pour modifier le type de change de toute monnaie par rapport au dollar et, surtout, il demandait que les USA maintiennent tant la volonté comme la capacité de vendre l'or à 35 dollars l'once aux Banques Centrales étrangères sur demande de celles-ci ; cela signifiait que Washington devait entreprendre des actions à chaque fois que le déficit commercial menaçait d'une perte précipitée d'or. Quand en 1971 l'administration Nixon avait suspendu la vente d'or, sans mettre en place mesures restrictives pour inverser le déficit commercial structurel, et sans pouvoir persuader ou intimider ses partenaires commerciaux – notamment le Japon – pour qu'ils entreprennent des ajustements pour compenser, le système s'est effondré.

Les variations des taux d'échange réels ont ralenti un peu après les années 70, mais dans les 90 ces mouvements étaient encore 50% moins grands, comme dans les 60. D'après A. Glyn : « Si ceux-ci (les taux d'échange réel) n'étaient que fluctuations hasardeuses autour de tendances satisfaisantes, on pourrait attendre qu'elles soient absorbées par l'économie réelle sans coûts excessifs, spécialement quand une majeure sophistication des marchés financiers et ses participants rendent plus facile se protéger des fluctuations dans les taux de change nominaux. Pourtant, ces mouvements annuels ont aussi coïncidé avec des oscillations à long terme dans les taux de change réels (et donc, dans le coût de la compétitivité des secteurs commercialisables de marchandises), ce qui peut générer un effet durable et déformé dans la structure de l'économie. Si l'on observe plus attentivement les trois devises principales (le dollar, le yen et l'euro – qui a substitué le marc allemand) on pourra observer la réelle réévaluation du dollar – près de 70% dans la première moitié des années 80 – suivi d'une chute abrupte puis, d'une importante remontée après 1995. L'euro et le yen ont aussi subi d'importants changements dans leur compétitivité réelle, en suivant généralement comme un reflet celle du dollar. Ces variations continues des taux de change réels peuvent être extrêmement dangereuses pour la capacité de l'économie à moyen terme, puisqu'on fait des ajustements – entreprises qui se retirent des marchés exportateurs, licenciements de travailleurs – sur lesquels on ne peut pas revenir immédiatement si le taux de change réel évolue vers un niveau plus adéquat. Une étude détaillée de l'industrie manufacturière américaine a mis en évidence que l'appréciation du dollar augmentait d'une manière considérable la destruction d'emplois mais ceci n'était pas compensé par une destruction inférieure d'emplois ou une augmentation de la

création de postes de travail dans le secteur manufacturier quand le dollar se dépréciait à nouveau ». [18]

Et le même auteur rajoute : « Le cas pathologique de fluctuation du taux de change, une vraie « crise de la devise », est défini conventionnellement comme un mois où une combinaison du taux de change et des modifications des réserves de la monnaie étrangère dépasse le seuil limite. Une étude récente qui portait sur cinq pays de l'OCDE (quatre pays scandinaves et l'Espagne) a montré que chacun d'eux avait vécu au moins quatre épisodes de crise depuis 1970. Il y avait des situations où il y avait de grandes crises budgétaires, des déficits de compte courant ou des « excès financiers », mais aussi

des situations de crises provoquées par de brusques convulsions dans les marchés de capitaux internationaux et des attaques spéculatives auto-réalisatrices – « les crises se produisent aussi dans des économies avec des fondements admirables. L'incidence de crises basées sur un problème de devises a augmenté dans la période des taux flottants depuis 1973, la période qui va jusqu'en 1987 étant pire que la décennie suivante ». [19]

Dans les dernières années, les crises monétaires ont été accompagnées d'une croissante instabilité financière, comme celle que l'on est en train de vivre aujourd'hui au niveau mondial et

qui trouve son épice aux USA. Avec celles-ci les crises bancaires, qui avaient pratiquement disparu pendant les années du boom sont revenues. Voyons les statistiques suivantes pour démontrer qu'il ne s'agit pas d'une question momentanée et occasionnelle, mais qu'elle comporte un caractère systématique. [20]

Dans un travail, les économistes Gary Clyde Hufbauer et Erica Wada, du Institute for International Economics, ont réalisé un relèvement statistique révélateur [21] (voir Tableau 2) : entre 1970 et 1998 se sont produites 64 crises bancaires et 79 crises de change dans le monde.

Tableau 2: Crise Financière et Programmes du FMI (1970-1998)

Pays	Quantité de		
	Crises bancaires	Crises monétaires	Programmes du FMI
Argentine	6	5	2
Bolivie	0	3	3
Brésil	0	6	3
Chili	7	7	5
Colombie	0	2	0
Pérou	0	3	1
Uruguay	5	2	2
Venezuela	3	5	1
Mexique	4	3	3
Danemark	0	4	0
Finlande	4	4	1
Norvège	0	4	0
Russie	1	1	1
Espagne	9	5	0
Suède	4	4	0
Turquie	2	3	1
Indonésie	1	4	3
Israël	0	4	2
Corée	1	1	1
Malaisie	4	1	0
Philippines	7	4	3
Thaïlande	6	4	3
TOTAL	64	79	35

Note : En général, on définit une crise bancaire par la présence des éléments suivants : (1) la perte de solvabilité de la banque qui amène à sa fermeture, fusion ou à son absorption par une ou plusieurs institutions financières ; (2) une aide à grande échelle de la part du gouvernement à une ou plusieurs institutions financières importantes. La crise de devises se définit par un indice de dépréciation important du taux de change et par une diminution des réserves étrangères. Il faut noter que généralement les crises bancaires et les crises de devises coïncident. On reçoit un plan du FMI quand les emprunts qu'un pays fait à cette institution dépassent 100% des niveaux de l'année précédente.

Source : FMI (juin 1999), International Financial Statistics, version CD-ROM. Morris Goldstein (1998), The case for an international banking standard, Washington, DC: Institute for International Economics. Graciela Kaminsky and Carmen Reinhart (1996) "The twin crises: The causes of banking and balance-of-payments problems", International finance discussion papers, Board of governors of the Federal Reserve System N°544.

[18] Andrew Glyn, *Op. Cit.*

[19] *Idem.*

[20] Dans ce sens, la métaphore de Stiglitz est tout à fait valide : « Quand une seule voiture a un accident dans un virage d'une route, on pourrait tirer quelques conclusions sur le conducteur ou sur son véhicule. Mais quand dans un même virage se produisent des accidents pratiquement tous les jours, la conclusion est différente : la cause probable sera la route. Le fait même qu'un nombre si important de pays ait souffert de ces crises et qu'ils aient eu besoins d'importantes mesures officielles de sauvetage, permet de penser qu'il y ait quelques déficiences systémiques fondamentales ». Joseph Stiglitz, « Global Economics Prospects 1998/99 », Washington, Banque Mondiale.



D'autres auteurs, dans une étude historique plus large, sont arrivés à une conclusion plus significative à l'égard des crises bancaires : « Ce qui semble changer c'est la fréquence des crises, qui a été plus grande dans les décennies des 70, 80 et 90 que dans tout le 20<sup>e</sup> siècle, notamment pendant les décennies des 50 et 60. Cette augmentation dans la fréquence est principalement due à une incidence majeure des crises de devises et des crises 'jumelles' (situation où la crise bancaire et celle de devises coïncident et se renforcent l'une à l'autre – voir Graphique 6) ». [22]

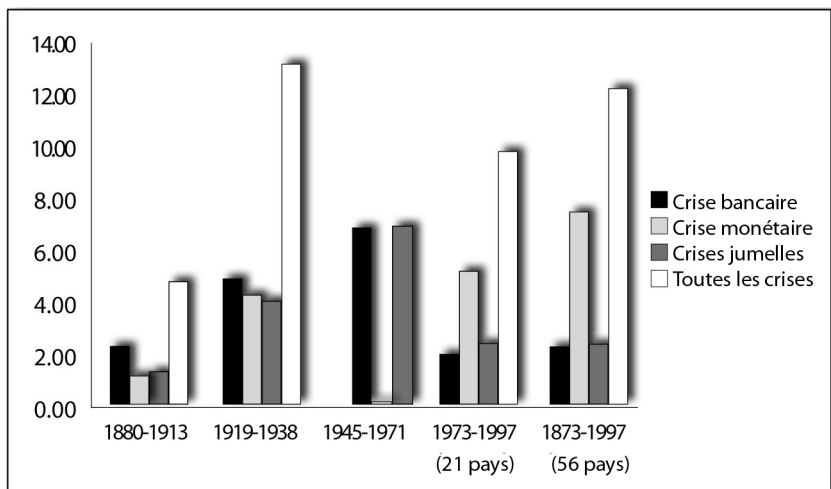
## LES RAISONS DE FOND DE CETTE EVOLUTION

Quelle est la raison des évolutions et des comportements signalés ci-dessus ? Pourquoi le capitalisme est-il à un niveau de crise similaire à celui de la période d'entre deux Guerres ? Dans cette partie nous essayerons de répondre à ces questions.

### La déstabilisation du système financier et l'offensive «néolibérale»

La déstabilisation du système financier est une conséquence de l'offensive « néolibérale » menée pour augmenter les profits capitalistes. La libéralisation financière des dernières décennies a entraîné la désintégration des barrières entre les banques d'investissement, les banques commerciales et les compagnies d'assurance établies par le New Deal en réponse au surendettement et à la surspéculation de la décennie de 1920, qui ont débouché sur le crack de 1929 et la

Graphique 6. Fréquence de la crise (probabilité en pourcentage par an)



Source : Bordo, Eichengreen, Klingebiel y Martinez-Peria (2001)

Grande Dépression. Cette transformation a été accompagnée de la titrisation des prêts [23] à grande échelle qui avait pour objectif que les investisseurs ne soient pas liés à des actifs réels et qu'ils possèdent un titre de propriété facilement vendable, en recherchant ainsi un plus grand bénéfice. En d'autres termes, la part des prêts bancaires traditionnels s'est réduite et le financement à travers les bons a augmenté. [24]

Ces transformations du système financier ont été accompagnées, dans l'administration des grands groupes, du développement du « modèle anglo-saxon » ou capitalisme actionnarial.[25]

Ces deux transformations, dans les mécanismes et les institutions de financement et dans la structure interne des entreprises, ont élargi le terrain pour l'offensive du capital contre le travail. Le résultat de cette offensive a été que les

propriétaires du capital ont eu les mains libres pour rompre tous les compromis (et concessions) faits avec les travailleurs, après la Deuxième Guerre Mondiale,[26] et pour mener sur le marché boursier les stratégies de « création de valeur » des compagnies. Cet élément, avec l'extension du capital à de nouvelles aires géographiques et sectorielles (nous y reviendrons plus tard), a permis le rétablissement du taux de profit qui déclinait depuis la fin des années 60 aux USA et dans les principales puissances impérialistes. Ce processus est ce que l'on appelle le « néolibéralisme ». Néanmoins, le prix à payer pour cette liberté retrouvée par le capital financier a été l'augmentation du potentiel déstabilisateur des finances. En effet, on a augmenté, d'une part, son interpénétration avec le capital productif (ou le « capital en fonction », en termes marxistes) dans un marché internationalisé ainsi que sa tendance à la surproduction et, d'autre

[21] Gary Clyde Hufbauer y Erika Wada, "Hazards and precautions: tales of international finance", Peterson Institute for International Economics, Washington, DC septembre 1999.

[22] Barry Eichengreen, "Financial Instability" (paper), Berkeley, University of California, avril 2004.

[23] Avec les actions boursières, ce sont les deux principaux mécanismes de financement direct, à différence de l'intermédiation bancaire, bien que, comme le démontre l'actuelle crise financière, les banques dans un sens sont devenues les principaux soutiens de ce type de financement. En d'autres mots, malgré les régulations auxquelles elles sont soumises et l'image de plus grand sérieux et d'aversion aux risques qu'elles essayent de montrer, les banques participent activement à des opérations à grand risque.

[24] C'est ainsi que dans les neuf pays les plus développés les dépôts bancaires sont passés de 54% du PIB en 1985 au 56% en 1997, pendant que les actifs d'investisseurs institutionnels (compagnies d'assurances, fonds de pensions et hedge funds ou fonds de couverture à haut risque) sont passés de 73% au 145% du PIB. Economic Outlook N° 67, OCDE, juin 2000.

[25] Nous avons développé les caractéristiques de celui-ci en : Juan Chingo, "¿Hacia una recuperación sustentable de la economía mundial?", Estrategia Internacional N° 20, septembre 2003.

[26] Ce que l'école de la régulation a appelé le « modèle fordiste », où l'augmentation du profit et de la productivité allait accompagner l'augmentation du salaire réel. Ceci créait une relation de coopération entre le management des entreprises et les travailleurs, représentés dans les syndicats.

part, sa dimension spéculative.

Voyons le premier aspect, l'interpénétration avec le capital productif.[27] Dans le chapitre du Capital sur « le rôle du crédit dans la production capitaliste », Marx dit : Si le crédit est le levier principal de la surproduction et de la spéculation à l'excès, il en est ainsi parce que le procès de reproduction, naturellement très élastique, est forcé à l'extrême, ce qui est dû à ce que une grande partie du capital social est appliquée par des individus qui n'en sont pas propriétaires et qui s'en servent avec bien moins de prudence que les capitalistes produisant avec leurs propres capitaux. Les entraves et les limites immanentes que la mise en valeur du capital oppose à la production dans la société capitaliste, sont donc continuellement brisées par l'organisation du crédit ... ». Dans les crises de suraccumulation que nous avons signalées, ces caractéristiques que Marx impute généralement au système de crédit et aux sociétés par actions ont été amenées jusqu'à des limites inimaginables : la stimulation de l'expansion productive par l'endettement à des niveaux gigantesques, au-delà de la capacité de les rentabiliser au niveau des attentes des nombreux investisseurs, ayant pour résultat une surabondance de marchandises qui ne représentent pas de travail socialement nécessaire. Mais, simultanément, la profusion du crédit donne lieu au développement des fameuses bulles spéculatives. Portés par de grandes quantités d'argent bon marché, on commence à créer une pyramide dix et cent fois supérieure à la valeur sous-jacente de l'actif original, que ce soit une propriété dans le marché immobilier ou une entreprise productrice de marchandises créées par le premier prêt qui se maintient seulement par des quantités croissantes de création de crédits. Le prêt originel est revendu sous la forme de bons ou d'obligations, pour partager le risque et pour pouvoir faire de nouveaux prêts. Au même moment, ces titres sont utilisés comme garantie pour

obtenir un plus grand financement des banques pour investir dans ces bons ou dans d'autres bons. Ainsi, l'expansion financière s'accélère jusqu'à arriver à un point de rupture, où l'endettement excessif finance des comportements spéculatifs, une valeur des actifs hautement gonflée et des entreprises qui ne sont viables que dans la mesure où le boom du crédit se poursuit. La désintermédiation des finances a amené ces tendances à des extrêmes inconnus, en créant des superstructures de plus en plus colossales appuyées sur des bases de plus en plus étroites. Voici comment l'expliquait récemment un journaliste du Washington Post : « Dans le modèle simple d'antan, une banque pouvait essentiellement emprunter de l'argent à ses clients et le prêter à des propriétaires ou à des entreprises qui en avaient besoin. Néanmoins, à chaque dollar prêté par la banque, on lui demandait de mettre une partie de son propre argent en tant que réserve pour couvrir des pertes éventuelles qu'il pouvait y avoir en cas de non remboursement de certains prêts. Mais tout ceci est fini avec la dérégulation et l'augmentation de l'ingénierie financière. Actuellement, les grandes banques empruntent la plupart de l'argent qu'elles prêtent à travers la vente de bons aux investisseurs. Et la plupart des prêts qu'elles font n'apparaissent pas dans leurs livres de comptabilité, mais deviennent immédiatement partie intégrante d'un paquet financier comprenant d'autres prêts et sont vendus à d'autres acheteurs comme des fonds de couverture (hedge funds). A la différence des banques, les fonds de couverture ne sont pas obligés de maintenir un niveau minimum de capital, ils peuvent alors acheter ces instruments (c'est-à-dire prêter) avec la totalité de l'argent provenant des prêts. Et, comme ils ne sont pas contraints de déclarer leurs investissements, aucun régulateur ne sait quelle quantité de dette il y a dans le système ou où elle se trouve concentrée. On estime, par exemple, que plus de la moitié des prêts utilisés pour finan-

cer des acquisitions des corporations sont maintenant en paquets financiers avec d'autres prêts et vendus comme 'obligations collatéralisées' (CDO pour son sigle en anglais). Entre les grands acheteurs de CDO on trouve les banques d'investissements qui les mettent en paquets avec d'autres CDO et les vendent à nouveau. Ceux-ci s'appellent « CDO au carré ».[28] L'article continue et explique que « cette ingénierie financière incite l'augmentation de dettes sur d'autres dettes,[29] en faisant que le système soit plus susceptible de s'effondrer si le crédit devient subitement plus cher ou s'il n'y a plus de crédit disponible. Et c'est précisément cela que l'on a vu se développer dans les dernières semaines ». Visant le cœur de la crise – l'exposition des grandes banques à potentiels defaults (non paiements ou faillites) de prêts – il dit : « A mesure que ce drame du marché du crédit se développe, les grandes banques et agences de financement de Wall Street se déplacent au centre de la scène. D'après les gestionnaires d'actifs de Barings, ces institutions se sont engagées à donner 500 milliards de dollars en forme de crédits 'ponts' pour financer des acquisitions des corporations, dans l'attente de pouvoir les revendre rapidement avec un bénéfice. Mais on a dû retirer plusieurs offres à cause du manque d'acheteurs, et il y a une grande possibilité que les banques se voient forcées de vendre beaucoup de ces crédits à un prix extrêmement bas ou à les retenir dans leurs livres de comptabilité et consigner leur valeur ».

Finissons ce point avec quelques chiffres frissonnants pour rendre compte de l'ampleur prise par le gonflement de la sphère financière. Pendant les dernières années se sont développés et créés des instruments financiers destinés à spéculer avec les types de change, les taux d'intérêt ou les cotisations des bons, ce que l'on appelle couramment les « produits dérivés ». Comme nous l'avons expliqué dans le cas précédent, ces spéculations sont faites non seule-

[27] Karl Marx, *Le Capital : Critique de l'économie politique*, Livre III, Section V, Chapitre XXVII, disponible sur : [http://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-III/kmcap3\\_26.htm](http://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-III/kmcap3_26.htm).

[28] Steven Pearlstein, "Credit market's weight puts economy on shaky ground", *Washington Post*, 01/08/2007.

[29] Comme l'explique le même analyste : « Ce qui inquiète personne comme Buffet, es de savoir quelle est la dette qui existe dans le marché du crédit – et quelle partie de la dette est utilisée pour acheter d'autres dettes ».

ment avec des fonds propres mais aussi avec des crédits ou en engageant seulement une partie du total de l'opération en cours, ce qui permet d'élargir son ampleur et son niveau de risque.[30] Dans sa dernière étude, la Bank of International Settlements (BIS) calcule que le montant total de la valeur 'notionnelle' de tous les produits dérivés dans le monde atteignait l'incroyable somme de 415 billions de dollars. Ce qui représente huit fois le PIB de toute l'économie mondiale réunie... vingt fois la valeur totale de tout le stock d'actions aux Etats-Unis et cinquante fois la dette totale du Trésor américain. En 1998, la dernière fois où le marché de produits dérivés s'est presque effondré, ceux-ci représentaient « seulement » 80 billions de dollars au niveau mondial, selon la BIS. Ceci était déjà un chiffre énorme. Mais comme nous l'avons déjà dit, actuellement le montant total des produits dérivés a atteint 415 billions ... presque cinq fois plus ! Si le risque se propage parmi les milliers d'institutions, chacune possédant le capital suffisant pour soutenir leurs paris, cette bulle des dérivés peut ne pas être une menace. Mais l'Office de Contrôle des Devises du Gouvernement (l'OCC en anglais) informe que, aux USA, seulement cinq banques contrôlent 97,1% des dérivés de tout le système bancaire américain. Pire encore, parmi ces cinq banques, aucune – pas même une – ne possède le capital pour couvrir son risque de crédit net, la mesure basique que l'OCC utilise pour évaluer le risque qu'assument ces banques dans leurs opérations avec dérivés. A nouveau en 1998, moment de la dernière débâcle, JP Morgan Chase, l'acteur le plus important dans le monde du marché des dérivés, avait 3,80 dollars de risque de crédit pour chaque dollar de son capital. Actuellement, l'OCC informe que JP Morgan Chase a 7,99 dollars en risque de crédit pour chaque dollar de capital, un chiffre énorme, ce qui représente

plus du double de son niveau de risque de 1998 ! La banque HSBC, qui était à peine un acteur dans le marché de dérivés en 1998, a maintenant un crédit de risque de 5,65 dollars pour chaque dollar de son capital ! Et ainsi de suite avec le reste des grandes banques comme la Citigroup, Bank of America ou Wachovia. La banque la plus grande des Etats-Unis – la Bank of America – est aussi très impliquée, elle risque quatre fois son capital. Et l'acteur le plus important du marché des dérivés – JP Morgan Chase – est celui qui risque le plus : huit fois son capital total, d'après les données de l'OCC. Enfin, s'il manquait une preuve de ce terrifiant édifice financier, nous pouvons indiquer, en nous basant sur les données recueillies – mais non publiées – par l'OCC, que moins de 9% du marché des dérivés des marchés américains se négocient en transactions régulières. Le reste (91%) sont des contrats de gré à gré, en dehors des transactions régulières. Ceci signifie que chaque partie est responsable de la surveillance du crédit et de la confiance de chaque partie et réciproquement.

### **L'internationalisation du capital productif : le monde pour le capital, mais aussi pour la diffusion de ses crises**

L'extension du capital à de nouvelles aires géographiques engendrant une impressionnante internationalisation du processus de production capitaliste, a été un autre grand facteur qui a permis le rétablissement du taux de profit qui déclinait depuis les années 60 aux USA et dans les principales puissances impérialistes. Ce processus, qui a commencé lentement mais constamment pendant le boom de l'après guerre, s'est accéléré dès les années 70, motivé par la recherche de pays ayant une main d'œuvre bon marché ; cette recherche avait pour objectif de rendre moins chères les

portions du processus de production fortement consommatrices de travail et de cette façon augmenter les marges de profit. La contrepartie de cette homogénéisation et interconnexion [31] plus grande de l'économie capitaliste a été l'accélération de la diffusion des crises récessives ou dépressives en augmentant leur acuité, comme l'ont mis en évidence les crises des marchés émergents de la décennie passée, notamment la crise asiatique ou maintenant les premiers signes de la crise financière internationale. Lénine dans son livre célèbre « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », a défini une des caractéristiques centrales de la première vague d'internationalisation du capital vers la fin du 19<sup>e</sup> siècle et le début du 20<sup>e</sup> : l'exportation des capitaux. Celle-ci continue à être une des caractéristiques de la période actuelle. Mais il y a une différence qualitative dans la composition de ces flux de capitaux : aujourd'hui domine l'investissement direct à l'étranger (IDE) par rapport aux investissements de portefeuille, notamment les titres qui pour la plupart financent les Etats et non pas les agents privés, essentiellement dans l'infrastructure comme le chemin de fer. Cet IDE est le véhicule à travers lequel on établit de nouvelles relations de production capitaliste qui impliquent la destruction des vieilles relations de production, une particularité que l'on peut observer dans la réduction de la population en âge de travailler occupée dans l'agriculture et dans le grandissant processus de salarisation au niveau mondial. Il s'agit d'une mondialisation du capital productif. Comme l'explique Isaac Joshua, celle-ci est la singularité de la mondialisation actuelle : « [...] elle est celle du capital de production et ce, directement, sans transferts massifs de population. La mondialisation du 20<sup>e</sup> siècle finissant prolonge ainsi celle du 19<sup>e</sup> siècle américain, mais elle diffère aussi profondément parce qu'au lieu

[30] L'effet de levier (leverage) qui consiste à faire des opérations, généralement, de haut risque et/ou à court terme avec des fonds prêtés est utilisé pour financer achats hostiles d'entreprises (non accordés avec les actionnaires propriétaires) ou pour faire des opérations dans le futur sur les types de change, taux d'intérêts ou cotisations de commodities. Une des caractéristiques les plus risquées du marché est la diffusion de ce type d'opérations et le croissant usage qu'en font les institutions.

[31] L'homogénéisation relève de la tendance du capital à éliminer ou à intégrer formes de production traditionnelles ; l'interconnexion peut être observée à travers de l'ampleur qu'a pris l'intégration de l'économie capitaliste mondiale. Avec une plus grande expansion interne, par le biais d'une différenciation des fonctions, notamment la financière, incarnent les caractéristiques basiques du mode de production capitaliste. Ces particularités se sont accentuées dans les dernières décennies.

d'être une 'mondialisation-gonflement', elle est une mondialisation-transformation, où le capitalisme s'empare d'anciennes populations au lieu d'en exporter sur des territoires décréés neufs. Le capital productif s'attaque désormais à des pays de vieille histoire et de vieille civilisation, pour y détruire, remplacer, recomposer les rapports de production existants. La mondialisation du 19e siècle a étendu le salariat à des nouveaux territoires (Amérique), en laissant subsister à ses côtés l'immensité des rapports de production 'traditionnels' (Inde, Chine, etc.). L'actuelle pénètre par contre les anciens espaces sociaux, détruit les anciens rapports de production et, les ayant fait éclater, en redistribue à la façon capitaliste les éléments épars. La dynamique du capital se rapproche de son idéal : que tout sur terre ne soit plus que capital et fructification de la valeur ». (voir annexe, « Une salarisation universelle »).

D'autre part, cette mondialisation du capital a débouché sur deux modifications substantielles du processus de production capitaliste : d'un côté, on a une évolution vers une intégration croissante du marché mondial du travail qui met en concurrence les salariés du monde entier, déstabilise les relations salariales nationales, et menace les systèmes de sécurité sociale. Et de l'autre, il y a une redéfinition de la vieille division mondiale du travail, comparée à l'époque de l'impérialisme classique.

En ce qui concerne le premier aspect (dans le cadre des tendances signalées plus en haut), dans les deux dernières décennies, le processus de restauration du capitalisme en Chine, dans l'ex-URSS et dans l'Europe de l'Est, ainsi que la plus grande ouverture au marché mondial de certains pays de la périphérie qui avaient une économie plutôt autarcique, comme l'Inde, ont élargi significativement l'offre de force de travail à l'échelle mondiale. Ce qui a donné un grand avantage au capital par rapport au travail. En effet, bien qu'il y ait des différences à propos de son impact, divers travaux en rendent compte. Citons quelques-uns. L'économiste d'Harvard,

Richard Freeman, affirme que : « La communauté économique mondiale et les responsables des politiques économiques, des gouvernements et des institutions internationales n'ont encore pas tout à fait compris le développement le plus important qui s'est produit dans cette période de la globalisation – à savoir, le doublement de la force mondiale de travail. J'estime que l'entrée de la Chine, de l'Inde et de l'ex-bloc Soviétique dans l'économie mondiale a diminué de 55 à 60% la relation capital travail. Le doublement dont je parle c'est la grandissante quantité de personnes qu'il y a dans l'économie globale comme résultat de l'adhésion de la Chine, de l'Inde et de l'ex-Union Soviétique au marché capitaliste. En 1980, la force mondiale de travail était composée par des travailleurs des pays développés, de certaines parties d'Afrique, et de la plupart de l'Amérique Latine. Dans ces économies travaillaient à peu près 960 millions de personnes. L'augmentation de la population, surtout dans les pays les plus pauvres, a fait que le nombre d'employés monte à 1,4 milliards en 2000. Mais dans les années 80 et 90, les travailleurs chinois, indiens, et de l'ex-bloc Soviétique se sont incorporés au marché mondial du travail. Évidemment, ces travailleurs existaient déjà. Pourtant, la différence consiste en ce que leurs économies se sont rajoutées au système de production et de consommation mondiale. En 2000, ces pays ont ajouté 1,4 milliards de travailleurs à la force mondiale de travail – en doublant la taille de la force de travail qui y est liée. Ces nouveaux participants de l'économie mondiale ont amené avec eux peu de capital. Il en fut ainsi soit parce qu'ils étaient très pauvres soit parce que le capital qu'ils possédaient avait peu de valeur. Une diminution dans la relation travail/capital à l'échelle mondiale penche la balance de pouvoir des marchés en faveur du capital et contre les travailleurs, en conséquence du nombre plus élevé d'ouvriers qui sont en concurrence pour travailler avec ce capital (...) La relation capital travail détermine les salaires payés aux travailleurs et la rémunération du capital. Plus élevée est la quantité de

capital possédé par chaque travailleur, plus élevées seront sa productivité et sa rémunération ».[32]

L'ex-économiste en chef de Morgan Stanley, Stephen Roach, insiste depuis des années sur le fait que ce qu'il appelle « l'arbitrage global du travail » (Global Labor Arbitrage) va changer l'économie mondiale. Dans un article de 2006 il disait : « Probablement, ce n'est pas un hasard si la relation entre la croissance de la productivité et la rémunération du travailleur s'est brisée à mesure que les forces de la globalisation se sont intensifiées. D'abord dans le secteur manufacturier, maintenant dans les services, le phénomène de l'arbitrage global du travail a exercé une très forte pression sur les salaires américains les poussant vers le bas, à des niveaux internationaux. Mais la réduction du salaire réel aux USA n'a pas été homogène pour tous les revenus. Dans une large mesure, celle-ci s'est produite parce qu'il y a des segments, de plus en plus amples, du marché de travail américain exposés à une puissante et exceptionnelle force compétitive – l'informatique – qui facilite l'arbitrage. Grâce à la vitesse de pénétration d'Internet, l'arbitrage global du travail a touché des secteurs qui historiquement n'étaient pas habitués à la concurrence salariale. Dans une enquête antérieure, j'ai trouvé que la disparité entre la rémunération et l'augmentation de la productivité pendant l'expansion économique actuelle, a été plus grande dans les services que dans la manufacture. Ce segment de l'économie américaine qui, auparavant, n'était pas commercialisable, actuellement est en train de sentir la puissante force de l'arbitrage global du travail. Internet a changé pour toujours le climat compétitif pour la plupart des travailleurs intellectuels, les « cols blancs ». Grâce à la quasi-omniprésente connectivité maintenant la production du travailleur intellectuel peut être envoyé par email à un autre ordinateur dans une autre partie du monde. Ceci fait que les travailleurs à bas coût, expérimentés et hautement qualifiés de Bangalore, de Shanghai et d'Europe Centrale et de l'Est, entrent dans le contour global des travailleu-

[32] Richard Freeman: "China, India and the doubling of the global labour force: who pays the price of globalization?", *The Globalist*, 03/06/2005.



rs intellectuels. Ce qui est vrai pour les programmeurs, les ingénieurs, et les créateurs de logiciels, ainsi que pour toute l'ample gamme de professionnels qui travaillent durement dans les postes légaux, dans la comptabilité, dans la médecine, dans les agences d'assurance et pour les analystes financiers. Dans ce contour global de travailleurs également qualifiés, se déroule un important arbitrage pour réduire les disparités de travail. En conséquence, la réduction du salaire réel dans des économies ouvertes comme celle des USA a fait monter rapidement la chaîne de valeur – laissant à une partie toujours petite d'entre eux au sommet de la hiérarchie des métiers. En d'autres termes, l'arbitrage global du travail, rendu possible par l'informatique, est une manière sûre d'augmenter les inégalités de revenus ». [33]

Florence Jaumotte et Irina Tyrell, deux chercheurs en économie du FMI, nuancent plus cette influence en attribuant une plus grande responsabilité pour la déflation du prix de la force de travail aux innovations technologiques qu'à l'internationalisation du processus productif. Cependant, ils ne nient pas son influence : « La globalisation est un des facteurs, parmi d'autres, qui ont fait pression pour réduire la partie du salaire correspondant aux travailleurs des économies développées, bien que les changements technologiques rapides ont eu un impact plus grand, notamment parmi les travailleurs non qualifiés ». Et ajoutent : « Une première question que l'on pourrait se poser est de savoir comment l'ouverture de la Chine, de l'Inde et de l'ex-bloc de l'Est, avec le développement démographique en cours, ont affecté l'offre globale de main d'œuvre. Il n'est pas facile de répondre à cette question, puisqu'elle dépend dans une large mesure de savoir quelle proportion de la force de travail d'un pays est dans le marché mondial ou pourrait arriver à y participer. Pour simplifier on peut mesurer la force de travail de chaque pays selon le rapport entre les exportations et le PIB. Mesurée ainsi, l'offre globale de la force de travail réelle s'est multipliée par quatre

entre 1980 et 1995, et la plupart de cette augmentation a eu lieu après 1990. L'Asie de l'Est a contribué à la moitié de cet accroissement à cause d'une croissance significative de la population en âge de travailler et d'une plus grande ouverture commerciale, alors que l'Asie du Sud et les pays de l'ex-bloc de l'Est ont moins apporté. Alors qu'une grande partie de la croissance absolue de l'offre globale de la main d'œuvre a été composée de travailleurs peu formés (il s'agit ici de gens n'ayant pas eu une formation universitaire, tertiaire ou supérieur), l'offre relative de travailleurs ayant une formation supérieure, a augmenté de près de 50% dans les dernières 25 années, la plupart provenant des économies développées mais aussi de la Chine ». Enfin, par rapport aux secteurs de l'économie les plus affectés ils disent : « Observant séparément le secteur qualifié et le non qualifié, le facteur principal qui a affecté la part du revenu des travailleurs du secteur non qualifié sur la période étudiée, au-delà d'un changement d'emploi vers les secteurs qualifiés, est un changement technologique. Ce résultat est en accord avec la croyance que les ordinateurs et d'autres équipements de technologie informatique sont un substitut de la main d'œuvre non qualifiée, et tendent à compléter la main d'œuvre qualifiée. D'autre part, la globalisation de la main d'œuvre a contribué à une diminution de la part des revenus dans les secteurs qualifiés, beaucoup plus que dans le secteur non qualifié. Ceci coïncide avec d'autres découvertes antérieures qui disent que l'augmentation des délocalisations (déplacement des activités à un autre pays) a affecté plutôt les travailleurs qualifiés que les non qualifiés ». [34]

La deuxième conséquence de ce processus d'internationalisation du capital productif est une redéfinition de la vieille division mondiale du travail. La nouvelle division du travail que la stratégie des grands groupes a imposé progressivement a impliquée une croissante gravitation de la loi de la valeur au niveau mondial. La plus grande influence des transnationales, notam-

ment dans le champ de la production de biens commercialisables, mais de plus en plus dans d'autres secteurs de valorisation du capital, comme les services, tend à la formation de prix mondiaux dans un nombre grandissant de branches de l'économie.

Ceci est différent de « l'impérialisme classique » où les pays de la périphérie capitaliste sont intégrés à l'économie mondiale en tant que fournisseurs de matières premières pour les centres métropolitains. Mais aussi il y a une différence par rapport aux années du boom des multinationales et de l'installation de filières dans des marchés protégés, bien que ce soit dans cette période-là que ce processus d'internationalisation du capital productif se soit entamé. L'originalité des dernières décennies c'est que la « spécialisation » primaire des pays de la périphérie capitaliste, en tant que producteurs de matières premières, se combine avec l'intégration de certains d'entre eux aux circuits de la production manufacturière internationale administrés par les transnationales et d'autres entreprises de moindre importance, comme le capital chinois d'outre-mer qui a été rendu possible grâce à la réduction significative du prix des transports et des communications.

À différence des thèses « globalisatrices » qui supposent que la plus grande internationalisation du processus de production au niveau de la grande industrie laisserait dans le passé les frontières nationales et les différences de productivité et de salaires entre les pays, il est important de souligner qu'en réalité celles-ci s'approfondissent comme base pour faire baisser le prix de la force de travail pour obtenir les profits extraordinaires des grandes multinationales. La concurrence acharnée des pays de la périphérie afin d'attirer les capitaux par le biais du bas niveau des salaires, les réductions des charges fiscales sur le capital, la protection sociale quasiment nulle ou l'inexistence d'une législation sur la protection de l'environnement, sont une preuve de ceci.

Le résultat est une nouvelle division du

[33] Stephen Roach, "Globalization's new underclass", Morgan Stanley, 03/03/2006.

[34] Florence Jaumotte et Irina Tyrell, "The globalization of labor", IMF World Economic Outlook, avril 2007.



travail, où certains pays (les pays centraux) tendent à concentrer les travaux complexes et la science basique, un autre groupe de pays (quelques zones de la périphérie) l'exploitation intensive de la force de travail, d'autres se maintiennent essentiellement comme producteurs de matières premières, et enfin il y a un secteur de pays qui servent de réservoirs de population ouvrière privés de toute possibilité de s'intégrer dans le processus de production, comme est le cas d'une grande partie du continent africain. Cette nouvelle structuration permet aux entreprises multinationales d'obtenir des profits extraordinaires, de s'assurer de nouveaux marchés pour leurs marchandises, de faire pression sur les prix des matières premières et de préserver leur monopole technologique.

Comme on le voit, l'internationalisation du capital productif a fait que presque toute la planète devienne son terrain de valorisation et a été l'un des éléments essentiels qui ont rendu possible le rétablissement du taux de profit. Pourtant, l'internationalisation du capital productif a impliqué que les mécanismes de propagation et de contagion des crises se soient accélérés. Comme dit Isaac Joshua : « Contrairement à ce qui s'est passé pendant la Grande Dépression, aujourd'hui des continents entiers comme l'Asie, des pays énormes comme la Chine peuvent être atteints par le tourbillon d'une crise économique et en même temps l'amplifier en ajoutant leurs déséquilibres propres à ceux d'un monde en agitation ». Une preuve de ceci est que le processus de production mondiale est américano-dépendant. Mettant de côté les conséquences sur les marchés financiers – qui aujourd'hui représentent une des principales voies de contagion des convulsions de l'économie mondiale, comme le démontre l'actuelle crise financière- voyons l'effet qu'une crise aux USA aurait dans le commerce et dans le PIB de ses partenaires commerciaux : « Comme suggère le déficit commercial record de 800 milliards de dollars des USA, les exportateurs du monde entier sont fortement dépendants des Etats-Unis en tant que principal moteur de

la croissance de la demande globale. C'est notamment le cas des partenaires des USA du NAFTA : le Canada, la huitième économie mondiale (au niveau des échanges), envoie 84% de ses exportations aux USA – c'est-à-dire 27% de son PIB. Le Mexique, la deuxième économie d'Amérique Latine et la treizième du monde, envoie 86% de ses exportations aux USA – soit 24% de son PIB. Mais les impacts de ce flux commercial 'Etats-Unis dépendant' se font également évidents dans d'autres endroits. En Chine, la quatrième économie mondiale, les exportations vers les USA atteignent le chiffre de 40% du total (si l'on prend en compte les réexportations via Hong Kong) – c'est-à-dire 15% de son PIB. En conséquence, la croissante chaîne asiatique d'approvisionnement 'sino-dépendante' est fortement subordonnée au plus grand marché chinois d'exportations (les USA). Ce qui signifie qu'un ralentissement de l'économie des USA, ne toucherait pas, via la Chine, seulement le Japon, Taiwan et la Corée du Sud mais aussi le complexe de production globale de commodities, qui est devenu très dépendant de la Chine dans ces dernières années (c'est-à-dire l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Canada, le Brésil, certaines zones d'Afrique et, bien sûr, la Russie). Le reste du monde est un mélange de degrés de concentration d'exportations 'USA dépendantes'. Au Japon, où pendant cinq ans la tendance à la croissance des exportations (+ 5,2%) a été trois fois plus rapide que le rythme de la croissance de la consommation privée (1,6%), 24% de ses exportations partent directement aux USA. En outre, il y a un autre 14% des exportations japonaises qui partent vers la Chine – qui est devenue son deuxième marché d'exportations – d'où, comme on l'a déjà dit, elles sont réexportées aux Etats-Unis. Donc, il est difficile d'imaginer que le Japon échappe aux conséquences d'un ralentissement de l'économie américaine. L'Europe, dont seulement 8% des exportations partent vers les USA, sera probablement dans une position plus confortable pour faire face à une diminution de la demande américaine, mais les liens commerciaux de plus en plus étroits avec l'Asie laissent les exportations européennes indi-

rectement exposées aux USA. En définitive, on ne se tromperait pas si l'on disait qu'il existe un modèle de croissance des exportations 'USA dépendant' – une caractéristique qui laisse une économie globale de basse consommation très vulnérable à tout retrait prolongé du consommateur américain »[35] Comme on voit, une récession américaine affecterait toute la planète. Du point de vue de la réalisation, la disparition de vieilles formes de production a privé le capitalisme mondial de régions qui absorbaient l'excédent de marchandises de la suraccumulation et de la surproduction existant dans les pays métropolitains dans les moments de crise, comme c'était le cas des ex-Etats ouvriers bureaucratés ou le modèle de substitution d'importations en Amérique Latine. En même temps, du côté de l'offre, les transformations du système financier, qui permettent aux grands groupes d'émettre leurs propres bons ou obligations négociables laissant dans le passé les limites de l'intermédiation bancaire, ont permis la diffusion plus rapide de produits, de processus, et d'innovations. En imposant une norme de profit commune en tous les pays, elles ont renforcé les contradictions classiques du capitalisme, affaiblissant les mécanismes anti-cycliques qui traditionnellement opèrent au niveau national ou régional, comme le démontre l'existence du pacte européen de stabilité qui limite la manipulation monétaire et fiscale des gouvernements lors des moments de récession. Ces éléments de l'offre comme ceux de la demande expliquent la tendance à l'approfondissement des crises quand elles se déclenchent.

### **Quel rôle joue et quel rôle ne joue pas la Chine dans le nouveau mode d'accumulation capitaliste ?**

Dans un passage du Capital, en forme d'intuition géniale pour son époque, Marx évoque l'hypothèse d'une Chine capitaliste. Il constate l'amorce d'une « concurrence cosmopolite dans laquelle le développement de la production capitaliste jette tous les travailleurs du

[35] Stephen Roach, "The fallacy of global decoupling", Morgan Stanley, 30/10/2006.

monde », et poursuit en disant qu'« il ne s'agit pas seulement de réduire les salaires anglais au niveau de ceux du continent, mais de faire descendre, dans un avenir plus ou moins prochain, le niveau européen au niveau chinois ». Marx cite le discours d'un député anglais : « si la Chine [...] devient un grand pays manufacturier, je ne vois pas comment la population industrielle de l'Europe saurait soutenir la lutte sans descendre au niveau de ses concurrents ».[36] La transformation, un siècle et demi plus tard, de cette vision en réalité est l'expression la plus extrême, pour la dimension de la Chine, des tendances bénéfiques pour la rentabilité du capital. De ce point de vue, la contribution de la Chine est double. D'une part, en aggravant la concurrence des salariés des différents pays, elle exerce de la pression sur le prix de la force de travail en le faisant baisser. Ce processus se réalise à travers la mondialisation du système de péréquation du taux de profit, fondamentalement dans les chaînes de production et de distribution des produits manufacturiers, traduite par la guerre de prix et la réduction de la marge de bénéfices des compagnies. Son rapide développement a provoqué des changements dramatiques dans la valeur de la force de travail, avec d'importantes conséquences dans la distribution régressive du revenu. En d'autres termes, la Chine exerce clairement une pression déflationniste sur le prix de la force de travail. Parallèlement, l'intégration de la Chine (nous insistons, en tant que l'expression la plus achevée de la nouvelle division mondiale du travail) à l'économie mondiale, a signifié une baisse du coût de plusieurs éléments du capital fixe ainsi que d'une grande quantité de biens de consommation, bien que les salaires des travailleurs des pays impérialistes baissent ou stagnent. Entre les forces contradictoires de la loi de la tendance décroissante du taux

de profit, Marx signalait qu'à travers le commerce international, le capitalisme est capable de tirer des bénéfices des nations ayant une composition organique du capital moindre. Comme Marx l'a expliqué, cette situation tend à accroître le taux de profit : « Le commerce international, en diminuant le prix des éléments du capital constant et des aliments pour lesquels est dépensé le capital variable, fait hausser à la fois le taux de la plus-value et le taux du profit ».[37] C'est ainsi que dans une large mesure, l'intégration des pays à main d'œuvre peu coûteuse au marché international engendre la réduction généralisée du temps de travail socialement nécessaire à la production des marchandises manufacturières, qui a amené à une claire déflation des prix de celles-ci dans les quinze dernières années. Selon le FMI : « Etant donné que la production à bas coût dans les marchés émergents et dans les pays en voie de développement continuera à s'intégrer dans le marché mondial, il est probable que ces forces assurent une inflation basse dans un futur prévisible, ce qui garde une certaine ressemblance avec la déflation séculaire associée à des grandes augmentations de la productivité pendant la période classique de l'or comme devise mondiale vers la fin du 19<sup>e</sup> siècle ».[38] Un autre indicateur pour mesurer cet impact est le pourcentage des importations dans les biens de consommation des marchés des pays centraux, par exemple le principal marché de consommation à l'échelle planétaire : les USA. Wal-Mart, la principale chaîne de commerce au niveau mondial et le principal importateur américain de produits venant de la Chine et d'autres pays du sud-est asiatique, se vante en disant que sa politique de baisser les prix augmente le niveau de vie de la population américaine, faisant économiser en moyenne 100 milliards de dollars par an aux consommateurs ou près

de 600 dollars par an par ménage, bien que dans la baisse de prix n'intervienne pas que l'énorme poids des produits importés mais aussi les salaires plus bas de ses propres salariés, en plus d'une gigantesque infrastructure logistique et informatique qui la rendent imbattable pour ses concurrents dans le marché de la distribution. Prenons, pour donner un exemple de ce processus, les énormes bénéfices que perçoivent les impérialistes dans une branche de production capitaliste par excellence, l'industrie textile, dans laquelle la Chine est le producteur et l'exportateur mondial dominant et, selon la logique de l'économie bourgeoise vulgaire, un clair gagnant. Les choses ne sont pas du tout ainsi, comme le démontre l'article suivant : « Premièrement, les compagnies textiles étrangères s'approprient un quart de tous les profits des exportations textiles chinoises ; elles, et non pas les compagnies chinoises, sont directement bénéficiaires de l'expansion des exportations. Deuxièmement, effectivement les compagnies chinoises s'approprient les trois quarts restants des bénéfices des exportations, mais généralement le taux moyen de leurs profits est bas. La plupart sont sous-traitantes de compagnies étrangères, donc ne gagnent qu'une fraction de la valeur ajoutée, soit très souvent environ 10%. Des entreprises importatrices comme Wal-Mart et d'autres marques connues s'approprient la plupart des profits. Troisièmement, plus la Chine exporte des produits textiles, plus grand sera son besoin d'importer machines textiles des pays développés ; l'Allemagne est le principal exportateur sous cette rubrique. En effet, la Chine est devenue le principal importateur du monde de ce type d'équipement, 150% de plus que la Turquie, le deuxième acheteur de machines textiles. Dans l'échange de produits à forte intensité de main d'œuvre (textiles chinois) par des produits à for-

[36] Cité par François Chesnais, "La prééminence de la finance au sein du 'capital en général', le capital fictif et le mouvement contemporain de mondialisation du capital", en *La Finance Capitaliste, Actuel Marx*, septembre 2006, p.121.

[37] Karl Marx, *Le Capital : Critique de l'économie politique*, Livre III, Section III, Chapitre XIV. Disponible sur : [HYPERLINK "http://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-III/kmcap3\\_13.htm"](http://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-III/kmcap3_13.htm) [http://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-III/kmcap3\\_13.htm](http://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-III/kmcap3_13.htm)

[38] FMI, *World Economics Outlook, printemps 2006*, Chapitre 3 : « La croissance de la productivité est si forte, que malgré la hausse du prix des matières premières à la fin des années 90, le prix des manufactures a continué à baisser en moyenne 3% par an entre 2001 et 2004, avec une grande chute des produits manufacturiers fabriqués dans le monde en développement ». *World Bank, Global Economic Prospects*, 2005.

te intensité de capital (machines des USA et de l'UE), ces derniers gardent la plus grande partie de la valeur ajoutée. Par conséquent, la croissance de la Chine en tant qu'exportateur de produits textiles, bénéfique aux entreprises chinoises, américaines et européennes »[39]. Les deux premières raisons montrent comment fonctionne la nouvelle division mondiale du travail dirigée par les multinationales et comment on distribue la plus-value dans cette branche de la production[40]. La troisième raison, plus traditionnelle, montre que l'échange inégal n'a pas disparu avec la nouvelle division mondiale du travail mais qu'il a évolué : la relation n'est plus entre produits manufacturés et matières premières, mais entre produits manufacturiers de différents niveaux de sophistication technique. Il y a une « commoditification » de la production manufacturière. Le bilan de l'incorporation de la Chine au marché mondial est très clair pour l'un des magazines les plus importants du capital financier international qui utilise la métaphore suivante : « L'intégration de la population chinoise de 1,3 milliards de personnes sera si transcendante pour l'économie mondiale que la Peste Noire l'a été pour le 14<sup>e</sup> siècle européen, mais avec un effet opposé. La Peste Noire a réduit d'un tiers la population européenne, les salaires ont augmenté et la rente du capital et de la terre ont baissé. A contrario, l'intégration de la Chine fera baisser les salaires des travailleurs non qualifiés et les prix des biens de consommation, et fera augmenter la rente du capital ».[41] Tout cela révèle le bénéfice qu'a tiré le capital de la restauration capitaliste en Chine. Mais en dernière

analyse, la Chine, peut-elle remplacer les USA en tant que consommateur mondial, comme s'enthousiasme le même magazine *The Economist* dans sa couverture du 21/10/2006 où il y a écrit « America drops, Asia shops ? » (L'Amérique tombe, l'Asie achète ?)

Commençons par donner une idée de ce que nous disons : en 2005 la consommation totale des USA a été de 9 milliards de dollars, 20% de plus que celle de l'Europe et trois fois et demie de plus que celle du Japon, les trois piliers de l'impérialisme. Comment le « nouveau et vibrant consommateur asiatique », en particulier celui du miracle économique chinois, se situe-t-il par rapport à ces poids lourds ? Le « managing editor » de *China Economic Quarterly*, Arthur Kroeber, qui après 20 ans de vie en Chine connaît profondément les réalités de ce pays, ne laisse rien subsister de ce mythe. Dans un article récent, il argumente : « Dernièrement, on a beaucoup parlé du « boom » de la consommation chinoise et il y a eu un tapage considérable autour de l'ascendante classe moyenne chinoise. Certaines banques d'investissements ont même dit que le consommateur chinois remplacerait l'américain en tant que conducteur de la croissance économique vers l'année 2015. Personne ne conteste que la Chine est plus riche qu'auparavant et que ses consommateurs, dans les grandes villes et dans la côte, achètent une variété plus ample de produits, mais les informations parlant d'un 'boom' de la consommation chinoise sont pour la plupart fantaisistes, une version moderne du rêve du 'fileur de Manchester' du 19<sup>e</sup> siècle (« Manchester mill-owner », le

propriétaire d'une filature de Manchester, est utilisé en tant que métaphore du désir d'ascension sociale, NdR). La vérité c'est que le marché de la vente au détail en Chine est presque la moitié de ce que l'on dit, et que ladite 'classe moyenne' est plus petite, dispersée et a un pouvoir d'achat plus bas que ce que plusieurs agents de ventes imaginent avec de grands espoirs. Dans une large mesure, la Chine continue à être ce qu'elle a été pendant longtemps : un grand pays, très peuplé, dont la plupart des gens n'ont pas d'argent. La solution à ce casse-tête est de reconnaître que du point de vue de la consommation il y a deux Chines. La première Chine, que l'on pourrait appeler 'la Chine de la survie', compte autour d'un milliard d'habitants qui achètent essentiellement de la nourriture et des vêtements à un niveau à peine au-dessus de celui de la survie. Ils génèrent un grand volume de ventes au détail, mais celles-ci sont insignifiantes du point de vue des compagnies qui vendent ou commercialisent les biens de consommation étrangers ou ceux des entreprises étrangères mais fabriqués en Chine. La deuxième Chine, 'la Chine consommatrice', compte entre 100 et 300 millions de personnes qui perçoivent des revenus qui leur permettent une quantité significative de dépenses facultatives, et qui vivent dans des centres urbains capables de permettre de hauts niveaux d'investissements pour les producteurs et distributeurs de biens de consommation ». [42]

Puis il continue et se demande à quel point la « classe moyenne » chinoise est grande et riche : « Une affirmation réa-

[39] Au Loong-Yu, "The post MFA era and the rise of China", *Asian Labour Update* N° 56 juillet-septembre 2005.

[40] Un article récent, parlant des risques que représentent pour la santé une série de produits chinois, met l'accent sur ce point : « Une grande partie de ces chaînes de production est propriété de ceux qui contrôlent la distribution finale dans les marchés les plus importants : les USA et l'UE. Ceux-ci ce sont les entreprises multinationales qui possèdent les marques et les relations entre les distributeurs, et les distributeurs eux-mêmes, comme Wal-Mart et Toys 'R Us. Étant donné que ces acteurs contrôlent l'accès aux consommateurs finaux, et qu'ils sont hautement concentrés là où les fournisseurs sont fragmentés en des milliers de petites entreprises productrices, les acheteurs peuvent établir les termes de négociation et insister en ce que les prix baissent d'année en année. Dans ce contexte, les fournisseurs ont d'énormes motivations pour prendre des raccourcis pour diminuer les coûts – précisément c'est ce qui s'est passé lorsque les fabricants chinois de jouets ont substitué une variété de peinture sans plomb par une peinture à base de plomb moins chère. Le gouvernement chinois n'est pas qu'un simple spectateur ». Arthur Kroeber, 'Lessons for China Inc', 20/08/2007. En d'autres termes, la baisse des prix des marchandises débouche sur une baisse de la qualité ou de la valeur d'usage de celles-ci, que les compagnies ont dû remédier d'une façon ou d'une autre pour ne pas rester en dehors du marché, ce qui dévoile des limites ou des points faibles de cette nouvelle division mondiale du travail gouvernée par les grandes multinationales.

[41] "The Dragon and the Eagle", *The Economist*, 30/09/2005.

liste de la taille de la 'Chine consommatrice' doit exclure non pas seulement les foyers qui se trouvent au-dessous d'un certain niveau de revenu, mais aussi ceux qui sont très lointains ou étalés. Alors, 'la Chine consommatrice' consiste en différentes régions géographiques où le niveau moyen des revenus est suffisamment élevé pour soutenir une dépense facultative substantielle. Mastercard signale que les achats d'un 'consommateur facultatif' deviennent une partie importante de la consommation nationale une fois que le PIB par habitant dépasse 5000 dollars, un niveau qui semble raisonnable. Les statistiques chinoises ont identifié deux aires avec ce niveau moyen de revenus : Yangtze River Delta, qui a enregistré en 2005 une population enregistrée de 82 millions de personnes et un PIB moyen par habitant de 5.013 dollars selon le taux de change contemporain, et Pearl River Delta en Guangdong, avec une population de 43 millions de personnes et un PIB moyen par habitant de 5.184 dollars. Ces deux aires contiennent 125 millions de personnes. En en ajoutant le corridor Beijing Tianjin qui abrite 25 millions de personnes avec presque le même PIB moyen par habitant, il résulte que la 'Chine consommatrice' est un 'pays' de 150 millions de personnes avec un PIB moyen par habitant de 5.000 dollars. Alors, quelle est exactement la valeur du marché de la 'Chine consommatrice'? Un bon outil d'analyse est de le comparer à la Malaisie, un petit pays que l'on peut considérer un marché unique, avec un PIB moyen par habitant de 5.000 dollars et une population de 25 millions de personnes (2005). Multipliant la population malaisienne par son PIB moyen par habitant, on obtient ce que l'on pourrait appeler le Malaysian Consumption Unit (MCU, Unité de Consommation Malaisienne). En répétant l'exercice avec la population consommatrice de la Chine et le PIB par habitant comme entrées ('Imputs'), on peut voir quelle dépense de consommation facultative elle a, en multiples du marché malaisien. Sur cette base, 'la Chine consommatrice' a un MCU de 6, le même 'ranking' que la Corée du Sud et derrière l'Espagne (8). L'Allemagne (22) et le Japon (37) sont

beaucoup plus en avance, alors que les USA (84) sont dans une ligue propre, même si on comptabilise la population de 15 millions de personnes exclues du marché de consommation à cause de la distance géographique ».[43]

En d'autres mots, la Chine est un miracle pour faire baisser les coûts de production pour les grandes entreprises multinationales, mais ce n'est pas une source de marchés significatifs pour la plupart de celles-ci. Au contraire, comme le signale le même auteur dans un autre article, le marché chinois peut être l'endroit où les illusions des grandes multinationales de percevoir de gros profits se heurtent à la réalité, avec des pertes conséquentes à cause des importants investissements réalisés pour pénétrer dans son marché intérieur. Ainsi : « Les chaînes mondiales de la vente au détail pensaient qu'elles allaient devenir riches après la levée des restrictions à la participation étrangère dans le marché de la vente au détail que le gouvernement avait décrété en 2004. Trois ans après, la si attendue mine d'or ressemble plus à une mine de faux or. Les nouveaux participants étrangers se trouvent face à une dure concurrence de la part des agiles rivaux locaux. Même les entreprises qui comptent avec une présence établie devront attendre des années avant que la Chine incrémente significativement ses lignes de vente globales. Le marché de vente au détail chinois est beaucoup plus petit que ce que les gens croient. Le total des ventes au détail en Chine est de près de 500 milliards de dollars. La moitié de ce chiffre représente la dépense en biens de subsistance (nourriture et vêtements) des populations des zones rurales et des petits villages ou des petites villes, qui ne représentent pas un grand marché pour les grandes chaînes étrangères de vente au détail. La dépense en ce secteur de la part des consommateurs urbains, qui sont vraisemblablement à la portée des grandes chaînes internationales de vente au détail, est probablement autour de 250 milliards de dollars – c'est-à-dire près d'un dixième des ventes au détail, sans y inclure les ventes de voitures, aux USA, que l'on

estime être de 2,5 billions de dollars. Mais même dans ce marché, la plupart des consommateurs continuent à chercher les prix les plus bas – et non pas la qualité supérieure ou le meilleur service que les grandes chaînes de vente au détail étrangères puissent offrir. En 2006, entre les 100 chaînes de vente au détail les plus importantes de la Chine il y avait six compagnies étrangères. Mais ce n'est que pour une parmi elles – la britannique B&Q qui se spécialise dans la vente d'articles de réfection pour la maison – que la Chine représente 5% des ventes totales. Néanmoins, la croissance rapide de la Chine continue à être une grande attraction c'est pourquoi des investisseurs étrangers récents du secteur de la vente au détail sont plus ambitieux que ce que les ventes actuelles le suggèrent. Carrefour a ouvert en Chine 20 des 95 nouveaux magasins qui a inaugurés dans tout le monde l'année dernière. B&Q, Wal-Mart et la chaîne de supermarchés britannique Tesco s'y sont déployés agressivement pendant les dernières années. Deux grandes entreprises américaines du secteur de la vente au détail – la chaîne qui vend des produits pour faire des réparations à la maison, Home Dépôt, et le géant de l'électronique Best Buy – sont entrées dans le marché à travers des acquisitions. Ces grandes entreprises sentent l'opportunité du fait que le marché chinois de ventes au détail continue à être relativement fragmenté. Les 30 magasins de vente au détail les plus importants représentaient 16,5% du marché national en 2006, comparé au 37% des USA et au 31% de la Corée du Sud. Mais la fragmentation révèle aussi des obstacles. Le plus important c'est le haut coût unitaire de distribution. Les clients potentiels des chaînes étrangères du secteur de la vente au détail ne sont pas distribués de façon identique dans le pays, ils sont au contraire concentrés en des 'îles' : deux tiers sont regroupés autour de Beijing, de Shanghai et de Guangzhou – trois villes si proches entre elles que Madrid, Belgrade et Moscou. Le réseau de transport est insuffisant : les coûts de logistique en Chine représentent 20% du PIB, alors qu'aux USA ils n'en représentent que 8%. Alors,

[42] "Chasing the mythical China consumption boom", *China's Economic Quarterly*, 08/01/2007.

[43] *Idem*.



les entreprises du secteur de la vente au détail sont coincées entre un coût élevé de distribution et des consommateurs qui veulent toujours les prix les plus bas. Dans un tel marché, il devient difficile de se procurer des profits ». [44]

### **Les origines des déséquilibres : efficacité pour rétablir les profits, étroitesse du marché mondial, et féroce concurrence capitaliste**

La disproportion entre l'investissement et les exportations, et la consommation en Chine, ce n'est pas qu'une caractéristique de la croissance du géant asiatique, mais une contradiction aiguë qui surgit des conditions de l'économie internationale des dernières décennies et le rétrécissement du marché mondial qui en découle, à différence de l'époque dorée du boom. Pendant toutes ces années, la Chine, en tant que paradigme de la nouvelle division mondiale du travail, s'est bénéficiée beaucoup plus que d'autres pays, à cause de sa vaste disponibilité de main d'œuvre bon marché, de la tendance des économies et des multinationales des pays impérialistes à réduire les coûts de production pour récupérer la rentabilité après la crise des années 70. Cette tendance s'est développée en réponse au surinvestissement des années 90 aux USA et à la crise récessive qui l'a accompagné, et qui continue à s'élargir à des nouveaux secteurs (les services) de l'économie mondiale. Cependant, cette tendance est compensée par une autre opposée, mais qui relève du même processus de restructuration et de relocalisation capitaliste des dernières décennies : l'étroitesse du marché mondial qui ne permet pas de valoriser et de réaliser les niveaux du taux de profit atteints, de manière soutenable. Ce chemin, bien qu'il ait favorisé la récupération de la rentabilité, n'a pas conduit à une expansion comparable à celle du boom de l'après-guerre, mais à une lutte acharnée pour les marchés. De cette logique de fer résulte la recherche infatigable de sources de main d'œuvre bon marché, ce qui a bénéficié particulièrement la Chine en faisant d'elle un soi-disant

« nouveau miracle capitaliste » (Est-ce que quelqu'un se souvient qu'avant la crise de 1997-98 on appelait ainsi les NPI comme la Corée du Sud, Taiwan, Hong Kong ou Singapour, ou les NPE comme la Malaisie, le Taïwan et l'Indonésie ?). Cette même logique, à la fois, pose un grand signe d'interrogation sur la viabilité de cette nouvelle division internationale du travail, à moins que l'on croie au rêve sans fondements des grandes entreprises que la Chine devienne une grande puissance consommatrice, ce qui, pour des raisons intérieures et extérieures, très difficilement se produira, au moins dans un rythme qui évite potentiels cataclysmes économiques dans les prochaines décennies. L'espoir d'Occident que la Chine devienne non pas seulement un « grand atelier d'assemblage » mais aussi un nouveau marché consommateur qui permette de rééquilibrer l'économie internationale, entretenu pendant toutes ces années à cause de la croissance américaine qui est allée au-delà de ses capacités de consommation, ne résiste pas à la moindre épreuve. En d'autres mots et en généralisant, on pourrait définir ces dernières années comme une période fleurissante du point de vue de la capacité du système à rentabiliser le capital. Pourtant, la plus-value ainsi obtenue a de plus en plus du mal à trouver des espaces d'accumulation convenables. En même temps, ceci relève d'une contradiction aiguë entre production et consommation, qui est en train de recréer, dans les dernières décennies, les conditions d'une crise de réalisation. Les revenus des salariés étant bloqués, le pouvoir d'achat baisse et le rythme de fabrication se déconnecte de la capacité d'absorption des marchés.

Des économistes comme Michel Husson évoquent un « équilibre de sous-accumulation » : « Le capitalisme contemporain est avant tout un capitalisme surexploiteur ('carnassier' dirait Aglietta) : l'augmentation du taux d'exploitation permet le rétablissement du taux de profit sans engendrer de nouveaux lieux d'accumulation dans la même proportion. La consommation de plus-value permet alors de réduire cet écart. Dans ce schéma d'ensemble,

la financiarisation remplit une double fonction : elle instaure une concurrence exacerbée, nécessaire pour maintenir la pression à la hausse sur l'exploitation ; elle établit un mode de répartition adéquat aux nouvelles conditions de reproduction du capital. Il n'est donc possible de caractériser le capitalisme actuel en référence unique à la financiarisation, puisque cela revient à se priver d'une vision d'ensemble de ses contradictions. L'histoire concrète donne d'ailleurs quelques indications sur l'ordre des facteurs : le tournant libéral est d'abord une défaite infligée par le capital au travail, où la finance a été un levier plutôt qu'un facteur autonome. Le développement ultérieur de la finance a été ensuite un moyen de conforter ce nouveau rapport de forces par l'intensification de la concurrence, et de satisfaire – au moins provisoirement – aux contraintes de la reproduction. Tout se passe au fond comme si les conditions de reproduction ne pouvaient être assurées que pour un taux d'accumulation relativement peu élevé, en tout cas inférieur au potentiel associé au niveau du taux de profit. On pourrait ainsi parler d'un équilibre de sous-accumulation. Or, l'accumulation est déterminée conjointement par une exigence de rentabilité et la nécessité de débouchés. Le comportement peu dynamique de l'investissement peut alors s'expliquer par deux caractéristiques essentielles du capitalisme contemporain :

- il tarit ses propres débouchés : la consommation des riches est un substitut imparfait à la consommation salariale et contribue à un ralentissement du rythme de progression des débouchés globaux, qui ne tire pas suffisamment l'investissement ;

- la fixation d'une norme de compétitivité très élevée tend à « dévaloriser » les projets d'investissement dont le taux de rendement est insuffisant et conduit les entreprises à solder leurs comptes sur la distribution de dividendes.

En se donnant les conditions d'un fonctionnement 'pur', le capitalisme engendre ainsi une expression 'pure' de ses contradictions. D'un certain point

[44] Arthur Kroeber, "Retailers' fool's gold", *China Economic Quarterly*, 16/07/2007.



de vue, il a obtenu ce qu'il demandait : l'émergence de normes déterminées sur un marché mondial, et un blocage à peu près universel des salaires. Mais cette configuration ravive toutes ses contradictions, en particulier la recherche d'une rentabilité maximale dans un contexte de débouchés contrainsts».[45]

Ces phénomènes profonds sont ceux qui sont à la base des déséquilibres croissants de l'économie, comme le démontre l'existence d'une surabondance d'épargnes sur les investissements au niveau international, c'est-à-dire la plus-value non accumulée, une place de plus en plus occupée par les finances. Sur cette réalité, Martin Wolf, le principal analyste économique du journal *Financial Times*, indique : « Pour cette situation existent plusieurs explications : le fait que le besoin d'investissements au Japon et en Allemagne ait baissé depuis leurs jours de haute croissance ; les importantes épargnes de la Chine et d'autres pays de l'Est de l'Asie ; et la plus grande précaution des exportateurs de pétrole à ne pas dépenser leurs biens comparés aux années 70 et début des années 80. L'effort pour absorber cet excédent a eu deux conséquences intimement interconnectées : d'une part, le surgissement des appelées « disparités globales » où les USA ont absorbé près de trois quarts de l'excès des épargnes du reste du monde ; et d'autre part, une longue période d'une politique monétaire souple, particulièrement au Japon et dans « l'euro zone », mais aussi pendant un certain temps aux USA. Ceci a eu des effets puissants dans des prix avantageux, notamment les prix de l'immobilier dans une série de pays à hauts revenus. Les prix élevés de l'immobilier ont maintenu la demande à de hauts niveaux, spécialement aux USA, au Royaume-Uni et en Espagne »[46]. L'incrémentation de ces déséquilibres a permis l'extraordinaire cycle court de croissance de l'économie mondiale de 2002-2006, et, en même temps, explique la si faible stabilité à long terme de celui-ci.

D'après M. Husson, nous sommes, peut-être, face à une crise systématique, c'est-à-dire une période où sont mis en question les critères mêmes de l'efficacité du capitalisme. La réalité semble démentir ceux qui, vers la fin des années 90, ont annoncé trop précipitamment une révolution technologique : « Les multiples innovations accumulées au cours des deux dernières décennies ne donnent pas lieu à des gains de productivité suffisants, faute de l'effet d'entraînement de l'extension des débouchés, et en raison aussi de la très rapide obsolescence des différents produits. C'est ce qui explique le 'paradoxe de Solow' qui constate que les gains de productivité restent médiocres en dépit des innovations technologiques et des transformations dans l'organisation du travail. C'est l'absence de marchandises susceptibles de porter une production et une consommation de masse qui empêche de renouer avec le 'cercle vertueux fordiste'. Si cette lecture est correcte, le capitalisme se trouve, peut-être pour la première fois de son histoire, confronté à une crise systémique. Celle-ci remet en cause ses propres critères d'efficacité, en ce sens que le capitalisme réussit de moins en moins à 'traduire' en marchandises rentables les besoins aujourd'hui dominants, qu'il s'agisse de santé, d'éducation, de logement, de qualité de vie, et surtout, par définition, de temps libre. Si, selon la formule de Robert Boyer, le mauvais capitalisme chasse le bon, c'est parce que la bonne manière de faire du profit (l'augmentation rapide de la productivité sociale) est évincée par la mauvaise, à savoir le blocage du salaire sous toutes ses formes. Faire de la financiarisation la caractéristique majeure d'une telle configuration, c'est prendre un symptôme pour la cause et c'est aussi rester à la surface des choses en n'adressant pas au capitalisme une critique qui va à la racine de ses présupposés »[47]. Autrement dit, « la bonne manière de faire des profits (l'augmentation rapide de la productivité sociale accompagnée d'une hausse des salaires) », a été seulement possible lors du boom de l'après-guerre, et après une énorme destruction de forces pro-

ductives. En effet, celle-ci a été la conséquence des catastrophes produites pendant les deux Guerres Mondiales et de la rétraction de la consommation pendant celles-ci (voir « Le caractère exceptionnel du boom de l'après-guerre »). Sans de nouveaux cataclysmes, sans de nouvelles grandes crises, il est impossible que le capitalisme du 21<sup>e</sup> siècle atteigne un équilibre relatif qui lui permette d'atténuer temporellement ses graves contradictions. Le capitalisme « carnivore » d'aujourd'hui, pour reprendre l'expression d'Aglietta, n'est plus que le retour, sous de nouvelles formes, à l'expression la plus profonde de l'époque impérialiste, c'est-à-dire « l'impérialisme en tant que réaction sur tout le front ». Face à ce cadre horrifant, les idées « d'approfondir la démocratie », de contrôler les mouvements spéculatifs du capital, de défendre les espaces publics, ont l'air d'utopies réactionnaires face à la seule issue qui peut épargner l'humanité de nouvelles catastrophes : la fin de l'exploitation capitaliste par le biais de la révolution socialiste. Tout autre chemin signifierait retourner au réformisme dans un moment où, en termes historiques, la réforme n'est plus possible.

### **Les coordonnées géopolitiques : le «ça suffit» de la suprématie américaine indiscutée et le « pas encore» d'une nouvelle puissance émergente**

Une partie significative de l'instabilité croissante de l'accumulation capitaliste actuelle trouve ses sources dans la déclinaison historique des USA. Nous pouvons situer le début de ce phénomène dans la fin du boom de l'après-guerre. Vers la fin des années 60 et début des 70, le resurgissement du Japon et de l'Allemagne (dans le cadre de l'unification européenne) comme puissances émergentes a mis fin à l'écrasante supériorité économique des Etats-Unis et il a donné lieu à la division du monde entre une triade de puissances impérialistes plus ou moins équiva-

[45] Michel Husson, *op. cit.*, p.244-245

[46] Martin Wolf, "El futuro de la globalización es la cuestión de largo plazo más importante", *Financial Times*, 09/01/2007.

[47] Michel Husson, "Après l'âge d'or", en *Le marxisme d'Ernest Mandel*, sous la direction de Gilbert Achcar, Paris, PUF, 1999, p. 49-78

lentes.[48]

Ce recul relatif des USA a mis fin au système de Bretton Woods[49]. Dès lors, les USA ont utilisé le nouveau régime de change flexible et de continuité du dollar en tant que monnaie de réserve et de moyen de paiement au niveau mondial, pour faire face à la crise. Evidemment, ils ont pu le manipuler à leur guise, un privilège réservé seulement à la puissance hégémonique. Ce grand bénéfice économique pour les USA leur a permis de vivre au-delà de leurs moyens, ce qui s'est traduit par une sur consommation et par des déficits

commerciaux de grande ampleur. En exportant leur inflation[50], les Etats-Unis ont augmenté l'instabilité et les déséquilibres de l'économie mondiale – comme le prouve l'accélération des crises monétaires, financières et boursières. En d'autres termes, pendant cette période les USA ont de plus en plus joué le rôle du principal déstabilisateur de l'accumulation capitaliste mondiale.[51]

Ce comportement « irresponsable » des Etats-Unis, mais « toléré » par leurs partenaires commerciaux, témoigne en dernière analyse de leur écrasante

hégémonie en tant que super puissance mondiale, qui s'est renforcée avec l'effondrement de l'ex-URSS et qui se maintient grâce à l'inatteignable supériorité de leurs Forces Armées. Néanmoins, la débâcle iraquienne est en train d'affaiblir ces bases politiques et géopolitiques sur lesquels s'appuyait une économie à fondements fragiles.

Aujourd'hui, contrairement à la période postérieure à la guerre froide, nous entrons dans un nouveau scénario géopolitique caractérisé par le « ça suffit » de la suprématie indiscutée des USA et le « pas encore » d'une nouvelle puissance

[48] Comme dit Ernest Mandel : « la loi du développement inégal s'est tournée contre l'impérialisme américain pour la première fois dans l'histoire. Les autres puissances impérialistes, qui sont parties d'un niveau de productivité industrielle beaucoup plus bas que celui des USA, ont modernisé leur industrie beaucoup plus rapidement et ont obtenu, en même temps, avantages de productivité très importantes. Aujourd'hui, beaucoup de leurs marchandises sont d'une qualité semblable et parfois supérieure, mais avant tout moins chères que les marchandises américaines : les navires japonais ; les petites voitures européennes et japonaises ; les machines outil allemandes ». E. Mandel, *La crisis del dólar*, Ediciones del Siglo, Argentina, 1973.

[49] Voir note 17.

[50] Depuis 1960, l'offre monétaire des Etats-Unis s'est multipliée par 25 alors que le produit réel brut n'a été multiplié que par quatre. Ce qui a été accompagné d'une croissante baisse des réquisits pour l'obtention d'un crédit. Les banques ont été encouragées par la Réserve Fédérale à développer l'offre de crédits par le biais d'une série de réductions des réserves exigées contre leurs propres fonds. Dans le dernier cycle de croissance cette politique monétaire de faire baisser les taux d'intérêt – pour éviter que la crise de l'appelée nouvelle économie devienne une dépression – a été utilisée de forme abusive avec une abondante liquidité et donnant origine à la bulle immobilière et à la bulle mondiale du crédit, qu'en ce moment est en train de se dégonfler.

[51] C'est le contraire de l'attitude des USA lors du boom de l'après-guerre. Cette période a été qualifiée d'« hégémonie bénigne » ou « bienveillante », basée sur le besoin des USA de contenir le danger de la révolution, tant en Europe comme au Japon, tous les deux dévastés par la guerre. L'impérialisme américain qui est sorti de la Deuxième Guerre mondiale comme la puissance hégémonique, a combiné la collaboration contre-révolutionnaire de la bureaucratie stalinienne, traduite dans les pactes de Yalta et de Postdam qui divisaient le monde en zones d'influence. En effet, ceux-ci ont permis, dans l'immédiate après-guerre, la défaite et le détournement de la révolution dans des pays centraux comme la France, l'Italie et la Grèce, avec une politique « de contention » de la part des mouvements géopolitiques du Kremlin. Egalement, cette politique a impliqué une relative dispute sur le plan militaire (la course aux armements, la création de l'OTAN), sur le plan politique (la lutte pour l'influence dans les pays de la périphérie capitaliste) et sur le plan idéologique (lutte contre le « totalitarisme » en défense du « monde libre »), bien que sans jamais dépasser les limites strictes du pacte de Yalta. Cependant, ce pacte n'a pas empêché l'existence de frictions comme la guerre Corée, la crise de Belin ou celle des missiles cubains, mais il y a eu aussi des périodes de détente – avec une période de développement de l'« Etat providence » et de reconstruction de l'Europe (Plan Marshall) et du Japon pour éloigner le danger révolutionnaire. Ceci a permis aux USA d'« hégémoniser » les différentes puissances impérialistes derrière leurs projets, mais le faisaient en tant que garants de la « libre entreprise », en se basant sur la réussite économique de leurs alliés et concurrents, pour consolider politiquement leur hégémonie et recréer un marché pour l'extension de leurs multinationales à l'étranger. C'est pour cela que l'on parle d'une « hégémonie bienveillante ». Ainsi, en même temps que les USA assuraient que leurs entreprises rentassent avec « la part du lion » de l'accumulation capitaliste internationale, ils ont rendu possible et stimulé l'extraordinaire croissance que l'Allemagne et le Japon, les deux puissances battues dans la Deuxième Guerre Mondiale, ont eu pendant le boom. Les conséquences pour l'ordre mondial de ce comportement sont bien analysées par Robert Brenner : « Etant donné que la réussite économique des USA était fortement liée à la réussite de leurs concurrent et alliés, le développement économique de l'après-guerre dans le monde capitaliste avancé a pu, pendant une courte période, se traduire par un degré de coopération relativement élevé – caractérisés par de hauts niveaux d'aide américaine et un soutien politico-économique à leurs alliés et concurrents – et cela malgré qu'elle soit dominée par les Etats-Unis et qu'elle soit dans une large mesure modelée selon les intérêts américains. Le gouvernement des USA, ainsi que ses principaux capitalistes, ont eu la volonté de tolérer ces niveaux d'interventionnisme étatique, de protectionnisme commercial, de taux d'échange sous-estimés, et de liaisons financières entre leurs rivaux, parce que le développement économique national de ceux-ci – notamment la croissance de leurs marchés intérieurs – et leur stabilité politique étaient très importantes pour eux. Alors, on observait, au moins pendant un temps, un symbiose, quoique très conflictuelle et instable, entre le leader et ses subordonnés, entre les développés hâtivement et les développés tardivement, entre le 'hégémon' et les 'hégémonisés' ». Robert Brenner, *The boom and the bubble*, Londres, Verso, Mai 2002.

ce émergente. Un vide hégémonique au niveau international de plus en plus dangereux. La guerre en Irak, qui était appelée à être une démonstration catégorique de la puissance américaine, est devenue au contraire une constatation des limites de leur pouvoir. Les conséquences aux USA et dans le monde en sont profondes. L'occupation d'Irak et d'Afghanistan a usé les Etats-Unis. La confiance américaine en sa domination indiscutée a disparu. Ce qui est perçu au niveau mondial. Dans ces circonstances, les autres puissances, grandes ou petites, essayent d'en tirer profit. Cet élément est un fait géopolitique de grande importance qui affecte le fonctionnement du système capitaliste mondial. En effet, au contraire de ce qui disent les théories de la globalisation, le capitalisme mondial ne se développe que s'il existe un cadre politique et géopolitique adéquat.

En même temps, on ne trouve pas facilement une puissance capitaliste qui puisse remplacer l'actuel « hégémon », comme cela a été le cas vers la fin du XIX<sup>e</sup> et début du XX<sup>e</sup> lors de l'émergence américaine au niveau mondial face à la domination britannique. L'Union Européenne, celle qui est économiquement la meilleure positionnée, se trouve divisée par de profonds et insolubles antagonismes nationaux. La Russie, malgré sa récupération partielle après la débâcle des années 1990, ne joue plus dans la scène internationale le rôle qu'elle a joué dans le passé, surtout dans le monde semi colonial, et dans le terrain économique est un pygmée qui se bénéficie seulement des hauts prix du gaz, du pétrole et des minérales dans les dernières années. La Chine, qui est appelée avec beaucoup de légèreté par beaucoup de gens « la nouvelle puissance du 21<sup>e</sup> siècle », malgré sa croissance, en termes de PIB par habitant et de productivité de son travail, est encore loin des principaux centres mondiaux impérialistes. Sa politi-

que extérieure a un caractère défensif et son axe est le contrôle de la stabilité intérieure de plus en plus fragilisée par des inégalités croissantes. Voilà les contradictions des principaux concurrents des USA, qui donnent une certaine inertie à la situation mondiale.

Pourtant, l'hégémonie américaine est de plus en plus contestable. Au début de cette décennie, les USA ont réussi à éviter que la récession causée par le dégonflement de l'appelée « nouvelle économie » devienne une dépression. Mais ils l'ont fait en hypothéquant et en exacerbant les déséquilibres de l'économie nationale et internationale. Ils ont aussi prolongé une politique qui dure depuis des années déjà : reporter la crise à plus tard en s'appuyant, de plus en plus, sur la baisse de l'épargne et sur l'accumulation de dettes. Ce modèle de suraccumulation dépendant du financement du reste du monde, repose sur des bases de plus en plus fragiles. La crise financière actuelle peut lui donner sa sentence de mort. Les autorités politiques et monétaires des USA se trouvent face à une difficulté majeure : la nécessité de sauver l'économie américaine et, en même temps, de maintenir la confiance dans le dollar. La Réserve Fédérale ne peut pas risquer une forte croissance des taux d'intérêt à long terme, en réponse à une perte de confiance en la stabilité des prix aux USA et à un collapse de son taux d'échange. Le dollar, réussirait-il à maintenir sa position dominante en tant que monnaie de réserve mondiale après la crise actuelle ? Une crise du dollar peut signifier un bond énorme dans la crise d'hégémonie américaine, en s'ajoutant au fracas de leurs objectifs en Irak. Mais, indépendamment qu'il y ait ou pas une chute abrupte du dollar, son rôle de monnaie de réserve mondiale entre dans une période de lente agonie. Une crise du dollar ne ferait qu'approfondir les tendances au désordre et à l'instabilité et augmenter les

probabilités de crises plus grandes.

Ce qui est clair c'est que le rôle des USA en tant que consommateur mondial pourrait être en train d'arriver à sa fin. Par contre, il est probable que le moteur américain cherche à améliorer sa balance de commerce extérieur à travers la dévaluation du dollar. En effet, dans le cadre de la chute du prix des logements, même avec un taux d'intérêt bas, il est peu probable que les américains soient séduits par l'idée de s'endetter et dépenser. De cette façon, le reste du monde devra s'habituer à vivre dans une situation où le moteur américain de la demande à l'excès ralentisse sensiblement. Le fameux « rééquilibre » de l'économie internationale devra s'accélérer. S'il n'en est pas ainsi – une variante probable –, la perspective est celle d'un ralentissement ou récession internationale. Dans cette situation, les possibilités de collision commerciales et de menaces à l'ordre politique de la dite « globalisation » augmentent. [52]

### **La contradiction entre économie et politique ou les difficultés de la gestion géopolitique de la « structure sociale de l'humanité »**

Dans un excellent article, Justin Rosenberg essaye d'appliquer la loi du développement inégal et combiné à la « théorie des relations internationales » pour interpréter le monde contemporain. Les conséquences de ce procédé sont surprenantes. Mettant de côté la structure politique du système d'Etats, nous voulons nous arrêter en ce que Trotsky a appelé « la structure sociale de l'humanité »[53]. D'après Rosenberg, « la phrase paraît assez abstraite, mais Trotsky voulait exprimer quelque chose de très concret : l'interrelation réelle de toutes ces sociétés différentes, en vertu de laquelle elles forment un tout dynamique plus ample ; la con-

[52]« Une grande partie de l'ajustement à une croissance moins forte ou même à une diminution de la consommation américaine doit venir de quelque part. La Chine, entre d'autres, sera au cœur de la tempête. Supposons, par exemple, que l'on dévalue le dollar face aux monnaies flottantes, notamment l'euro, accompagné de la dévaluation du renminbi (la monnaie officielle de la Chine). Supposons aussi, que les autorités chinoises ne prennent pas de mesures pour élargir la demande domestique. Alors, l'ajustement se sentira ailleurs, dans une autre partie du monde. Ce qui se révélerait hautement disruptif, particulièrement en Europe continentale. Même le compromis de l'aperture des marchés serait en danger ». Martin Wolf, *Challenge of rescuing world economy*, Financial Times, 11/09/2007.

tradictoire, mais irréversible, unité du développement social humain créée par l'expansion du marché mondial. et toutes les tensions et conflits causés par ce développement géopolitiquement combiné et sociologiquement inégal du système international. Dans cette totalité, le système d'Etats est fondamental, mais aucunement indépendant. Au contraire, c'est en partie sa position historique et géographique dans cette structure sociale de l'humanité qui explique pourquoi l'Etat en Angleterre, en Allemagne et en Russie a pris des formes politiques si différentes. Plus encore, c'est dans cette même structure sociale de l'humanité prise dans son ensemble que les grandes puissances se voient obligées de gérer géopolitiquement pour défendre leurs intérêts. Car, si la pénétration du capitalisme dans la Russie a altéré la société russe, pour la même raison, il a incorporé cette même altération sociale dans la structure politique du marché mondial. 'Nous voyons ainsi – a écrit Trotski en 1906 – comment la bourgeoisie internationale a rendu la stabilité de son système d'Etats profondément dépendant des instables bastions précapitalistes de la réaction'. Le développement inégal et combiné du capitalisme s'exprime alors à un niveau interétatique comme un problème d'ordre géopolitique »[54]. Ce concept est central car, contre toute vision géopolitique ou économicienne de la situation internationale, si chère aux théories réalistes des relations internationales (qui face à l'absence d'un gouvernement mondial ne voient qu'une lutte des Etats pour la survie essayant d'établir un équilibre de pouvo-

irs entre eux) ou la vision globaliste (qui suppose que le capital a créé un monde homogène), il permet d'expliquer les lignes de faille de la politique internationale et la nécessité de la part des Etats, surtout pour la puissance hégémonique, de diriger géopolitiquement celles-ci.

Ainsi Rosenberg, contre toute vision idéologique qui suppose que l'intérêt des USA pendant la guerre froide était de « défendre la démocratie » ou, dans un étroit économisme, la recherche à défendre leurs propres intérêts économiques, dit : « Le défi de la politique extérieure américaine lors de l'après-guerre était de maintenir politiquement uni le marché mondial dans un moment où l'inégale, mais rapide, transformation capitaliste des sociétés du Tiers Monde menaçait de pousser beaucoup d'elles dans les bras de l'URSS. En effet, quand on analyse l'occupation militaire des puissances fascistes battues, la confrontation bipolaire avec l'URSS, ou leurs relations avec les Etats du Tiers Monde, on se rend compte que le principal contenu social de la politique extérieure des Usa pendant l'après-guerre n'a pas été de mettre de l'ordre dans l'anarchie, de défendre la démocratie, ou encore de poursuivre leurs propres intérêts économiques, mais la gestion géopolitique du développement combiné et ses conséquences à l'échelle mondiale. Trotsky a prédit cette conjoncture internationale d'hégémonie américaine, l'orientation géopolitique de la politique extérieure des USA, et sa fusion paradoxale d'auto affirmation et d'involontaire implication extérieure.

'C'est précisément – il écrivait en 1928 – le pouvoir international des USA et l'expansion irrésistible qui en découle, ce qui les oblige à inclure entre les éléments de sa structure politique les arsenaux de tout le monde : chacun des antagonismes entre l'Est et l'occident, la lutte de classes dans la vieille Europe, la révolte des masses coloniales, et toutes les guerres et révolutions... Faisant qu'ils soient constamment plus intéressés à maintenir l'ordre en chaque coin de la planète' »[55]. En utilisant cette méthode voyons quelles seraient les lignes basiques de la « structure sociale de l'humanité » que les grandes puissances, notamment les Etats-Unis, doivent gérer dans l'actualité, tout en prenant en compte la nouvelle division mondiale du travail dont nous parlions plus en haut.

On pourrait dire que la forte relocalisation du capital industriel (et dernièrement des services comme l'est le nouveau pôle en Inde) dans des pays à main d'œuvre bon marché a engendré deux types de potentiels de conflits de classe : l'un associé aux nouveaux endroits d'accumulation de capital qui a consolidé structurellement une nouvelle classe ouvrière ; et dans l'autre pôle de cette nouvelle équation, la liquidation (ou la tentative de liquidation) des acquis sociaux obtenus par la force de travail dans les vieux centres d'accumulation capitaliste[56]. Analysons séparément ces deux pôles.

En premier lieu, voyons la gestion géopolitique des nouveaux centres d'accumulation du capital, en particu-

[53] Bien qu'il ne l'ait pas théorisée, Trotski utilise cette expression séparément de l'économie pour rendre compte d'un aspect de la théorie de la révolution permanente : « cet aspect de la théorie de la révolution permanente est une conséquence inévitable de l'état actuel de l'économie et de la structure sociale de l'humanité. L'internationalisme n'est pas un principe abstrait, uniquement un reflet théorique et politique du caractère mondial de l'économie (...) La révolution socialiste commence à l'intérieur des frontières nationales, mais ne peut pas s'y contenir. La contention de la révolution prolétarienne à l'intérieur d'un régime national ne peut être qu'un régime transitoire, quoiqu'il soit prolongé comme le démontre l'expérience de l'Union Soviétique. Cependant, avec l'existence d'une dictature du prolétariat, les contradictions intérieures et extérieures grandissent parallèlement à ses succès. De continuer isolé, l'Etat prolétarien tomberait tôt ou tard, victime de ces contradictions ». Léon Trotski, « La révolution permanente », dans « La teoría de la revolución permanente (compilación) », Buenos Aires, CEIP « Leon Trotski », 2000.

[54] Justin Rosenberg, "Isaac Deutscher and the Lost History of International Relations", *New Left Review*,

[55] Idem. Cette vision correcte de la politique extérieure américaine pendant l'après-guerre exposée par Rosenberg, oublie qu'un grand élément, et peut-être le principal, de la « gestion géopolitique du développement combiné et ses conséquences à l'échelle mondiale » a été la collaboration contre-révolutionnaire de la bureaucratie stalinienne, sans laquelle l'ordre mondial « hégémomisé » par les USA n'aurait jamais pu être ni consolidé, ni administré.

[56] En suivant les différentes lectures théoriques de K. Marx et de K. Polanyi, bien que sur ce point elles coïncident, Beverly J. Silver classe les deux types de conflits de la manière suivante : « Par conflit de travail de type polanyien on entend la résistance ouvrière



lier la Chine et son impact sur le marché mondial capitaliste. Quant à la Chine et du point de vue du capital international, aujourd'hui on pourrait dire, en nous inspirant de ce que disait Trotski à propos de la Russie tsariste, que « la bourgeoisie internationale a rendu la stabilité de son système d'Etats profondément dépendant des instables bastions » de l'archaïque structure de commandement d'origine stalinienne/maoïste du PCCh (Parti Communiste Chinois) qui continue à gouverner le géant asiatique. Il serait même correct d'affirmer que cette dépendance est plus grande par rapport à la Russie d'antan. Pourquoi plus grande ? Tout d'abord, pour l'échelle de la Chine. Puis, parce que le rôle de la Russie tsariste dans la division mondiale du travail entre la fin du XIX<sup>e</sup> et le début du 20<sup>e</sup> siècle n'a rien à voir avec l'actuelle position de la Chine dans la nouvelle division mondiale du travail, qui a liquidé dans une large mesure l'ancienne division du monde entre pays de la périphérie producteurs de matières premières, et pays développés produisant marchandises manufacturières. Il est vrai que, notamment en 1914, un quart du capital exporté par la France avait pour destination la Russie tsariste et que les français y possédaient près d'un tiers de toutes les compagnies étrangères : des mines à usines métallurgiques en passant par des banques. Pourtant, le gros du capital français allait à l'Etat : 91,6% du stock de capital en 1890, 87% en 1900 et 82% en 1914[57]. A contrario,

la Chine est devenue le principal pôle d'investissements directs à l'étranger (IDE), ce qui en moins de deux décennies a fait d'elle « l'atelier manufacturier mondial »[58]. Alors que les mauviettes de la bourgeoisie sont préoccupées par l'émergence de la Chine comme la prochaine puissance du 21<sup>e</sup> siècle, la véritable question qui pourra mettre à l'épreuve le système capitaliste mondial (et qui le fait déjà) est de savoir à quel point la Chine est prête pour faire face à une crise économique, sociale et politique dans son propre territoire, et les conséquences que celle-ci aurait pour le système capitaliste dans son ensemble. Voilà la vraie question à voir et pas tant celle qui porte sur la possibilité de maintenir la croissance ou les coûts du modèle actuel, bien que ces aspects soient importants aussi. Cette préoccupation on peut l'observer dans l'analyse suivante : « La deuxième question, et que je considère la plus importante, c'est que la stratégie (chinoise) de croissance a impliqué une série de distorsions et de limitations politiques qui ont réduit énormément les marges de manœuvre au cas où il y aurait un fort effondrement de l'économie. Il est inévitable qu'à mesure que l'économie devient plus complexe et plus intégrée au commerce et au système financier mondial, elle sera exposée à un nombre plus grand de crises. Celles-ci peuvent être déclenchées par des causes intérieures – par exemple, la perte de confiance dans le système bancaire, l'instabilité sociale causée par les inégalités de plus

en plus grandes – ou par des raisons extérieures – par exemple, une crise du marché international des capitaux, un effondrement de la demande extérieure, des sanctions commerciales venant des USA, l'intensification des tensions avec Taiwan, etc. (...) Une question plus importante que celle sur la possibilité du système à se maintenir sur les bases d'une dynamique purement interne, est celle de savoir si l'économie possède une flexibilité suffisante pour résister et se relever de grandes crises, soient-elles intérieures ou extérieures. Ici la réponse est nettement moins claire»[59]. Il faut dire qu'un des risques les plus grands c'est la croissante instabilité sociale, qui combinée à un choc extérieur pourrait être explosive : « les croissantes inégalités de revenus – entre les zones rurales et les zones urbaines, entre les travailleurs hautement qualifiés et les non qualifiés, etc. – a engendré un ressentiment profond dans une société apparemment motivée par des idéaux d'égalité. En outre, les effets de la faiblesse institutionnelle, comme la corruption et le manque de transparence dans le secteur public, sont ressentis d'avantage par les plus pauvres. De telles tensions pourraient exploser facilement à cause de toute une série de questions mineures. Le Parti Communiste Chinois s'est arrangé jusqu'à présent pour contenir l'instabilité sociale en isolant et en réprimant de tels incidents, mais cela pourrait échapper facilement de son contrôle si le gouvernement répondait à un choc extérieur de façon que ce

---

*face à l'extension d'un marché global autorégulé, notamment les segments de ma classe ouvrière usés par des transformations globales, ainsi que les travailleurs qui s'étaient bénéficiés des blocs sociaux établis, lors que ceux-ci se voient abandonnés d'en haut. Pour conflit ouvrier de type marxien, on entend les luttes de la nouvelle classe ouvrière émergente qui se voient renforcées, comme effet non voulu du développement du capitalisme historique, dans le même moment où les vieux segments de la classe ouvrière se décomposent ».* (Beverly J. Silver, *Forces of Labor: Workers movement and globalization since 1870*. New York et Cambridge, Cambridge University Press, 2003).

[57] Données prises d'Isaac Joshua, *Op. cit.*

[58] Contre toute vision unilatérale de la croissance chinoise qui essaye de la présenter comme le meilleur modèle pour les pays en voie de développement, nous ne devons jamais perdre de vue la dépendance directe des réformes et de son modèle de croissance des corporations multinationales. Comme signalent correctement Martin Hart-Landsberg et Paul Burkett : « La stratégie de la croissance chinoise s'est différenciée énormément de celle employée par le Japon, la Corée du Sud et Taiwan. Comme le remarque un économiste du Brookings Institute, ces pays dépendent presque exclusivement des compagnies domestiques, la Chine dépend économiquement des entreprises d'investissement étrangères pour produire des articles d'exportation, et pratiquement aucune compagnie chinoise nationale contrôle des réseaux d'exportation d'importance'. *The Economist* ajoute que parce que 'le gouvernement central a permis l'entrée en Chine de compagnies étrangères dans une étape beaucoup plus précoce de son développement (...) ces entreprises maintenant contrôlent le gros de l'exportation du pays, ont augmenté leur positionnement dans le marché intérieur chinois et possèdent presque toute la technologie ». Martin Hart-Landsberg & Paul Burkett, "China, capitalist accumulation, and labor", *Monthly Review*, Vol. 59, N° 2, Mai 2007.

[59] Eswar S. Prasad, "Is the Chinese growth miracle built to last?" (paper), Cornell University, avril 2007.



soient les plus pauvres qui supportent les plus lourdes conséquences ».[60]

Les secousses de la crise financière internationale en cours, réveilleront-elles le géant ouvrier chinois ? Nous ne le savons pas. Mais ce que nous pouvons affirmer, avec Beverly Silver, c'est que « l'importance de la classe ouvrière chinoise pour le futur des luttes des travailleurs à l'échelle mondiale, paraît incontestable »[61]. Ce qui ne veut pas dire que la force quantitative et structurelle du nouveau prolétariat chinois se traduise automatiquement par des luttes. Il y a des facteurs objectifs et subjectifs d'importance qu'elle devra dépasser pour émerger avec toute sa potentialité. Parmi les premiers, il y a la croissante informalité du travail et même le chômage des dernières années dans les

grandes villes qui pourraient devenir des facteurs conservateurs de la lutte ouvrière[62]. Et parmi les deuxièmes, la nouvelle classe ouvrière chinoise devra se débarrasser des « trois lignes » de contrôle que le PCCh a encore sur elle : les syndicats officiels, les cellules du parti et une sorte de comités d'usine.

En deuxième lieu, voyons comment la nouvelle division mondiale du travail a secoué les bases sociales et les bases de stabilité des démocraties impérialistes. Cette situation a donné lieu à des conflits ouvriers et populaires en défense de vieux acquis sociaux, dont l'avancée la plus importante a été le cycle de luttes de 1986-2006 (notamment à partir de 1995) des travailleurs et étudiants français contre le démantèlement de l'appelé « Etat providence ».

Dans cet autre pôle, la brutale redistribution négative du revenu s'est traduite par une paupérisation croissante des classes moyennes et de la classe ouvrière. Comme signale Gabor Steingart, les classes « moyennes et basses » vivent sans réserves financières et ressemblent plus « aux familles du Tiers Monde frappées par la pauvreté »[63]. L'« aristocratie ouvrière » des pays centraux qui pendant le boom a fait partie de la base sociale des régimes impérialistes en soutenant les politiques de collaboration de classes des directions sociales-démocrates et staliniennes, est durement frappée et réduite ; en dernière analyse, celle-ci est l'explication des crises aiguës des partis sociaux-démocrates. C'est-à-dire, qu'ils sont en train de vivre un mouvement de décadence sociale, inverse aux « trente glo-

[60] *Idem.*

[61] *Cet auteur base son affirmation, qu'en général partageons (malgré les termes conceptuels qu'emploie et que nous avons déjà définis plus en haut), sur l'analyse du caractère des conflits du travail en Chine qui dit : « En effet, arrivent notices d'un nombre croissant de conflits liées aux questions du travail en Chine. Un rapport officiel estimait que le nombre de manifestations, rien que pour l'an 2000, était de 30 mil. Cependant, la plupart de celles-ci étaient des protestations contre la perte de postes de travail et pour des salaires et pensions non payés. En effet, la rapide industrialisation, alimentée par l'investissement étranger direct, allait de pair avec le démantèlement des entreprises industrielles de propriété étatique. Ainsi, les conflits ouvriers en Chine ont pris jusqu'à présent, dans une large mesure, la forme de ce que l'on appelle mouvement de type polanyien contre la casse de formes établies de vie et de sustentation (...) D'autre part, l'analyse faite jusqu'à présent [Pour le dire brièvement, comme le dit la même auteure passant en revue tous les conflits ouvriers depuis 1870 à nos jours, « là où va le capital, le conflit l'accompagne », NDR], nous fait aussi attendre qu'il surgissent des conflits ouvriers de type marxien. Les travailleurs des différentes industries auront un pouvoir de négociation variable, plus grand pour certains (comme ceux du secteur de l'automobile). Il reste encore pour voir quand surgira exactement ce type de conflit ouvrier de caractère marxien et comment se fera l'interaction de ces travailleurs avec les protestations des chômeurs. Cependant, l'importance de la classe ouvrière chinoise pour le future des luttes ouvrières à l'échelle mondiale paraît incontestable ».*

[62] *D'après certains auteurs, « l'emploi dans l'Etat et dans les entreprises collectives (ce que l'Organisation Internationale du Travail appelle entreprises traditionnelles formelles) a diminué de 59,2 millions de postes dans une période de treize ans. Malgré la rapide croissance du pays et le soutien du gouvernement à un nouveau type d'entreprises, indépendantes de l'Etat, les nouvelles entreprises formelles qui surgissent (entreprises coopératives de propriété collective, corporations de responsabilité limitée, corporations d'actionnaires et entreprises financées à l'étranger) ont créé seulement 24,1 millions de postes de travail. Le résultat a été la perte de 34,1 millions de postes de travail dans le secteur d'emploi formel. Même avec la contribution des emplois du secteur informel (petites entreprises privées enregistrées et des entreprises de propriété individuelle), l'économie chinoise a réussi seulement à une augmentation générale dans l'emploi régulier de 1,7 millions de travailleurs dans une période de treize ans [Il s'agit de la période 1990-2000, NDR]. Ce qui était très loin d'être suffisant pour combler la croissance de la demande d'emploi. Alors, une quantité de plus en plus grande de travailleurs chinois s'est vue obligée d'accepter des emplois irréguliers qui, avec une augmentation de 80 millions de postes, sont devenus la catégorie d'emploi urbain la plus grande. Une partie grandissante de ce travail irrégulier la représente l'industrie sexuelle chinoise. Alors que le gouvernement dit qu'il y a 3 millions de prostitués dans tout le pays, des rapports indépendants estiment que le chiffre arrive à 20 millions (le travail sexuel représente jusqu'à 6% du PIB de la Chine, si l'on inclut dûment les travailleurs des maisons de massages, des maisons de détente et même ceux des salons de coiffure) ». Puis ils ajoutent : « Cette augmentation massive de l'emploi irrégulier est encore plus impressionnante quand on se rend compte qu'une quantité de plus en plus grande de travailleurs ont abandonné le marché urbain de travail. Par exemple, le taux de participation de la force de travail des résidents urbains est passé de 72,9% en 1996 à 66,5% en 2002. En outre, le chômage total continue à être un problème grave. L'OIT, qui emploie les définitions internationales les plus couramment acceptées, estime qu'en 2002 le taux de chômage pour les résidents urbains de longue date était autour des 11-13% ». Martin Hart-Landsberg y Paul Burkett, op. cit.*

[63] *Gabor Steingart, "Declive de la superpotencia: la clase media de EE.UU., perdedora de la globalización", Spiegel Online, 24/10/2006.*

rieux», qui avaient amené beaucoup de sociologues à affirmer que la classe ouvrière avait disparu parce qu'elle était devenue partie intégrante de la classe moyenne[64]. Ce mouvement est accompagné d'une polarisation croissante de la classe moyenne et de la paupérisation d'un secteur de celle-ci : « Si l'on regarde l'expérience des professionnels dont les vies sont intimement liées à la classe ouvrière – des maîtres dans les quartiers populaires, avocats des officines publiques ou des petits cabinets, des médecins qui travaillent dans les quartiers populaires et maîtres d'écoles publiques – dans les trente dernières années, on constate que leur position économique et sociale s'est détériorée. Mais, si l'on observe les professionnels qui se sont dédiés à vendre leurs services à la classe capitaliste – les avocats des grandes corporations, les professionnels des services financiers, les quatre entreprises les plus grandes de comptables publics et les médecins qui travaillent au-delà des limites de l'assurance médicale universelle et les compagnies d'assurance – on observe que ceux-ci ont augmenté leurs fortunes, également que la classe à la quelle ils vendent leurs services, bien que ceci s'est produit de manière absolue et proportionnelle seulement jusqu'à un certain point »[65]. Ces deux éléments ont creusé les couches sociales qui garantissaient la stabilité des démocraties bourgeoises impérialistes et, avec les croissantes tensions économiques et géopolitiques, expliquent les tendances au bonapartisme dans le cadre des régimes démocratiques bourgeois de plus en plus dégradés dans une grande partie des pays impérialistes. Le bushisme aux USA – aujourd'hui, politiquement déclinant –, avec sa guerre contre le terrorisme dans le plan international ou la néfaste « Patriotic Act » sur le plan national, n'est que sa manifestation la plus aiguë.

La pression sur les salaires qui les pousse vers le bas a été constante. Pour S.

Roach, celle-ci est l'une des principales tensions de ladite « mondialisation » : « Qu'ont en commun les trois économies les plus importantes du monde ? La réponse souligne une des tensions clés de la globalisation – une implacable pression sur les revenus des travailleurs. Le corollaire de ce phénomène est également révélateur – des profits de plus en plus élevés pour les propriétaires du capital. Pour une économie mondiale qui est en train de vivre une depuis quatre ans le boom le plus important depuis le début des années 70, ce bras de fer entre le capital et le travail est une source de déséquilibres de plus en plus grande (...) Dans les trois économies, le chômage est à la baisse depuis quelques années – une chute de 27% aux USA depuis la moitié de l'année 2003, une baisse de 21% au Japon depuis 2003 et une diminution de 15% en Allemagne dès la moitié de l'an 2004. Cependant, dans aucune de ces trois économies le renforcement du marché du travail a amené à une augmentation significative du salaire réel et/ou de la part du travail dans le revenu national. D'après nos chiffres, étant au cinquante-septième mois de l'actuel cycle de montée économique, la compensation du secteur privée aux USA continue à être de 400 milliards de dollars (en termes réels), au-dessous de la moyenne de la trajectoire des quatre derniers cycles économiques. Après un faible signe de réactivation au début de l'année 2005, la stagnation des salaires réels au Japon est à nouveau évidente. Il n'y a pas non plus des signes d'une activation significative des salaires réels en Allemagne ; au contraire, les compensations ajoutées à l'inflation faites aux travailleurs dans l'ensemble des secteurs en réalité ont décliné en quatre des cinq dernières années (...) Quant à l'accroissement de la productivité, il n'y a eu aucune amélioration importante de la « part du gâteau » que perçoivent les travailleurs. C'est là que se trouve le problème : l'économie nous apprend que, en dernière analyse,

les salaires réels suivent la croissance de la productivité – que les travailleurs sont récompensés par rapport à leur produit marginal. Mais cela n'a pas été le cas dans les économies à salaires élevés du monde industriel dans les dernières années. D'après nos estimations, la proportion réelle du revenu national destiné aux compensations dans les pays du 'G7 plus' (les USA, le Japon, les douze pays de la zone euro, le Royaume Uni et le Canada) est passée de 56% en 2001 à 53,7% en 2006 (ce qui semble être un niveau bas record). Avec un commerce et une production mondiale orientés de plus en plus vers les économies à bas salaires et les économies de transition, ce que j'appelle 'l'arbitrage global du travail', fait inexorablement pression sur les salaires réels dans le monde industriel à salaires élevés. Certains pourraient argumenter que le pire de l'arbitrage est déjà passé – parce que l'inflation salariale a décollé en Chine et en Inde. Ne vous y fiez pas. Nos estimations suggèrent que même après cinq ans d'une inflation de deux chiffres en Chine, la compensation horaire pour les travailleurs chinois du secteur manufacturier reste à seulement 3% des niveaux dominants dans les économies industrielles les plus importantes. Alors que les travailleurs sont exploités, les propriétaires du capital ont profité d'une flexibilité plus grande sous cette ambiance. Étant données les extraordinaires pressions compétitives, les corporations ont redoublé leurs efforts dans le domaine de la productivité. Et, comme on l'a dit plus en haut, tous ces efforts ont donné leurs fruits – pendant plus d'une décennie aux USA et dernièrement au Japon et en Allemagne. Les fruits de ces efforts se sont révélés sous la forme d'une augmentation croissante des profits des corporations et d'une hausse des prix des actions »[66]. Sa conclusion dit que l'on pourrait être en train d'entrer dans une nouvelle phase plus déstabilisante : « Contrairement à la théorie orthodoxe du « gagnant-gagnant » (Win-win theory), la mondia-

[64] Cependant, malgré cette tendance à la réduction et à l'affaiblissement de l'aristocratie ouvrière, celle-ci continue à être la base des néfastes appareils bureaucratiques des syndicats, avec leurs milliers de membres corrompus par les directions patronales et par les Etats. Cette faiblesse structurelle des bureaucraties peut, face aux crises futures, favoriser le surgissement de secteurs de la classe ouvrière qui se radicalisent et qui récupèrent leurs organisations en expulsant les agents des grandes entreprises. C'est à cela que les courants qui se revendiquent du marxisme et de la révolution socialiste doivent se préparer.

[65] Michael Zweig, *The working class majority: America's best kept secret*, Ithaca, N.Y Cornell University Press, 2000.

lisation est un phénomène hautement asymétrique. Au début, elle crée plus de producteurs que de consommateurs. Elle aboutit aussi à des déséquilibres extraordinaires entre les nations avec déficit en leurs comptes courants et celles qui en ont des excédents. Enfin, elle a amené à amplifier la disparité de gains entre les travailleurs et le capital. Cela veut-il dire que la mondialisation est un phénomène implicitement insoutenable ? Probablement pas. Mais cela signifie que la phase la plus déstabilisante de cette mégatendance pourrait être à portée de main. Pendant ce temps, la portion des revenus de la force de travail n'a jamais été si basse. Comme après le jour vient la nuit, le pendule basculera de l'autre côté – et il sera de même pour les salaires réels et les profits des négoce. Il est seulement question de savoir quand et sous quelles circonstances ».

### **Économie, relations interétatiques et lutte de classes**

Dans les parties antérieures nous avons analysé la situation de l'économie, la dynamique des relations interétatiques et les tensions que celles-ci génèrent dans « la structure sociale de l'humanité ».

Nous allons approfondir plus cet aspect en utilisant la méthode de Trotsky qui combinait dans son analyse l'économie, les relations entre les Etats et la lutte de classes. En d'autres termes, nous allons voir comment les deux premiers éléments de cette relation dialectique déterminent la lutte de classes (en même temps que celle-ci a une influence sur l'économie et la politique internationale des Etats et des gouvernements). Cette influence se manifeste dans une augmentation des tendances guerrières de l'impérialisme, notamment l'américain et celui de ses alliés comme l'Etat d'Israël. Parallèlement, la forte pression de la concurrence internationale provoque des attaques constantes au salaire et aux conditions de reproduction de la force de travail au niveau international. De cette situation surgissent deux

tendances fondamentales de la lutte de classes dans l'actualité : d'un côté, les tendances à l'affrontement contre les guerres impérialistes, et de l'autre, une lente recomposition du mouvement ouvrier, après la régression des décennies précédentes, surtout dans certains pays d'Amérique Latine, mais aussi en Europe.

La lutte contre la politique néo-impérialiste des USA trouve indubitablement son point le plus élevé dans la résistance iraquienne aux troupes d'occupation, bien que, pour le caractère de leurs directions, elle n'est pas une véritable guerre de libération nationale qui englobe l'ensemble des masses, indépendamment de leur appartenance ethnique ou religieuse. Loin encore de cette perspective, depuis le début de l'année 2006 et motivée par la politique du « diviser pour mieux régner » prônée par les USA et son partenaire britannique, face à l'impuissance de ceux-ci de vaincre sans trop de dégâts cette résistance, la situation a pris des caractéristiques de guerre civile. Mais l'affrontement aux plans néo-impérialistes ne se manifeste qu'en Irak, mais aussi dans la grandissante résistance en Afghanistan, qui a compliqué énormément les troupes d'occupation de l'OTAN ; ou dans le Proche-Orient où s'est produite la première défaite dans l'histoire de la puissante Armée sioniste face au Hezbollah lors de la dernière guerre du Liban.

L'autre forme qui prend la lutte de classes c'est la lente recomposition du mouvement ouvrier, qui trouve son expression la plus avancée en Amérique Latine. La récupération des économies d'Amérique Latine, favorisées par le dernier cycle mondial de croissance économique, a permis d'amortir les tendances à l'action directe, ainsi que les effets des rébellions qui se sont produites au début du siècle dans des pays comme l'Argentine, la Bolivie ou l'Equateur, en consolidant les détournements des différents gouvernements post-néolibéraux. Néanmoins, ce même processus d'amélioration économique a renforcé structurellement le prolé-

riat industriel. Cette nouvelle progression du mouvement ouvrier se traduit par une récupération de la lutte et de l'organisation des travailleurs, question qui se manifeste à des différents niveaux dans un grand nombre de pays de la région et avec l'entrée en scène d'importants piliers du prolétariat qui se trouvaient relégués comme les mineurs qui depuis le Mexique, en passant par le Pérou et la Bolivie, jusqu'aux travailleurs chiliens du cuivre ont mené d'importantes luttes. [67]

D'autre part, en Europe se développent deux types de luttes, l'une de caractère plus défensif mais hautement politique, comme celle des travailleurs et des étudiants français contre la liquidation des acquis sociaux qui restent encore de l'appelé « Etat providence » ; et une autre de type revendicatif qui a été attisée, dans une certaine mesure, d'un côté par la récupération économique des dernières années qu'ont éprouvé les économies européennes, notamment son moteur le plus important : l'Allemagne. Et d'autre côté, par le coût croissant de la vie dans les rubriques de l'alimentation et du logement, c'est-à-dire à cause des tendances inflationnistes qui se manifestent dans une grande majorité de pays à l'échelle mondiale.

Un exemple du premier type de phénomène, ce sont les luttes de la classe ouvrière et le mouvement étudiant français qui avec leurs actions représentent un obstacle à l'application de l'agenda néolibérale en France, et qui maintenant le gouvernement néo-bonapartiste de Sarkozy essaye de résoudre en faveur du patronat. La féroce offensive lancée par ce gouvernement de droite dure, a déjà déclenché un premier test de force en novembre 2007 avec la grève de plus d'une semaine des travailleurs du transport et de l'électricité, la lutte des employés du secteur public contre la réduction du personnel et du pouvoir d'achat du salaire et l'entrée explosive du mouvement étudiant contre la privatisation partielle de l'Université, qui dans plusieurs villes de France et dans sa capita-

[66] Stephen Rach, « Labor vs. Capital », *Morgan Stanley*, 23/10/2006.

[67] Pour approfondir sur les tendances de la lutte de classes en Amérique Latine, voir dans la présente publication, Eduardo Molina, « Elementos para un balance de la situación y perspectivas ».

le, Paris, ont réalisé des assemblés massives et des blocages d'universités, en plus de se solidariser, souvent en forme active, avec les travailleurs en grève.

Les travailleurs et les étudiants français sont, sans doute, l'avant-garde de la lutte de classes en Europe. Depuis 1986 jusqu'à présent, ils participent d'un cycle de luttes contre l'offensive néolibérale des différents gouvernements de droite ou « socialistes », mettant en exergue les grèves de 1995. Pendant toutes ces années de lutte s'est développé progressivement une certaine subjectivité et une riche expérience d'organisation, qui liées à la dégradation des conditions de vie, l'atteinte contre la sécurité du travail et l'attaque contre les droits démocratiques et sociaux, ont forgé une conscience plus profonde sur les maux du capitalisme. Ceci s'exprime en ce qu'aujourd'hui les français sont les plus incertains du futur qui les attend, notamment les plus jeunes parmi lesquels un sur trois appréhende devenir pauvre. Un sentiment qui se révèle dans le fait que beaucoup d'étudiants, à différence de Mai 68, s'aperçoivent comme de travailleurs potentiels, ce qui facilite l'unité entre les ouvriers et les étudiants. C'est celle-ci la potentialité qui effraye le gouvernement et les directions bureaucratiques qui ont fait tout ce qui était à la portée de leurs mains pour éviter que cette convergence objective s'exprime pleinement en infligeant une défaite à l'offensive néolibérale. Les prochains mois et années seront décisifs pour le résultat de la lutte de classes en France et, à cause de l'importance de ce pays, aussi pour le rapport de forces entre les classes en Europe. Si les travailleurs et les étudiants français vaincrent Sarkozy et son plan, il peut y avoir une tendance à la montée de la lutte de classes dans le Vieux Continent. Par contre, si Sarkozy réussit à imposer les aspects centraux de son plan, il peut s'ouvrir une période réactionnaire où primerait la consolida-

tion bonapartiste.[68]

La plus nette expression du deuxième type de luttes, plutôt revendicatives, qui sont en train de se produire en Europe, c'est la grève de plusieurs semaines du syndicat de conducteurs de trains allemands (GDL), qui en novembre 2007 ont mené la grève ferroviaire la plus importante de l'histoire allemande. Cette lutte pour une augmentation salariale de 31% qui marque la fin de la modération salariale en Allemagne que les bureaucraties syndicales pouvaient imposer aux salariés à fin d'éviter les licenciements. En même temps, elle préannonce le développement de secteurs anti-bureaucratiques et combatifs. La lutte ayant en tête le GDL, un petit syndicat qui englobe autour de 1800 travailleurs mais qui occupe la place stratégique de la conduction des trains pouvant paralyser leur fonctionnement, a été durement attaquée par le reste des organisations syndicales du secteur ferroviaire qui ont déjà négocié avec la Deutsche Bahn. Mais aussi, elle a été attaquée par la direction de l'IG Metall et celle de la fédération des syndicats Verdi, puisqu'une victoire de ce secteur aurait de répercussions importantes dans la lutte de classes et dans le changement de la cogestion des relations du travail entre le capital, les syndicats et le gouvernement allemand. L'émergence de ces nouveaux éléments ne nie pas que continuent à primer des luttes qui sont contenues ou trahies ouvertement par la bureaucratie syndicale, comme les presque six semaines de grève des travailleurs de Deutsche Telekom qui a été délaissée scandaleusement par la bureaucratie du syndicat des travailleurs de l'Etat, Verdi. Néanmoins, ceci est un symptôme des nouveaux phénomènes qui sont en train d'émerger. [69]

En résumé et comme perspective, tant la tendance aux guerres comme le relatif vide créé par la crise de l'hégémonie

américaine et la tendance aux frictions interétatiques au niveau international – spécialement en ce moment avec la Russie – comme les linéaments de la lutte de classes que nous observons, permettent d'anticiper la possibilité que se multiplient les conditions pour un plus grand surgissement prolétarien et des masses en général dans la période prochaine. Ces tendances peuvent engendrer de changements qualitatifs, tant à droite comme à gauche, quand la crise financière née aux USA touche ouvertement la production et les masses laborieuses se voient soumises à une offensive redoublée sur leurs conditions de vie avec l'augmentation conséquente du chômage et de la misère, en même temps que les classes moyennes, affectées par cette situation, verraient diminuer leur patrimoine. C'est pour cette perspective, manifestation immédiate des caractéristiques les plus profondes de l'économie et de la politique internationales du début du 21<sup>e</sup> siècle que nous avons décrites dans cet article, que nous devons nous préparer.

### **L'actualité de la définition du capitalisme comme un système déclinant**

Depuis le commencement, le capitalisme, comme mode de production, a été un régime implicitement lié aux crises. Pourtant, ces crises brutales, comme l'appelée Grande Dépression, étaient compensées par l'existence d'un contour social non capitaliste, c'est-à-dire de vieilles relations de production qui marquaient une limite à l'extension et à la profondeur des crises, malgré la férocité de celles-ci dans les espaces capitalistes. Mais, avec les transformations de ce mode de production, en réponse aux crises[70], on obtient progressivement une intensification des relations capitalistes, en grande partie favorisée par le surgissent des finances modernes et la grande entreprise et l'extension des

[68] *L'autre bataillon d'avant-garde de la classe ouvrière européenne, les travailleurs et les jeunes italiens, se récupèrent lentement de l'énorme confusion politique qui s'est produite après la conformation du gouvernement Prodi, soutenu par Refundazione Comunista et par l'ensemble de la bureaucratie syndicale, après des années de lutte et de montée contre la politique anti-ouvrière de Berlusconi. Un symptôme de ceci c'est la grève et la mobilisation du 9 novembre 2007 dans plus de 20 villes italiennes.*

[69] *Dans cet article, centré dans l'économie mondiale, nous ne développons pas les tendances à la lutte de classes dans d'autres régions comme l'Asie ou la Russie, où il est en train de se produire un resurgissement de la lutte ouvrière, ou encore aux USA, où l'exemple le plus clair a été la récente grève des travailleurs de la General Motors, la première à caractère national depuis 1974, trahie ouvertement par la bureaucratie de l'UAW.*



relations de production capitaliste au niveau international, au moins en tant qu'une subsumption formelle du travail au capital. Ces transformations qualitatives du système capitaliste ont été repérées, à son époque par Lénine dans son ouvrage célèbre *L'impérialisme, phase supérieure du capitalisme*. La Première Guerre Mondiale a été une preuve criante de qu'il y avait eu une transformation de la quantité en qualité dans la nature du système social. Comme il est classique de souligner : « Les forces productives, il y a longtemps déjà, ont dépassé les limites de l'Etat National, en transformant ce qui était avant un facteur historique progressif en une restriction insupportable. Les guerres impérialistes ne sont plus que des explosions des forces productives contre les frontières nationales, qui sont devenues trop limitées ».[71]

Ces caractéristiques ont été confirmées par la suite au travers de différents événements, principalement le Crack de 1929 et la Grande Dépression, la crise mondiale la plus dure de l'histoire du capitalisme, qui ont débouché sur la Deuxième Guerre Mondiale, puisque la Première Guerre n'avait pas résolu les problèmes que celle-ci avait mis en

évidence ; elle les avait plutôt remis à plus tard et, peut-être, aggravés. Tous ces cataclysmes ont confirmé la définition de l'époque impérialiste comme une « époque de crises, de guerres et de révolutions » avancée par la III Internationale.

Le dénouement de la dispute pour l'hégémonie européenne et mondiale a donné une renouvelée vitalité au système capitaliste dans l'appelé « boom d'après-guerre », une période qui a duré 25 années, pendant laquelle le capitalisme s'est développé à des taux de croissance sans précédents. Néanmoins, cette période relève d'une exception historique qui, comme nous avons démontré, a été possible grâce à l'énorme destruction de forces productives accumulées pendant la période précédente à la Première Guerre, par la Deuxième Guerre elle-même. Ceci est prouvé clairement par les travaux les plus sérieux que nous avons cités. L'effet « rattrapage », avec l'atténuation de la concurrence dans le cadre de l'hégémonie « bénigne » des USA, c'est ce qui rend centralement compte du boom.

Mais une fois fini le caractère exceptionnel du boom, le capitalisme a montré

à nouveau son essence destructive et déstabilisante (intrinsèque aux limites de ce mode de production et au caractère impérialiste de l'époque)[72]. Il n'y a pas que les plus petits indices de croissance des trente dernières années comparées à la période du boom comme problème. Nous ne sommes pas non plus face à un retour au 19e siècle, bien que les actuels taux de croissance se ressemblent beaucoup à ceux de cette période-là, comme affirment plusieurs auteurs pour démontrer que nous ne sommes pas dans une période de déclin du capitalisme et pour discréditer les positions les plus catastrophistes[73]. Pour élucider la qualité du capitalisme du 19e siècle, il faut suivre la méthode de Trotsky (et non pas se guider par des comparaisons statistiques anti-dialectiques) quand il soulignait dans les années 20 que la clé de l'économie mondiale ne se trouvait pas dans les indices économiques mais dans l'existence de déséquilibres dans la division mondiale du travail.

La réalité c'est que, même si les indices de croissance sont les « normaux », le capitalisme n'est plus celui du 19e siècle. La frontière de son expansion est qualitativement épuisée, non pas

[70] D'après Gérard Duménil et Dominique Lévy : « Les historiens économiques tombent généralement d'accord pour identifier une crise de grande envergure entre 1875 et 1893 en Europe et surtout en France. Les avis divergent sur l'extension géographique et ses caractères, mais le fait est bien établi. A la même époque, les Etats-Unis connurent une période de grande instabilité, entre la fin de la guerre de Sécession en 1865 et le tournant du siècle. Ces crises conduisirent à une transformation profonde du capitalisme dans ces pays. Le capitalisme d'après la fin de la crise structurelle de la fin du 19e siècle était très différent de celui d'avant la crise. Il suffira de rappeler que la finance moderne et les grandes firmes, qui dominent encore nos sociétés, c'est-à-dire toute la structure sociale du capitalisme contemporain, naquirent dans le sillage de ces perturbations. Les tensions économiques sociales et politiques qui se manifestèrent en cette occasion avaient créé les conditions d'un bouleversement de l'ordre capitaliste antérieur. Les marxistes, et notamment Lénine, perçurent l'ampleur des enjeux, même si l'histoire ne leur finalement pas donné raison dans leur anticipation de la destruction radicale de la société capitaliste. » (*Crise et sortie de crise. Ordres et désordres néolibéraux*. PUF, Paris, 2000. p. 15-16).

[71] Léon Trotsky, « ¿Qué es el marxismo? » dans *Su moral y la nuestra / ¿qué es el marxismo?*, Fundación Federico Engels, 2003.

[72] Dans un travail antérieur nous avons soutenu : « La vitalité montrée par le capitalisme pendant le boom, n'a pas été celle d'un gamin, d'un adolescent, ni même celle d'un adulte en plénitude. Elle a été celle d'un homme âgé qui, après avoir été près de la mort, obtient un héritage, se fait un lifting et fait à nouveau la fête avec l'avantage de l'expérience accumulée. Son aspect sera jovial, mais il ne pourra pas éviter le vieillissement de ses cellules. Son expérience lui permettra encore de faire face à de nouveaux contretemps, mais il a vieilli irrémédiablement. Ses rechutes seront plus périodiques et profondes. Celle-ci est la situation qui vit le capitalisme depuis le début des années 70 ». Christian Castillo, « Las crisis y la curva de desarrollo capitalista », dans *Estrategia Internacional* N°7, Mars-Avril 1998.

[73] C'est pour cela qu'il est incorrect de parler d'une crise structurelle ouverte depuis les années 70 jusqu'en 2007, comme si jamais le capitalisme ne s'était récupéré, au moins partiellement, et comme si avec le néolibéralisme n'avaient pas eu d'influence des fortes contre-tendances qui ont considérablement aidé à récupérer le taux de profit depuis les années 80. La question ne se pose pas non plus sur le niveau atteint par le taux de profit comparé aux niveaux atteints pendant le boom. Comme Husson dit correctement : « Il faut enfin se garder d'une conception où le taux de profit représenterait l'alpha et l'oméga, de telle sorte qu'il existerait un seuil de rentabilité qu'il suffirait d'atteindre pour que s'amorce spontanément une nouvelle phase d'expansion ». (Michel Husson, *Après l'âge d'or*, op.cit)



seulement comme subsumption formelle, comme à l'époque de Lénine, mais aussi en tant que subsumption réelle, avec l'internationalisation du processus de production au niveau mondial. Dans ce cadre se manifeste fortement l'étranglement du marché international et, en conséquence, les effets destructifs de la concurrence entre les firmes multinationales de plus en plus puissantes, entre les pays au travers des guerres commerciales, pour le moment de basse intensité, qui peuvent déboucher, dans le futur, sur de nouveaux affrontements politiques, géopolitiques et même militaires entre les grandes puissances. C'est en nous basant sur ces tendances de fond de l'économie – au-delà des aléas de la conjoncture

– et contre toute vision anhistorique des crises capitalistes, ou toute vision qui normalise celles-ci, que nous devons analyser le système capitaliste du point de vue de ses forces vivantes, de sa capacité ou non de se réformer et alors de gagner une nouvelle vitalité en abandonnant son cours dangereux. Les idéologues auto complaisants qui nous disent que les dernières crises ont été relativement moins profondes et plus courtes, en prenant en compte que tant la récession américaine du début des années 1990 ou la crise de 2001-2002 ne sont pas devenues une dépression, négligent que la solution à celles-ci n'a été autre que les remettre à plus tard, qu'elle n'a pas liquidé mais aggravé les déséquilibres de l'économie mondiale.

En d'autres termes, le risque de grandes catastrophes n'a pas disparu, il a été reporté dans le temps en augmentant en proportion et en explosivité les crises lorsqu'elles se déclenchent. Alors, loin de toute vision évolutive, propre des brokers des finances qui considèrent que la Banque Centrale américaine [74] pourra toujours éviter les grandes pertes, et donc que l'on peut continuer à risquer et à s'endetter sans limites, ce que, comme le révèle la crise actuelle, a laissé au découvert les trous noirs des plus grandes banques [75], le seul pronostique réaliste c'est celui qui dit qu'il faut se préparer pour une irruption d'une crise généralisée et profonde. Ceci amènera à l'expropriation des économies des classes moyennes, à des

---

[74] L'aura qui entourait l'appelé « magicien » des finances, Alan Greenspan, le président de la FED pendant près de deux décennies, était l'expression la plus éloquente du fait qu'avec la brutale financiarisation de l'économie, l'alignement propre du système marchand s'est développé à des niveaux jamais atteints, où le pouvoir des actionnaires et la collectivisation de l'épargne ont déplacé la prise de décisions vers des hiérarchies anonymes qui manipulent des fonds et des titres et qui gouvernent ainsi la vie de millions de femmes et d'hommes dans la planète.

[75] Ainsi, la principale banque du monde, la Citigroup, fait de milliers de manœuvres pour cacher sa vraie comptabilité face à l'évidence de plus en plus certaine qu'elle ne dispose pas du capital suffisant pour payer ses compromis, c'est-à-dire qu'elle est virtuellement en faillite, au moins d'après les paramètres de la comptabilité traditionnelle. Selon Market Watch (5/11/07), la Citigroup maintient 134 milliards 840 millions de dollars dans l'appelé « niveau trois », dont la possession « manque de liquidité et fréquemment ne peut pas être cotisé et sa valeur se base sur l'intuition de la direction ». En finances comptables, le « niveau trois » équivaut à la valeur d'« actifs » non déterminée par le marché, donc ils manquent d'un prix fiable. A propos de Goldman Sachs, la principale banque d'investissements dans le monde qui au milieu de la turbulence financière a présenté un bilan avec de forts profits, Martin Hutchinson, un économiste critique, dit : « Il existe un mystère à Wall Street : la semaine dernière Merrill Lynch a annulé 8,4 milliards de dollars de l'hypothèque immobilière de basse qualité, un chiffre révisé des 4,9 milliards de dollars reportés préalablement ; cependant, Goldman Sachs n'a pas eu besoin d'une telle annulation. Le réel secret de la différence se trouve probablement dans les détails de sa comptabilité, en particulier, dans un monde trouble qui sera bientôt révélé, de ses actifs qui se trouvent dans le « niveau trois » de son portefeuille » (Blog « The Bear's Lair » 29/10/07). Pour cet économiste, à partir du 15 novembre « il y aura un nouveau outil pour savoir quelle quantité de déchets toxiques des banques d'investissement existe », en faisant référence à la nouvelle règle comptable FASB 157 qui exige que les banques divisent leurs actifs susceptibles d'être cotisés en trois niveaux par rapport à la facilité de leur trouver un prix sur le marché. D'après le même auteur : « Le 'niveau un' expose les actifs sur les marchés les plus dynamiques. Dans l'autre extrême, pour les actifs du 'niveau trois' il est impossible d'estimer un prix et seulement ont des cotisations selon la référence des modèles des banques elles-mêmes ». Goldman Sachs a révélé en février (2007), c'est-à-dire avant la débâcle immobilière, son « niveau trois », qui est monté à 72 milliards de dollars ce qui en ce moment-là représentait 8% de ses actifs totaux. Face à ceci, l'auteur cité explique : « Le problème devient plus sérieux quand on signale que ces 72 milliards de dollars représentent le double du capital de Goldman Sachs, qui est de 36 milliards. Par conséquent, dans une situation extrême l'existence entière de Goldman Sachs réside dans la valeur de ses actifs au 'niveau trois', c'est-à-dire qu'elle est virtuellement en faillite ». La même observation est faite par l'économiste Nouriel Roubini : « Soudainement les marchés et les investisseurs découvrent que plusieurs institutions financières laissaient une grande partie de leurs actifs dans le tiroir du 3<sup>e</sup> étage quand elles voulaient éviter d'utiliser les prix du marché pour évaluer ces actifs, mais ils préfèrent se fier des 'appréciations modèle' (valorisations modèle) et des 'entrées inaperçues'. Mais maintenant, la prochaine régulation FASB 157 les empêchera (à moins qu'un lobby politique amène à une prorogation de son implémentation le 15 novembre) de faire ces sales artifices comptables et les obligera à utiliser des prix du marché – quand ils soient disponibles même en conditions de non liquidité du marché – pour évaluer ces actifs ». Et le plus intéressant c'est la conclusion à laquelle il arrive : « Et maintenant, qu'est-ce qu'il advient ? De nouvelles estimations (calculs) fiables suggèrent qu'utiliser ces prix du marché – à la place des artifices du troisième étage – peut amener à la perte d'autres 100 milliards de dollars en plus des milliards que l'on a déjà perdu dans les subprimes. Certains participants du marché sont déjà en train de parler d'un total de pertes, dans ce désastre du crédit, de près de 500 milliards de dollars – quelque chose de très réaliste » (N. Roubini, "Credit and financial markets losses: \$100.000 billion or \$200 billion? Or most likely \$500 billion?", article publié dans le blog du même auteur, 07/11/2007). Ces surprises comptables amènent certains analystes à parler d'un « Enron des banques ».

licenciements massifs de travailleurs – non seulement dans la périphérie mais aussi dans les pays centraux – et à ce que la petite bourgeoisie devra choisir à nouveau entre la révolution prolétarienne et le fascisme, comme cela a été le cas en Allemagne dans les années 30 ou pendant la Guerre Civile espagnole. C'est cette base économique qui donne validité à la définition de l'époque actuelle comme « époque de crises, de guerres et de révolutions ».[76]

La question à mettre en relief c'est que la récupération des profits dans les années 80 s'est faite dans le cadre d'un marché mondial plus étroit en conséquence de l'émergence, au début des années 70, de l'Allemagne (et d'autres puissances de l'UE) et du Japon en tant que grands concurrents, en plus de l'incorporation de pays comme la Corée du Sud et de Taiwan, parmi d'autres. Ceci se manifeste dans une concurrence exacerbée qui conduit à une course folle pour faire baisser le prix de la main d'œuvre et à imposer des modèles exportateurs qui ne stimulent pas le développement des marchés intérieurs dans la même mesure (la Chine en est un exemple paradigmatique pour la périphérie capitaliste, mais aussi pour les pays les plus développés), en le réduisant plus encore à cause de la baisse du pouvoir d'achat des salaires et du chômage. Tout cela crée un monde profondément déséquilibré (ce qui est la base des déséquilibres macroéconomiques entre les pays avec un déficit de compte courant et ceux qui en ont un excédent) qui, d'une part, est très efficace pour augmenter le taux d'exploitation et pour récupérer dans une large mesure le taux de profit, mais qui, d'autre part, limite les possibilités de « réaliser » l'ensemble des marchandises pour le niveau de demande solvable, de cela il en résulte les crises

périodiques de surproduction et de suraccumulation exacerbées par le crédit destiné à la production, mais aussi à la consommation.

Ceci explique le paradoxe, qui est central et inédit dans le capitalisme, de la récupération du taux de profit sans une augmentation durable et généralisée de l'accumulation, comme nous l'avons démontré en nous basant sur Husson. Cela se produit en parallèle à une tendance à la suraccumulation quand le capital trouve une « fenêtre d'opportunité » d'investissement rentable (elle peut s'appeler révolution informatique et des communications, bulle immobilière, la Chine), puisque la seule source de profit capitaliste surgit du processus de production. Ce processus s'est vu exacerbé par le surendettement et la spéculation à l'excès, avec toutes les caractéristiques déstabilisantes que ceci implique pour un capitalisme qui s'est étendu géographiquement et qui a augmenté qualitativement la salarisation. En outre, il est traversé par un fort système financier internationalisé, ce qui amplifie les crises (il suffit de comparer par exemple la répercussion de la crise de S&L aux USA dans les années 80 avec la crise des crédits subprime de 2006-2007).

En dernière analyse, et quand la contre-tendance pour la récupération du taux de profit – qui s'est traduite par l'offensive néolibérale – est en train d'atteindre sa limite, comme le met en évidence l'actuelle crise qui trouve son épice dans le cœur du système capitaliste mondial (les USA), il est important de se rappeler que tout au long du 20<sup>e</sup> siècle le capitalisme n'a pu retrouver une partie de son dynamisme et de sa vitalité qu'après de grandes catastrophes et une énorme destruction

de forces productives, comme nous l'avons démontré en nous basant sur les élaborations de Joshua. Les successives crises financières – et les formes que celles-ci prennent – [77] qui se sont incrémentées tout au long des dernières décennies, bien qu'elles aient été des « nettoyages » de certains capitaux excédents, n'ont pas provoqué une destruction de forces productives comparable à celle des deux guerres mondiales, comme le démontre la faiblesse de l'accumulation et l'affolée croissance du capital fictif (malgré le miracle chinois). En même temps, la dépression du prix de la force de travail, en conséquence de la restauration capitaliste (surtout en Chine), et les défaites de l'offensive néolibérale, ne peuvent pas éviter les limites du processus de réalisation du capital [78]. Cette situation, caractérisée par une exacerbation de la concurrence, d'une part, et par le retour aux crises de suraccumulation, de surendettement et de spéculation à l'excès, d'autre part, remet sur l'horizon grandes catastrophes comme celle du 29 [79], malgré l'existence de mécanismes « anti-cycliques » que l'on conserve encore après ce grand trauma historique – comme la rapide intervention et les sauvetages des Banques Centrales face aux premiers symptômes de la crise –, quoiqu'il existe un bond qualitatif dans le démantèlement d'aspects cruciaux de cette régulation.

C'est cette perspective de grands cataclysmes qui donne vie à la définition du capitalisme actuel comme un système déclinant, conservant toute son actualité la caractérisation de l'époque comme « époque de crises, de guerres et de révolutions ».

Après la Deuxième Guerre Mondiale l'économie internationale a connu un

[76] Les courants de gauche ou d'extrême gauche qui considèrent « périmées » les questions stratégiques qui a posé la révolution russe et les III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Internationales, comme la lutte pour la dictature du prolétariat et le besoin d'un parti révolutionnaire, en dernière analyse, nient cette perspective et c'est le fondement de leur adaptation aux démocraties bourgeoises dégradées.

[77] Les crises actuelles ont une dynamique ressemblant aux crises du 19<sup>e</sup> siècle qui étaient motorisées par un secteur dynamique – le train, l'industrie électrique, etc. – dont la stagnation, après avoir entraîné l'ensemble des secteurs au moment de la montée du cycle économique, engendrait la crise de tout le système. Ces caractéristiques on ne les voyait depuis la Grande Dépression des années 30.

[78] Au-delà de l'offensive du capital sur les conditions des salariés, il se met en évidence la limite sociale du capitalisme, la base de plus en plus étroite que sont les relations marchandes, la reproduction de valeur, pour transformer en réalité les possibilités de l'organisation sociale du capitalisme. Plus que jamais, il est évident que la valeur est une mesure misérable, qui se traduit aujourd'hui par les difficultés de réalisation.

## ANNEXE I

# Le caractère exceptionnel du boom de l'après-guerre

taux de croissance sans précédents avec trente ans d'une expansion forte et régulière. Ceci a permis une élévation tendancielle du niveau de vie des travailleurs. On a été témoin d'un fonctionnement relativement inédit du capitalisme qui s'est surtout caractérisé par une intervention croissante des pouvoirs publics dans la vie économique, une leçon tirée de la crise du 29. On a aussi observé une nouvelle relation salariale où les gains de productivité étaient accompagnés d'une augmentation du salaire réel, en favorisant la croissance de la consommation de masses. Egalement, il y a eu une forte régulation des activités financières, une subordination de la bourse et une stricte réglementation bancaire. En outre, on a créé un système monétaire international avec un type de change solide et stable fondé sur la domination du dollar, en adoptant un patron or-devises, où les USA devaient maintenir le prix de l'or à 35,00 dollars par once. Les créateurs de ce système étaient motivés par l'objectif de laisser dans le passé les dévaluations compétitives destructives qui ont brisé l'unité du commerce international, pendant les années de la Grande Dépression. Ces mécanismes permettaient non seulement d'accélérer le rythme de l'expansion mais aussi d'amortir la profondeur des crises en évitant la transformation des récessions en crises plus grandes. Les concessions faites au travail et les réglementations sur la mobilité du capital avaient un coût élevé, mais le haut taux de profit pouvait permettre que le système fonctionne ainsi. Celle-ci a été la base d'un pacte social explicite ou implicite sur lequel s'est appuyée la stabilité de l'après-guerre.

Pourtant, à différence de ce qui affirme l'Ecole de la Régulation qui met l'accent sur les changements institutionnels qui a subi le capitalisme dans ces années-là, il faut remarquer que les élevés taux de croissance et la forte récupération du taux de profit qu'ont vécu les principales nations impérialistes pendant ces années ont été la conséquence d'une

destruction colossale de forces productives, causé d'abord par la crise des années 30 et ensuite par la Deuxième Guerre Mondiale. Comme explique Joshua : « Il est cependant impossible de penser la conjoncture d'après-guerre sans prendre en compte, dans toutes ses dimensions, la période 1914-1945, exceptionnelle entre toutes, englobant sur une seule trentaine d'années, coup sur coup, les deux guerres mondiales et la plus grave crise économique que le monde ait connue. Une période que Churchill aurait qualifiée de 'guerre de trente ans', qui a aussi été désignée comme époque 'des guerres, des crises et des révolutions' par la 3<sup>e</sup> Internationale communiste. S'agissant de l'Europe (à laquelle ce chapitre est consacré), j'avance l'hypothèse que les taux de profit élevés aussi bien que la force de l'expansion constatés à partir de 1946 s'expliquent comme étant, au premier chef, ceux d'une phase de rattrapage. Les deux guerres mondiales et la grande crise ont entraîné énormément de destruction, d'usure et de non-renouvellement du capital fixe, ainsi que, parallèlement, des grands retards de consommation accumulés. Dès que, à la fin de cette période mouvementée, les conditions du redémarrage de l'activité ont été enfin réunies, l'essor a été très vif, alimenté par ces demandes, para la possibilité d'importer l'avance technique déjà acquise par les Etats-Unis et par l'existence de nombreuses occasions rentables d'investir, elles-mêmes suscitées par l'élimination d'énormes masses de capital. Etaient ainsi résolus, pour un temps, les deux problèmes majeurs du système, celui de la réalisation et celui de la valorisation » [1]

Le même auteur prend divers indicateurs économiques comme le niveau de production, la consommation ou l'investissement pour démontrer l'ampleur de la chute au cours de cette période convulsive, notamment en Allemagne et en France à différence du Royaume-Uni et surtout de USA, dont la trajectoire est totalement différente.

Ainsi il dit : « Le plus impressionnant demeure pourtant l'observation de la colonne 'au total' : de 1913 à 1946 (ou 1945) les PIB allemand et français se sont effondrés de 20 ou 30%, celui de l'Angleterre s'est accru de près de 50% et celui des Etats-Unis de plus de 150% ! Qu'il s'agisse de la production industrielle ou de la consommation des ménages, la gradation entre les quatre pays est la même et les écarts aussi gigantesques. Ainsi, la consommation des ménages allemands aurait diminué (entre 1928 et 1946) de plus de 50%, celle des ménages anglais augmenté de 17% (entre 1931 et 1946) et celle des ménages américains de plus de 50% (entre 1929 et 1946). Le sort particulier réservé à la France et à l'Allemagne apparaît également quand on traite de l'évolution de la productivité du travail. [...] comparativement à la tendance de long terme (représentée par la période 1870-1913), la décélération de la croissance de la productivité du travail est surtout due à la grande crise aux Etats-Unis, alors qu'elle doit être très nettement attribuée à la deuxième guerre mondiale en ce qui concerne la France. De son côté, l'Allemagne subit le contrecoup de l'ensemble des événements, puisque le rythme de croissance de sa productivité est en recul sensible au cours de la grande crise, et qu'elle est la seule des quatre pays à enregistrer une chute de cette productivité entre 1938 et 1950. Mais le plus intéressant pour notre propos est l'évolution du stock net de capital fixe. Celui-ci aurait diminué de 48% en Allemagne (de 1930 à 1946, logements exclus) et de 35% en France (de 1931 à 1945, logement exclus). Le stock net de capital fixe de l'ensemble des branches françaises se retrouve en 1945 au niveau de 1910 : au sortie de la deuxième guerre mondiale nous sommes renvoyés 35 ans en arrière. Les choses sont encore plus claires en ce qui concerne le stock net d'équipements, dont le comportement est au cœur de l'argumentation : son volume baisse de plus de 40% en France, entre 1931 et 1945 » [2].

Les conditions pour un bond dans l'investissement existent : « Ce processus de dévalorisation est assuré, dans des conditions plus ou moins bonnes, par le fonctionnement normal du système. Si cela ne suffit pas, les crises économiques, mais également les guerres, sont des biais par lesquels la destruction de masses importantes de capitaux peut être réalisée. Tel a été le cas entre 1914 et 1945 : des grandes masses de capital fixe ont été alors détruites, usées, endommagées, non entretenues ; d'autres encore plus importantes ont été rendues obsolètes, si on compare l'état de l'équipement européen en 1945 avec ce qui était alors le standard international, à savoir les Etats-Unis. Le tout multipliant les occasions rentables d'investir »[3].

En conclusion : « L'expansion d'après-guerre, forte et régulière, a donc une double assise : une phase de rattrapage et une nouvelle régulation, la phase de rattrapage expliquant plutôt la force, la nouvelle régulation plutôt la régulation.

Toutes deux (phase de rattrapage et nouvelle régulation) ont une origine commune : la guerre de trente ans qui a, tout à la fois, ouvert une phase de rattrapage et imposé une nouvelle régulation. Les deux ne peuvent cependant être traitées à l'égalité : la phase de rattrapage est première en importance car, en soutenant les taux de profit, elle a assuré la pérennité de la nouvelle régulation. Cette dernière sera d'ailleurs abandonnée précisément quand le rattrapage sera terminé, les taux de profit atteignant alors des niveaux considérés comme insupportablement bas par les détenteurs de capitaux. Les trente glorieuses reposent sur trente ans de guerres, de crises et de révolutions »[4].

La seule chose qui nous reste à ajouter à cette excellente explication et démonstration du caractère exceptionnel du boom, c'est qu'une autre des conditions qui l'ont rendu possible a été le rôle contre-révolutionnaire qui a joué le stalinisme dans la scène mondiale, en collaborant au soutien de la stabilité,

exprimé par les pactes de Yalta et de Postdam concertés entre les puissances impérialistes victorieuses et l'Union Soviétique dirigée par Staline, qui ont contenu les tendances révolutionnaires qui se sont engendrées dans l'après-guerre. En effet, c'est seulement après la restauration de l'autorité du patronat [5] et de la stabilité macroéconomique que ces énormes forces accumulées dans le corps économique ont pu se déployer.

En d'autres termes, l'énorme destruction de forces productives et le report de la consommation avec la déviation/défaite des processus révolutionnaires dans les pays centraux, ont permis au capitalisme de profiter de ses « années dorées » – bien qu'en perdant le contrôle d'un tiers de la planète après la révolution chinoise et les transformations en Europe de l'Est – une période que nous avons défini comme de « développement partiel » des forces productives.

---

[1] Isaac Joshua, *Op. Cit.* p.47

[2] *Idem*, p. 52-53

[3] *Idem*, p.54

[4] *Idem*, p.56

[5] *L'instabilité politique et sociale de la période de reconstruction est bien illustrée par la citation suivante tirée de The Economist vers la fin des années 40: « La bourgeoisie française n'est pas réconciliée avec le passage d'une grande partie du pouvoir et encore du pouvoir économique à la classe ouvrière organisée (...) Guerre Froide dans l'industrie italienne (...) En criant « A bas le communisme » jusqu'à perdre la voix, les entrepreneurs japonais se dépêchent à éliminer le peu solide mouvement syndical japonais ». Cité par Andrew Glyn dans « Capitalism Unleashed », New York, Oxford University Press, 2006.*



## ANNEXE II

# Monopole et exacerbation de la concurrence

D'après Lénine, le haut degré de développement de la concentration de la production et du capital a engendré les monopoles qui remplissent un rôle décisif dans la vie économique. Mais au début du 21<sup>e</sup> siècle, cette affirmation n'est pas seulement une réalité sur le plan national, qui c'était celui auquel Lénine faisait référence en particulier, mais la nouveauté par rapport au début du 20<sup>e</sup> siècle c'est le degré de concentration et de centralisation du capital au niveau international. Voyons seulement quelques exemples de l'industrie automotrice et pharmaceutique (voir Tableaux 1 et 2).

Pourtant ceci n'implique pas l'élimination de la concurrence, comme expliquait Paul Sweezy, mais au contraire celle-ci s'intensifie entre les grandes corporations. En réalité ces deux tendances s'engendrent réciproquement et font partie d'un même processus d'accumulation. En effet, on voit que la tendance à la concentration et à la centralisation internationale du capital va accompagnée de l'exacerbation de la lutte pour les marchés et des profits extraordinaires en conséquence de l'innovation technologique ou simplement de la croissance exponentielle du marché de fusions et de rachats d'entreprises (voir Tableau 3) où aucune entreprise n'est à l'abri de recevoir une OPA (Offre Public d'Achat) hostile[1], expression d'une concurrence brutale qu'en même temps augmente la centralisation du capital. En d'autres mots, sans ces deux tendances, il est impossible de rendre compte des caractéristiques du capitalisme actuel.

[1] Face à la brutale croissance des fusions et de rachats d'entreprises, quelle actualité garde la suivante phrase de Lénine tirée de son livre cité !: « Pour supprimer la concurrence dans une industrie aussi lucrative, les monopolistes usent même de subterfuges : ils répandent des bruits mensongers sur la mauvaise situation de leur industrie, ils publient dans les journaux des avis non signés : "Capitalistes, gardez-vous de placer vos fonds dans l'industrie du ciment"; enfin, ils rachètent les usines des "outsiders" (c'est-à-dire des industriels ne faisant pas partie des cartels) en leur payant les "indemnités" de 60, 80 ou 150 mille marks. Le

Tableau 1. Production mondiale d'automobiles par groupe industriel en 2004 (en unités et en pourcentage)

		Pays	Automobiles produits	%
	GENERAL MOTORS	Etats-Unis	8.965.476	14,0
	SUZUKI	Japon	1.976.824	3,1
	ISUZU	Japon	500.337	0,8
1	GM AMPLIADO	Etats-Unis	11.442.637	17,8
	FORD	Etats-Unis	6.644.024	10,4
	MAZDA	Japon	1.275.080	2,0
2	FORD-MAZDA	Etats-Unis	7.919.104	12,3
3	TOYOTA	Japon	7.874.694	12,3
	NISSAN	Japon	3.230.326	5,0
	RENAULT	France	2.663.008	4,2
4	ALLIANCE RENAULT-NISSAN	France	5.893.334	9,2
5	VOLKSWAGEN	Allemagne	5.095.480	7,9
6	DAIMLER CHRYSLER	Allemagne	4.627.883	7,2
7	PEUGEOT	France	3.405.245	5,3
8	HONDA	Japon	3.237.434	5,0
9	HYUNDAI	Corée	2.766.321	4,3
10	FIAT	Italie	2.119.717	3,3
11	MITSUBISHI	Japon	1.428.563	2,2
12	BMW	Allemagne	1.250.345	1,9
	D'autres		7.104.498	11,1
	TOTAL		64.165.255	100,0

Source : OICA (Organisation Internationale des Constructeurs d'Automobiles).

Tableau 2. Classification des groupes pharmaceutiques par quantité de ventes en 2004 (en millions de dollars et en pourcentage)

		Pays	Ventes	%
1	PFIZER	Etats-Unis	52,921	9.6
2	JOHNSON & JOHNSON	Etats-Unis	47,348	8.6
3	GLAXOSMITHKLINE	Grande-Bretagne	37,304	6.8
4	NOVARTIS	Suisse	28,247	5.1
5	ROCHE	Suisse	25,166	4.6
6	MERCK	Etats-Unis	22,939	4.2
7	BRISTOL MYERS	Etats-Unis	21,886	4.0
8	ASTRAZENECA	Grande-Bretagne	21,426	3.9
9	ABOTT LABORATORIES	Etats-Unis	20,473	3.7
10	SANOFI-AVENTIS	France	18,710	3.4
11	WYETH	Etats-Unis	17,358	3.2
12	ELI LILLY	Etats-Unis	13,858	2.5
	D'autres		222,364	40.4
	TOTAL		550,000	100.0

Source : Fortune, Global 500, 25/07/2005, EFPIA (European Federation of Pharmaceutical Industries and Associations) Pour le total de l'industrie pharmaceutique.

Tableau 3. Quantité et montant (en milliards de dollars) d'opérations de fusions et acquisitions 1985-2002

	1985	1990	1995	2000	2003	1991-2000
Quantité	1.719	4.239	4.981	11.169	7.743	64.845
Montant	150	206	896	3.440	1.318	14.099

# Une salarisation universelle

Le recul de l'activité agricole à partir des années 50 ne fait pas partie de la prolongation d'une tendance séculaire. Au contraire, il y a eu une rupture nette dans le rythme d'évolution pendant la Deuxième Guerre Mondiale ou à la sortie de celle-ci. Les résultats sont impressionnants. Comme affirme Joshua : « Le constat est clair : au cours de la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle, la chute a été brutale, rapprochant nombre de pays des minimums observés dans les régions développées. Ceux qui, comme la Chine, sont 'partis plus tard', demeurent à des niveaux élevés mais parcourent le chemin d'autant plus vite (Voir tableaux 1 et 2). La trajectoire de certains pays 'retardataires' d'Europe est particulièrement impressionnante, comme le montre le graphique 1. Irlande, Italie, Portugal, Espagne ont concentré sur cinquante années une évolution que d'autres ont mis bien plus longtemps à parcourir : partis très haut, la part de leur population active occupée dans l'agriculture est désormais dans la moyenne européenne. Tel n'est pas encore le cas de la Turquie, mais ce pays a littéralement mis les bouchées doubles et ne devrait pas tarder à rejoindre le gros de la troupe. Le cas de l'Europe 'retardataire' est loin d'être isolé : la montée du salariat dans certains pays de l'Asie du Sud-est est tout aussi impressionnante (Voir tableau 3) et spécialement suggestive quand on la met en rapport avec la fameuse crise de l'été 1997, issue de ces pays et qui a eu l'impact international que l'on sait ».[2]

Tableau 1. Part de la population occupée dans l'agriculture en % de la population active totale

Algérie	75 (1954)	16 (2000)*
Egypte	57 (1960)	29 (1999)*
Maroc	56 (1960)	39 (1982)
Tunisie	68 (1956)	22 (1994)*
Brésil	52 (1960)	24 (1999)*
Guatemala	66 (1964)	13 (1991)
Honduras	83 (1950)	33 (2001)*
Mexique	54 (1960)	18 (2001)*
Panama	50 (1950)	17 (1999)*
Chine	70 (1978)	45 (2001)*

Source : BIT. Il s'agit en réalité de la population occupée dans l'agriculture, la chasse, la sylviculture et la pêche. Entre parenthèses, les années de collecte des données. Les pourcentages ont été arrondis à l'unité.  
(\*) En pourcentage de l'emploi total

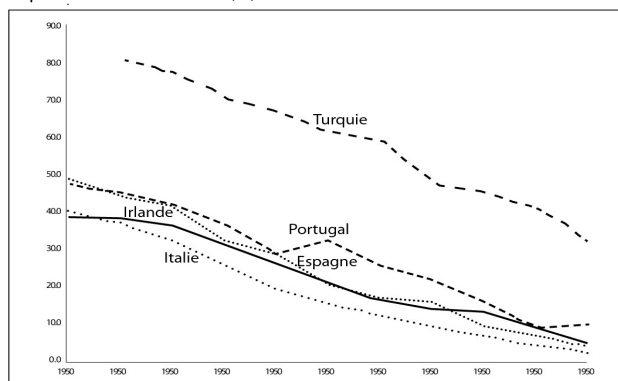
Tableau 2. Part de la population active totale occupée dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche (%)

	Mexique	Brésil
1872	ND	61,3
1910	63,7	ND
1920*	63,0	70,5
1930	63,8	ND
1940	61,1	67,4
1960	54,2	51,6
1970	39,4	44,2
1980	26,0	30,5
1990	22,2	22,8

Source : B.R. Mitchell, 2003 : 105, 108.

(\*) Il s'agit de l'année 1921 pour le Mexique.

Graphique 1. Part de la population travaillant dans l'agriculture dans la production active totale (%)



Source : OCDE, Statistiques de la population active. Pour 1950, la source est BIT, Annuaire des statistiques du travail. Il s'agit en réalité de la population travaillant dans l'agriculture, la chasse, la sylviculture et la pêche. Portugal : le champ couvert comprend les possessions d'outre-mer avant 1974, le Portugal continental seulement à partir de cette date. Le pourcentage pour l'année 1955 pour ce pays a été calculé par interpolation entre les données de 1950 et 1960.

Tableau 3. Part des salariés dans la population active totale (%)

	Corée	Malaisie	Philippines	Thaïlande
1960	21,3	56,0 (1957)	27,2	11,8
1965	29,6 (1966)	ND	ND	ND
1970	38,0	ND	40	15,4
1975	39,0	ND	39,3	ND
1980	40,5	57,2	ND	20,0
1985	ND	ND	ND	26,0 (1987)
1990	60,5	62,0 (1988)	41,3 (1991)	27,6
1995	62,6	71,4 (1993)	42,0 (1994)	35,6
2000	62,4	ND	ND	40,0

Source : BIT. Entre parenthèses, l'année de collecte des données quand celle-ci diffère de celle indiquée. Nd = Non disponible.

monopole s'ouvre un chemin partout et par tous les moyens, depuis le paiement d'une "modeste" indemnité jusqu'au "recours", à la façon américaine, au dynamitage du concurrent ». Sous un autre plan, nous pourrions dire de même pour l'affirmation suivante : « Ce n'est plus la lutte concurrentielle entre les petites et les grandes usines, les entreprises techniquement arriérées et les entreprises techniquement avancées. C'est l'étouffement par les monopoles de ceux qui ne se soumettent pas à leur joug, à leur arbitraire ». Au début du 21<sup>e</sup> siècle, cette tendance s'est approfondie. L'« étranglement » non seulement des centaines de petits sous-traitants en Chine ou dans d'autres pays de la périphérie mais aussi des grandes corporations manufacturières de produits de consommation comme Procter and Gamble, Clorox, Revlon, Nabisco ou Sara Lee (dont les échanges commerciaux avec Wal-Mart oscillent entre 15 et 30% de sa production totale, en créant ainsi une énorme dépendance) de la part de l'entreprise américaine Wal-Mart (l'établissement commercial en qualité de quasi-industrie), qui exprime le mieux le capitalisme d'aujourd'hui, c'est une preuve catégorique. Mais Wal-Mart est seulement l'exemple le plus clair d'une réalité qui englobe de grandes entreprises comme Carrefour, Royal Ahold, Tesco, Ito-Yokado, ainsi qu'Ikea, Home Depot, Costco, Best Buy. Et ces grands groupes de distribution sont accompagnés d'un ensemble d'entreprises qui se dédient à la vente et à l'assemblage comme Nike, Gap, Louis Vuitton, Dell, Hawlett Packard, entre d'autres.

[2] Isaac Joshua, op. cit., p. 133-134.

# Quel parti pour quelle stratégie ?

## Eléments de critique au sujet des « fronts anti-libéraux » et des « partis larges anticapitalistes »

Claudia Cinatti,

*Estrategia Internacional* N°24, Décembre 2007 – Janvier 2008.

On a vu refluer au cours des dernières années tant au sein des organisations d'extrême gauche que dans certains milieux universitaires le débat au sujet du rapport entre la « sphère du politique » et la « sphère du social ». On retrouve dans ce débat plusieurs positions allant de celles qui relisent les théories libérales à travers les postulats post-marxistes réaffirmant l'autonomie absolue du politique, c'est-à-dire son autonomie par rapport à toute détermination objective[1], jusqu'à la réélaboration faite par certains courants d'extrême gauche à l'image de la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) en France ou du Socialist Workers Party (SWP) en Grande-Bretagne de certains problèmes historiques de la stratégie marxiste comme le rapport entre lutte syndicale et lutte politique et, en dernière instance, entre les intérêts immédiats et les intérêts historiques du prolétariat.

Il ne s'agit-là en rien d'une nouveauté fondamentale. Ces débats ont traversé l'histoire du marxisme et du mouvement ouvrier depuis cent cinquante ans.

Le fait que l'inégalité entre la sphère du politique et la sphère du social surgisse des contradictions mêmes de la domination capitaliste n'en signifie pas moins que cette inégalité s'exprime en fonction de caractéristiques propres à chaque période historique. Au XIX<sup>e</sup> Marx posait ce rapport en reprenant les termes de la dialectique hégélienne et en posant la nécessité pour la classe ouvrière du passage du prolétariat de classe « en soi » à classe « pour soi » ou en d'autres termes, de sa transformation en parti politique[2]. La conception selon laquelle la classe ouvrière devait intervenir sur le terrain politique dans sa lutte pour détruire le pouvoir bour-

geois et établir son propre Etat a été une des caractéristiques du marxisme par rapport à d'autres courants tels que le trade-unionisme, le socialisme utopique ou l'anarchisme, tendances actives à l'époque au sein du mouvement ouvrier. Le rapport entre ces deux moments de surcroît n'était en rien harmonieux. Marx distinguait ce qu'il appelait le « parti au sens historique », identifié à la classe ouvrière en tant que sujet politique conscient de ses buts et qui préfigurait dans son existence même la société à venir, du « parti à existence éphémère »[3], c'est-à-dire les organisations concrètes ayant un caractère transitoire et qui pouvaient cesser de coïncider avec les intérêts historiques du prolétariat.

Cette discussion est devenue centrale au cours du XX<sup>e</sup> siècle, une période caractérisée par l'actualité de la révolu-

[1] Nous avons à plusieurs reprises discuté dans nos publications des principales thèses défendues par les principaux représentants de la pensée post-marxiste à l'image de Ernesto Laclau et de leur influence au sein même de la gauche radicale ainsi que de la conception libérale de la politique chez Hannah Arendt. Voir notamment C. Cinatti, "La impostura posmarxista", in *Estrategia Internacional* n° 20, Buenos Aires, septembre 2003 ainsi que C. Cinatti et E. Albamonte, "Trotsky y la democracia soviética. Más allá de la democracia liberal y el totalitarismo", in *Estrategia Internacional* n° 21, septembre 2004 (traduction française, "Trotsky et la démocratie soviétique" publiée dans *Stratégie Internationale* n°4, automne 2004).

[2] Cette formulation qui apparaissait dans le Manifeste Communiste laissait entendre que la lutte économique était insuffisante pour réaliser les objectifs historiques de la classe ouvrière – la construction d'une société communiste de producteurs libres associés au sein de laquelle disparaîtraient les classes sociales et l'Etat. En fonction de cet objectif, le prolétariat devait se constituer en classe émancipatrice de l'ensemble des opprimés, dépasser l'affrontement local contre les patrons dans les usines considérées isolément et s'élever à la lutte politique contre les rapports sociaux capitalistes, notamment l'Etat bourgeois. Fonder des partis ouvriers, c'est ce que le Congrès de La Haye de l'Association Internationale des Travailleurs posait clairement comme problème en septembre 1872, et ce notamment en lutte ouverte contre les courants internes anarchistes : « contre le pouvoir uni des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir en tant que classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct et opposé à tous les anciens partis politiques créés par les classes possédantes. Cette constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la Révolution sociale et de sa fin suprême: l'abolition des classes. La coalition des forces de la classe ouvrière, déjà obtenue par la lutte économique, doit ainsi lui servir de levier dans sa lutte contre le Pouvoir politique de ses exploités. (...) La conquête du Pouvoir politique est devenu le grand devoir du prolétariat ». [L'article 7a cité ci-dessus, synthèse de la résolution adoptée en 1871 à la Conférence de Londres, fut inclus dans les Statuts par décision du Congrès de la Première Internationale tenu à La Haye en septembre 1872].

[3] Cette expression se retrouve par exemple dans une lettre de Marx à Ferdinand Freiligrath de février 1860. Marx répond à Freiligrath au sujet d'un problème légal ayant trait à l'appartenance de ce dernier à la Ligue des Communistes. « Je te ferai observer qu'après que, écrit Marx, sur ma demande, la Ligue (des communistes) a été dissoute en novembre 1852, je n'ai appartenu et n'appartiens à aucune organisation secrète ou publique, autrement dit le parti, dans le sens tout à fait éphémère du terme, a cessé d'exister pour moi depuis huit ans ». « La Ligue, poursuit Marx, aussi bien que la Société des Saisons de Paris et cent autres organisations n'ont été qu'un épisode dans l'histoire du parti qui naît spontanément du sol de la société moderne ». Cité dans D. Bensaïd, « Stratégie et politique de Marx à la III<sup>e</sup> Internationale », disponible sur [www.europe-solidaire.org](http://www.europe-solidaire.org).

tion prolétarienne et au sein de laquelle l'avènement de l'impérialisme avait ouvert une nouvelle époque : celle des « crises, des guerres et des révolutions ». La contradiction entre « spontanéité » et « conscience » s'est ainsi retrouvée au cœur des discussions au sein du marxisme russe, notamment entre 1902 et 1903, période au cours de laquelle Lénine polémiqua à travers le *Que faire ?*. En reprenant à son compte une définition de Kautsky, Lénine distinguait entre la conscience tradeunioniste de la classe ouvrière de la « science socialiste » apportée de « l'extérieur » par l'intellectualité marxiste. La lutte politique contre le tsarisme impliquait ainsi une dimension politico-idéologique. Pour Lénine l'idéologie bourgeoise fonctionnait spontanément au niveau de la lutte syndicale. C'est en cela qu'il était nécessaire de construire une organisation révolutionnaire qui se nourrissait de la classe ouvrière sans pour autant se confondre avec elle.[4]

Cette discussion s'est posée à nouveau au cours des différentes révolutions russes du début du XX<sup>e</sup> siècle, 1905 et bien entendu 1917 : quel rapport entre les soviets, organes de fronts uniques et d'auto-organisation des masses et le

parti bolchevique en tant qu'instrument de d'instauration de la dictature du prolétariat ? [5]

Aujourd'hui cependant, le contenu concret de ces discussions se trouve comme marqué par une sorte de « d'esprit de l'époque », lourd héritage de la défaite du dernier cycle international de montée de la conflictualité ouvrière entre 1968 et 1976. C'est pour cette raison que l'on assiste depuis lors et plus encore actuellement à une remise en question tant du « sujet social » (la classe ouvrière) que du « sujet politique » (le parti léniniste), deux piliers sur lesquels le marxisme a historiquement bâti sa stratégie de révolution sociale[6]. Cette sorte de doxa s'est transformée en un véritable phénomène de « mode » théorique qui en est même venue à imprégner certains des courants les plus opportunistes de l'extrême gauche d'origine trotskyste.[7]

Une série de facteurs ont abouti au panorama complexe qui est le nôtre actuellement : offensive néo-libérale, reflux de la classe ouvrières sur le plan de ses conquêtes matérielles, de ses capacités d'organisation et de lutte, et au final, écroulement des régimes sta-

liniens entre 1989 et 1991 et restauration capitaliste sans aucune résistance ouvrière. Voilà les ingrédients qui ont permis que tant au sein du marxisme militant qu'au sein du marxisme académique mâtiné de théories à la mode on puisse décréter la fin du cycle historique ouvert par la victoire de la Révolution d'Octobre.[8]

Dans un court essai où il répondait à ceux qui tout en prétendant s'en prendre au stalinisme finissaient par s'attaquer au bolchevisme et au marxisme, Trotsky soulignait que « les époques réactionnaires (...) non seulement désagrègent et affaiblissent la classe ouvrière en isolant son avant-garde, mais abaissent également le niveau idéologique général du mouvement en rejetant la pensée politique loin en arrière, à des étapes dépassées depuis longtemps »[9]. La tâche la plus importante de l'avant-garde serait ainsi « de ne pas se laisser entraîner par le reflux général. Il faut aller contre le courant » et de « se maintenir au moins sur les positions idéologiques »[10]. Les plus ingénus confondront certainement cette position avec du sectarisme. Pour Trotsky en revanche, en se référant à l'expérience bolchevique dans les mo-

[4] Pour une analyse plus détaillée de cette question, voir A. Díaz, "Nuevos argumentos para viejos reformismos. La lectura autonomista del legado de Lenin", in *Lucha de Clases* n° 6, Buenos Aires, juin 2006.

[5] Nous soulignons également que Trotsky donnera au final une lecture spécifique du concept de dictature du prolétariat fondée sur le pluripartisme soviétique comme norme programmatique dans les sociétés de transition, et cela notamment dans le *Programme de transition*, dépassant la vieille division entre programme minimum et programme maximum par le biais de la formulation d'un ensemble de revendications transitoires agissant comme autant de ponts entre la conscience à une époque précise et les intérêts historiques du prolétariat.

[6] Comme le soulignait déjà Trotsky dans le *Programme de Transition*, cela n'a pas seulement des conséquences politiques et stratégiques mais amène également à réviser la théorie révolutionnaire. « Les défaites tragiques subies par le prolétariat mondial durant une longue série d'années ont poussé les organisations officielles à un conservatisme encore plus grand et ont conduit en même temps les "révolutionnaires" petits-bourgeois déçus à rechercher des "voies nouvelles". Comme toujours, dans les époques de réaction et de déclin, apparaissent de toutes parts les magiciens et les charlatans. Ils veulent réviser toute la marche de la pensée révolutionnaire. Au lieu d'apprendre du passé, ils le "corrigent". Les uns découvrent l'inconsistance du marxisme, les autres proclament la faillite du bolchevisme. Les uns font retomber sur la doctrine révolutionnaire la responsabilité des erreurs et des crimes de ceux qui l'ont trahie; les autres maudissent la médecine, parce qu'elle n'assure pas une guérison immédiate et miraculeuse. Les plus audacieux promettent de découvrir une panacée et, en attendant, recommandent d'arrêter la lutte des classes ». L. Trotsky, *Programme de Transition* (1938), [www.marxists.org/francais/trotsky/livres/trans/tran.htm](http://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/trans/tran.htm)

[7] Pour une critique des positions de D. Bensaid au sujet de l'hégémonie prolétaire et le parti léniniste, voir G. Gutiérrez, "Sobre la actualidad de la apuesta leninista", in *Lucha de Clases* n° 6, Buenos Aires, juin 2006.

[8] Antoine Artous souligne ainsi que la période actuelle est caractérisée par la fin du cycle historique initié par octobre 1917, la période qui commença avec octobre 1917 correspondant à l'histoire selon Hobsbawm dans "L'Âge des extrêmes : le court XXe siècle 1914-1991 (voir « The LCR and the left, some strategic questions », in *Bulletin* n°17, disponible sur [istendency.net](http://istendency.net)). La conséquence évidente de cette conception n'est rien d'autre que la reformulation du projet stratégique de la LCR comme cela est apparu au sein du débat stratégique de cette organisation au cours des dernières années.

[9] L. Trotsky, « Bolchevisme ou stalinisme », 29/08/1937, [www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1937/08/lt19370829.htm](http://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1937/08/lt19370829.htm)

[10] Ibid.



ments les plus sombres de réaction, il s'agissait-là de la seule issue afin de « préparer un nouveau bond gigantesque en avant, avec la vague de la prochaine montée historique »[11].

Si l'on observe dans le passé récent les conséquences de l'offensive néo-libérale force est de constater combien la « pensée politique » de ceux qui se revendiquent du marxisme a reculé à des étapes dépassées : le néo-bersteinisme, les utopies libertaires et autonomistes en viennent même à être présentées comme de grandes nouveautés. Une partie des organisations de matrice trotskyste n'ont pas su se « maintenir », comme le disait Trotsky en août 1937, sur des positions idéologiques et stratégiques. C'est ce que montre par exemple la décision de la LCR de renoncer à toute référence à la dictature du prolétariat.

Mais après près de trente années d'offensive patronale la réalité a commencé à changer. Si l'on doit prendre une date emblématique, on ne peut pas ne pas faire coïncider ce changement lent mais soutenu avec les grèves de novembre-décembre 1995 en France, un mouvement qui a représenté un point d'inflexion dans la reprise de la résistance ouvrière face aux attaques de la bourgeoisie. A cette étape on a vu se succéder le mouvement anti-globalisation qui a fait irruption à partir de 1999 à Seattle puis le mouvement anti-guerre.

En Amérique latine on a assisté à l'approfondissement d'une tendance allant dans le sens d'un accroissement de l'action directe et des soulèvements populaires (Argentine 2001, Bolivie 2003, Equateur, etc.). Ces mouvements, lorsqu'ils ont renversé les gouvernements néo-libéraux en place ont permis l'arrivée au pouvoir de courants renouant avec le populisme.

La croissance économique des quatre dernières années a renforcé la classe ouvrière d'un point de vue social par le biais de l'intégration de millions de jeunes prolétaires au monde du travail. Du point de vue des luttes revendicati-

ves cette situation a contribué dans de nombreux cas à faire naître des processus de réorganisation ou l'adoption parfois de méthodes radicalisées de lutte. Cette reprise a néanmoins également favorisé le développement de tendances réformistes rendant beaucoup plus contradictoire et complexe la perspective de constitution de la classe ouvrière en tant que sujet politique hégémonique porteur d'un projet d'émancipation de même que son expression la plus consciente : la construction de partis ouvriers marxistes fortement insérés au sein du prolétariat. Cela est particulièrement visible lorsque l'on se rend compte qu'il n'existe aucune tendance à l'indépendance de classe au sein de pans significatifs du mouvement ouvrier.

L'autre phénomène important à l'heure actuelle, en plus du retour sur le devant de la scène d'une certaine conflictualité ouvrière, c'est la crise de ce que l'on a appelé les « partis ouvriers bourgeois » -notamment le SPD allemand, le PS français, le Labour britannique, les PC français et italiens, le PT brésilien-, c'est-à-dire des partis ouvriers fondés pour la plupart entre la fin du XIX<sup>e</sup> et le début du XX<sup>e</sup> (à l'exception bien entendu du PT brésilien de surgissement tardif) qui ont représenté la direction historique du mouvement ouvrier, direction partagée avec le nationalisme bourgeois dans différents pays de la périphérie capitaliste. Les mécanismes de crise de ces partis sont à chercher du côté du fait qu'il ont été les agents de l'offensive patronale, se transformant ainsi en partis socio-libéraux, ce qui leur a aliéné au final leur base électorale traditionnellement salariée.

C'est dans ce cadre général qu'est apparue tout d'abord au sein de l'extrême gauche européenne la discussion au sujet de la construction de « partis anticapitalistes larges », une politique qui a mené à la fondation du Scottish Socialist Party (SSP) en 1998, au Bloco de Esquerda au Portugal en 1999, au Parti de Gauche en Suède, à l'Alliance Rouge et Verte au Danemark (dans ces deux derniers cas, ces partis ont vu le jour au début des années 1990), à la Socialist

Alliance puis RESPECT en 2004 en Grande-Bretagne. On peut également songer au rôle joué par les principales tendances du trotskysme en Italie au sein de Refondation Communiste pendant plus de dix ans ou plus récemment lors de la fondation de Die Linke en Allemagne (dans ces deux derniers cas, PRC et Die Linke, il ne s'agit pas de courants impulsés par des groupes d'extrême gauche mais les résultantes objectives de ruptures avec la social-démocratie dans le cas allemand et avec le PCI dans le cas italien). De son côté la LCR française vient d'officialiser son appel à la formation d'un Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA).

Cette discussion et cette politique a également touché dans un second temps l'extrême gauche latino-américaine. C'est ainsi qu'au Brésil on a pu assister à la fondation du Parti Socialisme et Liberté (PSOL) à partir d'une rupture d'un secteur de la « gauche pétiste » avec le PT. En Argentine on retrouve l'expression de ces « partis larges » dans la Nueva Izquierda (« Nouvelle Gauche ») impulsée par le Mouvement Socialiste des Travailleurs (MST) qui vient d'opérer un brusque virage en direction de la gauche modérée et essaie de fusionner avec des courants péronistes dissidents regroupés autour de Proyecto Sur. La direction du MST pose clairement la perspective de « confluer vers un espace national et populaire » avec les « secteurs progressistes radicalisés » de manière à fonder un mouvement commun qui serait capable de « dépasser » y compris d'un point de vue programmatique toute l'expérience de l'extrême gauche trotskyste des dernières années. C'est cette même logique qui a conduit le MST et ses sympathisants au Venezuela à se diluer au sein du Parti Socialiste Uni Vénézuélien (PSUV) chaviste.

Ces projets au sein desquels coexistent réformistes et révolutionnaires se basent sur une absence totale de définition de classe de ces partis. Il s'agit d'ailleurs soit de partis petits-bourgeois soit d'alliances de type front-populistes ou, dans le cas spécifique du PSUV chaviste au sein duquel sont entrés

[11] *Ibid.*

certaines courants d'extrême gauche, de partis nationalistes bourgeois. Ces partis ont représentés les instruments qui ont permis de capitaliser, de manière opportuniste, un espace laissé vacant par le virage néolibéral du réformisme traditionnel. Ces partis sont d'ailleurs le plus souvent l'expression d'une base électorale plus que de processus de radicalisation politique.

La recomposition lente de la classe ouvrière ainsi que le surgissement de gouvernements de centre-gauche « post-néolibéraux » ont été les cadres à partir desquels ces courants ont très rapidement capitulé. C'est le cas bien entendu de Démocratie Socialiste (DS) au Brésil qui a participé au gouvernement Lula, ou encore la version « anti-libérale » de DS, le PSOL, qui n'en a pas moins voté au Parlement les lois des « super-simples » qui anticipaient la réforme du marché du travail opérée en faveur des PME brésiliennes. L'autre « grand modèle » de parti large anticapitaliste, Refondation Communiste (PRC) en Italie, qui s'était vue au fil des années être l'objet de tous les éloges de la part de l'extrême gauche européenne et italienne pendant plus d'une décennie, a fini par participer directement au gouvernement Prodi et par soutenir les politiques anti-ouvrières et impérialistes du gouvernement de l'Union. On peut enfin également songer, sur un autre plan, à la crise terminale que traverse RESPECT en Grande-Bretagne.

Dix ans après le début de ces expériences et en fonction des crises que traversent aujourd'hui plusieurs de ces partis et courants il serait nécessaire de réaliser un bilan critique de toutes ces années.

Nous centrerons notre critique au fil de cet article sur la discussion des positions de la LCR de France et du SWP britannique, deux des principaux partis actifs de la dynamique des « partis larges anticapitalistes ». Nous tenterons de montrer comment, à notre avis, la théorisation de la constitution d'organisations sans délimitation stra-

tégique ou de classe est étroitement liée à l'abandon d'une stratégie conséquemment révolutionnaire.

## **SANS HYPOTHESES DE REVOLUTION. LE DEBAT AU SEIN DE LA LCR**

### **Les hypothèses stratégiques**

Dans un ouvrage récent Daniel Bensaïd parle pour rendre compte du reflux subi par le mouvement ouvrier international au cours des trente dernières années de « degré zéro de la stratégie ». Il entend par-là la disparition des polémiques et des discussions entre courants de l'extrême gauche autour de problèmes cruciaux aussi centraux que l'auto-organisation, le foquisme, la participation ou non à des gouvernements de front populaire, etc.[12].

Si Mai 68, l'automne chaud italien de 1969, la Révolution des œillets au Portugal, la guerre du Viet-Nâm ou les processus révolutionnaires de la première partie des années 1970 dans le monde semi-colonial à l'image du Chili par exemple avaient actualisé le débat sur les stratégies de la prise du pouvoir – traçant notamment une ligne de partage des eaux entre les partisans de la prise du pouvoir sur la base de l'auto-organisation de la classe ouvrière et de la grève générale insurrectionnelle et les partisans de la guérilla, du foquisme ou de la « guerre populaire prolongée »- la défaite de ces expériences a rayé d'un trait ce débat stratégique, et cela non pas dans la mesure où une des deux stratégies aurait triomphé sur l'autre mais plus tragiquement dans la mesure où elles ont toutes deux été écrasées par la contre-révolution ou déviées par des mécanismes démocratique-bourgeois.

Bensaïd souligne dans ce travail que depuis la Seconde Guerre deux grandes hypothèses stratégiques se sont affrontées :

L'hypothèse de ce que Bensaïd appelle la « grève générale insurrectionnelle ». De manière peut-être trop simplifiée ou imprécise, cette hypothèse stratégique définie par Bensaïd se réfère néanmoins à la stratégie révolutionnaire élaborée sur la base du « modèle » russe de 1917, c'est-à-dire celui d'une révolution dirigée par la classe ouvrière en alliance avec les classes subalternes, avec hégémonie des centres urbains sur la campagne, établissant la dictature du prolétariat basée sur des soviets ou conseils d'ouvriers et paysans en tant qu'organes d'autodétermination et prenant le pouvoir par le biais d'une insurrection armée dirigée par un parti marxiste révolutionnaire.

La seconde hypothèse repose essentiellement sur la paysannerie en tant que classe révolutionnaire et sur des directions petites-bourgeoises, en règle générale populistes ou staliniennes, dont l'orientation politique s'articule autour de la guerre de guérilla et une stratégie de collaboration de classe avec des secteurs des « bourgeoisies nationales » à l'image du « bloc des quatre classes » maoïste ou les gouvernements « démocratiques » du Viet-Nâm et de Cuba qui ont précédé l'expropriation et la nationalisation des moyens de production. Dans le cas spécifique de la théorie du « foco » ou « foyer de guérilla » guévariste, on ne peut que l'inscrire dans cette même stratégie guérillériste dans la mesure où la révolution n'était pas réalisée selon Ernesto Guevara par le biais d'une insurrection de masse mais à travers l'action déterminée d'un parti-armée même si son objectif était la révolution socialiste, c'est-à-dire l'expropriation et la nationalisation des moyens de production et non l'alliance avec la « bourgeoisie nationale ».

Afin de compléter le cadre du débat stratégique – guerre populaire prolongée d'une part et grève générale insurrectionnelle de l'autre- il faudrait ajouter deux autres stratégies nées des entrailles du mouvement de masse[13].

Nous pourrions appeler la troisième

[12] Voir D. Bensaïd, "Sur le retour de la question politico-stratégique", in *Critique Communiste* n° 181.

[13] Nous ne nous référons pas ici à d'autres stratégies qui, à l'image des mouvements islamistes, peuvent être compris au sein des stratégies populistes ou de collaboration de classe, avec la spécificité bien entendu de l'élément religieux. A ce sujet voir C. Cinatti, "Islam político, antiimperialismo y marxismo", in *Herramienta* n°35, Buenos Aires, 2007.

stratégie « stratégie graduelliste ». Adoptée au début du XX<sup>e</sup> siècle par les partis de la II<sup>e</sup> Internationale d'abord comme une soi-disant voie évolutive vers le socialisme puis comme une forme de gestion de l'Etat capitaliste, cette stratégie a donné lieu au réformisme basé sur le syndicalisme et le parlementarisme en tant que moyen d'obtention de concessions partielles. Il s'agit-là de ce qui continue à être aujourd'hui le principal phénomène politique, une stratégie qui ne concerne pas seulement les partis réformistes traditionnels –qu'ils soient sociaux-démocrates, stali-niens, travaillistes, etc.- mais également la bureaucratie qui dirige les syndicats, véhicule privilégié afin de modeler en fonction de l'idéologie bourgeoise de larges franges du monde du travail. Bien que n'existent plus aujourd'hui les marges de manœuvre permettant d'obtenir des réformes sur la durée tel que cela pouvait exister pendant les années de boom relatif des Trente Glorieuses, le réformisme continue à avoir une prégnance importante en se basant sur l'illusion des exploités selon laquelle il serait possible d'obtenir des concessions en faisant pression sur les institutions capitalistes.

La quatrième stratégie est incarnée par l'autonomisme et ce qui reste de l'anarchisme. Il s'agit d'une stratégie que Bensaïd définit comme « l'illusion du social » dans la mesure où elle affirme « l'immanence » du politique dans la sphère sociale. En niant la médiation politico-étatique et la nécessité pour les opprimés de détruire le pouvoir bourgeois et de construire leur propre Etat basé sur des organes d'autodétermination des masses, cette quatrième stratégie en vient en fait à nier la stratégie qu'elle entend défendre, celle de « l'exode » en lieu et place de l'affrontement avec les classes possédantes et leur Etat. Sur le terrain des idées ces courants recréent certaines utopies précapitalistes qui ne

sont pas sans rappeler le proudhonisme comme le laisse entendre leur défense de la production à petite échelle et l'organisation communale. Politiquement ces idéologies libertaires qui sont fermement opposées à la construction de toute organisation révolutionnaire et à la nécessité de la dictature du prolétariat comme société de transition entre capitalisme et socialisme ont généralement fini par s'adapter à l'une des tendances du régime bourgeois. Au cours des dernières années ces tendances autonomistes ont connu leur moment de gloire avec l'apogée du mouvement altermondialiste en recrutant énormément au sein des classes moyennes et dans une moindre mesure parmi le syndicalisme combatif[14].

Avec la fin de la Seconde Guerre mondiale le déplacement de l'axe de la révolution du centre vers la périphérie capitaliste fit que des révolutions anticoloniales avec une base essentiellement paysanne et des directions non révolutionnaires devinrent les variantes révolutionnaires les plus communes au niveau mondial. Dans certains cas ces révolutions anticoloniales ont même fini par donner vie à des Etats ouvriers profondément bureaucratisés ; dans d'autres, comme en Algérie ou au Nicaragua, il n'y eut aucune destruction des rapports capitalistes. La généralisation de ce type de révolution a eu un impact énorme au sein du mouvement trotskyste de l'après-guerre au point où Nahuel Moreno par exemple en vint à tirer la conclusion que cette variante, que Trotsky avait considérée comme une hypothèse exceptionnelle, s'était transformée au contraire en une « norme » des révolutions du XX<sup>e</sup> siècle[15].

Alors que la stratégie de la révolution ouvrière eut un écho bien moindre au sein du dernier cycle international de montée de la conflictualité sociale dont l'apogée coïncide avec la moitié des

années 1970, les thèses foquistes ou de guerre populaire prolongée ont joué un rôle important, en étant à l'origine de la défaite de certains processus ou à la base de la création d'Etat ouvriers profondément déformés. Dans le cas du Viêt-Nam par exemple l'arrivée au pouvoir d'une variante locale de l'appareil stalinien international empêcha la transformation de la défaite de l'impérialisme étasunien en une victoire stratégique pour la classe ouvrière mondiale.

De l'affrontement de ces deux stratégies, « grève générale insurrectionnelle » d'un côté et « guerre populaire prolongée » de l'autre, Bensaïd entend ainsi faire une synthèse des processus révolutionnaires du XX<sup>e</sup> siècle. A aucun moment cependant il ne pose le problème consistant à souligner qu'il ne s'agissait en rien de deux stratégies équivalentes pour la prise du pouvoir.

On ne peut oublier dans ce débat stratégique que si la LCR en France s'est construite autour de l'hypothèse de la « grève générale insurrectionnelle » (tout en la combinant à une bonne dose de « guévarisme »), le Secrétariat Unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale (SU), l'organisation internationale à laquelle la Ligue était affiliée, ne revendiquait pas seulement la direction d'Hô Chi Minh dans le cas vietnamien mais défendait également pour l'Amérique latine où elle était implantée une stratégie paysanne de « guerre populaire » ou de foquisme qui en cas de victoire n'aurait en rien débouché sur l'instauration d'Etats ouvriers basés sur des organismes d'autodétermination des masses. En Argentine c'est ainsi le Parti Révolutionnaires des Travailleurs (le PRT-El Combatiente de Roberto Santucho) qui défendait une ligne de collaboration de classe qui fut pendant des années la section officielle du SU[16]. Au Nicaragua, le SU revendiquait la ligne du Front San-

[14] Pour une critique de la FT-QI des positions autonomistes et néo-autonomistes, voir notamment C. Castillo, "Una crítica marxista a Toni Negri y los autonomistas", *Estrategia Internacional* N° 14, novembre/décembre 1999; C. Castillo, "¿Comunismo sin transición?", in *Estrategia Internacional* n° 17, Buenos Aires, automne (austral) 2001, J. Chingo, G. Dunga, "¿Imperio o imperialismo? Una polémica con El largo siglo XX de Giovanni Arrighi e Imperio de Toni Negri y Michael Hardt", in *Estrategia Internacional* n° 17 (id.), ou encore C. Castillo, E. Albamonte, "Discutiendo desde Trotsky con las ideas dominantes de nuestra época", *Estrategia Internacional* n° 21, Buenos Aires, septembre 2004.

[15] Pour une critique de la conception de la révolution permanente chez Nahuel Moreno, voir M. Romano, "Polémica con la LIT y el legado teórico de Nahuel Moreno", *Estrategia Internacional* n°3, Buenos Aires, décembre 1993-janvier 1994.

diniste (FSLN) qui défendait pourtant une politique bourgeoise d'économie mixte. La victoire du FSLN sur la dictature de Somoza ne mena pas en effet à l'expropriation des capitalistes et la direction sandiniste finit par remettre le pouvoir, à la suite d'élections, à une fraction de la bourgeoisie regroupée autour de Violeta Chamorro.

Cette discussion n'est en rien secondaire. Après trois décennies de reculs et de reflux, la révolution sociale comme alternative au système capitaliste et plus encore l'hypothèse de la « grève générale insurrectionnelle » ont été profondément remises en question. Trois décennies de reflux ont littéralement balayé ces débats stratégiques non seulement au sein de l'intellectualité (post) marxiste mais également au sein des organisations de gauche marxiste qui se sont généralement contentées de se rattacher au régime chaviste au Venezuela ou au gouvernement d'Evo Morales en Bolivie comme des « révolutions possibles ». Ce n'est donc pas un hasard si le dépoussiérage du guévarisme par la LCR, qui entend en démontrer « l'actualité » pour la rénovation du socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle coïncide avec son appel à construire le NPA.

Dans le débat stratégique ouvert aujourd'hui au sein de la LCR, l'ensemble des tendances et des courants[17] partagent un élément en commun : selon ces courants internes, la validité historique de l'hypothèse de la « grève générale insurrectionnelle » est remise en question par la clôture de l'ère ouverte par la Révolution d'octobre, la « guerre populaire prolongée » incarnée quant à elle par des organisations gauchistes telles que la Fraction Armée Rouge (RAF) allemande ou les Brigades Rouges (BR) italiennes ayant également démontré son impuissance dans les pays capi-

talistes avancés. Si auparavant la LCR oscillait entre deux hypothèses de révolution armée –de matrice insurrectionnelle ou guérillériste-, la Ligue résout aujourd'hui à sa manière ce dilemme en considérant ces deux hypothèses comme périmées et en glissant vers une stratégie électoraliste et parlementaire pour laquelle catastrophe économique et sociale et, subsidiairement, irruption violente sur la scène sociale et politique du prolétariat et des classes subalternes, ont disparu. C'est uniquement de la sorte qu'il est possible d'expliquer « l'illusion » de la LCR dans la démocratie bourgeoise alors que l'organisation ne peut pas même compter sur une représentation institutionnelle consistante et encore moins parlementaire à la différence de la vieille social-démocratie allemande qui éléction après éléction renforçait son poids au Parlement.

Si la direction de la LCR considère que les formes d'émergence du double pouvoir et ses caractéristiques sont hautement imprévisibles (l'hypothèse stratégique), il semble qu'elle considère que la seule concrétude possible réside dans le fait que les institutions du régime démocratique bourgeois sont appelées à jouer un rôle central dans l'émergence de ce double pouvoir.

### **La « démocratie jusqu'au bout »... n'est rien d'autre que la dictature de la bourgeoisie**

On sait comment lors de son Congrès de 2003 la LCR a décidé d'éliminer de son programme toute mention à la dictature du prolétariat. Pour ce faire il a été dit qu'en raison de problèmes lexicaux et en raison du grand nombre d'expériences autoritaires et dictatoriales ayant émaillé l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle, le terme « dictature » était beaucoup

trop associé à un système autoritaire et répressif. Dans un précédent article nous avons polémique contre cette conception en montrant comment au final il ne s'agit ni d'un problème formel ou nominal[18]. Ce qui est en jeu est bien au contraire le virage programmatique que sous-tend ce choix. La LCR troque ainsi la lutte pour la destruction de l'Etat bourgeois et la construction d'un Etat ouvrier soviétique contre une stratégie de « démocratie radicale » qui présuppose que la révolution dans les pays avancés, au-delà de la forme qu'elle pourrait prendre et des événements qui en seraient à la base, impliquerait inévitablement un certain degré de continuité avec les institutions actuellement existantes de la démocratie bourgeoise, à commencer par le parlement. Ce n'est pas un hasard si ce changement stratégique a été comparé au virage vers l'eurocommuniste opéré par les partis staliniens d'Europe occidentale à partir des années 1970.

C'est en ce sens qu'Antoine Artous souligne par exemple que « dans des pays comme ceux de l'Europe de l'Ouest (et aussi dans d'autres pays), on ne peut croire que ce nouveau pouvoir surgira en extériorité complète avec certaines institutions politiques en place, notamment les assemblées élues sur la base du suffrage universel. C'est pourquoi, et cela d'ores et déjà, il faut mener bataille pour leur démocratisation radicale[19] ». Daniel Bensaïd met en exergue à son tour le rôle qu'aurait à jouer « le suffrage universel dans des pays à tradition parlementaire plus que centenaire ».

Les discussions au sujet des sociétés de transition ainsi que la révision du bilan de la stalinisation de l'ex URSS confirment ainsi que ce débat n'a pas simplement trait à une question d'ordre terminologique. L'ajustement program-

[16] Pour un bilan critique de la stratégie du PRT-ERP, voir C. Castillo, "Elementos para un "cuarto relato" sobre el proceso revolucionario de los '70 y la dictadura militar", in *Lucha de Clases* N° 4, Buenos Aires, novembre 2004. Pour une vision d'ensemble des années de conflictualité ouvrière dans la décennie 1970 en Argentine et un bilan plus fourni des stratégies de l'extrême gauche argentine de l'époque, voir R. Werner et F. Aguirre, *Insurgencia obrera en la Argentina 1969-1975. Clasismo, Coordinadoras interfabrilares y estrategias de la izquierda*, Buenos Aires, Ediciones IPS, 2007.

[17] Au cours des dernières années, de toutes les tendances qui s'affrontent au sein de la Ligue, c'est le courant co-dirigé par Christian Picquet et Francis Sítel qui défend le plus ouvertement la dissolution de la LCR dans un front antilibéral à programme minimum le plus large possible.

[18] Voir C. Cinatti et E. Albamonte, « Más allá de la democracia liberal y el totalitarismo », in *Estrategia Internacional* n°21, Buenos Aires, septembre 2004 ("Au delà de la démocratie libérale et du totalitarisme"; art. cit.)



matique de la LCR ne renvoie pas seulement au régime politique à construire mais remet également en cause les formes de propriété et les bases mêmes de l'Etat de transition. Le système de « double représentation », c'est-à-dire de coexistence d'un régime soviétique aux côtés d'une chambre parlementaire qui en dernière instance aurait à trancher à travers le suffrage universel dans des situations d'exception n'est que l'expression d'une espèce de coopérativisme à travers lequel la LCR entend conjurer le danger de bureaucratisation d'une société post-capitaliste à construire.[20]

L'exemple que donne Bensaïd de naissance d'un « double pouvoir » à l'intérieur des institutions bourgeoises reste l'expérience du budget participatif de Porto Alegre au Brésil. Il se fonderait donc sur une « dialectique » entre gouvernement municipal élu au suffrage universel et les « comités » ayant à discuter des attributions budgétaires. Il va de soi que la « dialectique » entre la municipalité de Porto Alegre et le budget participatif reposait sur la gestion de l'Etat et de l'économie capitaliste.

La proposition consistant à « combiner » deux systèmes, le système républicain bourgeois et le système soviétique, ne constitue en rien une nouveauté. Il s'agit-là de la vieille idée de Hilferding et des dirigeants du Parti Social Démocrate Indépendant au cours de la révolution ouvrière allemande de 1919. A la suite de la chute du Kaiser, ils cherchaient à « constitutionnaliser » les conseils d'ouvriers et de soldats qui avaient vu le jour au cours du processus révolutionnaire en les intégrant à la Ré-

publique de Weimar et en tentant ainsi de lier « la dictature du prolétariat à la dictature de la bourgeoisie sous l'égide de la constitution »[21].

La fascination à l'égard des possibilités offertes par la démocratie bourgeoise est en fait aussi vieille que le sont les organisations de masse du mouvement ouvrier. Il s'agit-là du parcours de la social-démocratie allemande au début du siècle dernier.

L'aile révisionniste de ce même parti mené par Bernstein avait cru trouver dans la démocratie parlementaire une forme « civilisée » de gouvernement apte à dépasser le despotisme propre aux dictatures de classe. On vit rapidement combien cette conception était en fait également partagée par l'aile « orthodoxe » du parti. Kautsky est effectivement à l'origine du virage que l'on peut résumer à la fameuse distinction entre « guerre d'usure » et « guerre offensive ». Selon Kautsky, en raison de ses positions préalablement conquises, la classe ouvrière allemande était en condition de mener une « guerre d'usure », c'est-à-dire de saper de l'intérieur le régime bourgeois. Les institutions les plus adéquates pour mener cette « guerre d'usure » n'étaient autres que les syndicats et le parlement. Dans sa polémique contre les positions défendues par l'aile gauche du parti, Anton Pannekoek et Rosa Luxemburg, Kautsky soulignait que « l'objectif de notre lutte continue à être la même : la conquête du pouvoir d'Etat par le biais de l'obtention d'une majorité parlementaire et le passage du parlement à des fonctions de gouvernement. En aucun cas nous ne cherchons à détruire le

pouvoir de l'Etat »[22].

Pannekoek répond à Kautsky en soulignant le rapport proportionnellement inverse existant entre la force du prolétariat d'une part et l'impuissance de la fraction social-démocrate au parlement de l'autre. Quasi simultanément, bien que sans pour autant intervenir au sein du débat traversant à l'époque la social-démocratie allemande, Lénine mettait en exergue dans son article « Marxisme et révisionnisme » la nécessité de défendre une politique diamétralement opposée à celle défendue par Kautsky en soulignant comment « le parlementarisme n'élimine en aucune sorte mais met au contraire à nu le caractère d'oppression de classe inné qu'exercent mêmes les républiques bourgeoises les plus démocratiques ». Tout en permettant une participation des masses opprimées aux événements politiques dont elles étaient auparavant exclues, Lénine montrait également combien parlementarisme et démocratie bourgeoise ne pouvaient amortir les crises mais au contraire exacerber les antagonismes de classe au moment de la révolution. « Quiconque, écrit Lénine en 1908, ne comprend pas l'inéluctable dialectique intérieure du parlementarisme et du démocratisme bourgeois, laquelle conduit à une solution du conflit, encore plus tranchée qu'autrefois, par la violence exercée contre les masses, ne saura jamais faire sur le terrain de ce parlementarisme une propagande et une agitation conformes à nos principes et susceptibles de préparer en fait les masses ouvrières à participer victorieusement à ces "conflits" »[23]. L'exemple même de ce manque de préparation au cours d'une étape par-

[19] Voir A. Artous, « Orphelins d'une stratégie révolutionnaire? », *Critique Communiste* n° 179, mars 2006.

[20] Nous avons déjà discuté de cette question dans C. Cinatti « La actualidad del análisis de Trotsky frente a las nuevas (y viejas) controversias sobre la transición al socialismo », in *Estrategia Internacional* n°22, Buenos Aires, novembre 2005.

[21] Dans une lettre adressée au révolutionnaire italien Pietro Tresso ainsi qu'à d'autres camarades, Trotsky leur rappelle que la position de Hilferding n'était pas si éloignée de celle défendue par Kamenev et Zinoviev à la veille de la révolution d'octobre 1917. En se prononçant « contre l'insurrection, ils défendaient l'idée d'attendre la réunion de l'Assemblée constituante pour créer "un Etat combiné" par la fusion entre l'Assemblée constituante et les soviets d'ouvriers et de paysans ». Trotsky conclut en soulignant que les bolcheviques soutenaient une ligne politique claire par rapport à l'Assemblée Constituante mais qu'il existait une distinction fondamentale : « Dans un cas (avec Lénine) il s'agissait de la formation d'un Etat prolétarien. Dans l'autre (avec Zinoviev, Kamenev, Hilferding) il s'agissait d'une combinaison constitutionnelle de deux Etats de classes ennemies avec l'intention d'éviter une insurrection prolétarienne qui aurait pris le pouvoir ». Voir L. Trotsky, « Problèmes de la révolution italienne », 14/05/1930, [www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1930/05/300514a.htm](http://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1930/05/300514a.htm)

[22] K. Kautsky, « La nouvelle tactique », article publié en espagnol dans *Debate sobre la huelga de masas, Pasado y Presente, México*, 1976, p.120-121.

lementaire réside dans les alliances ou les cartels électoraux avec des secteurs réformistes ou libéraux qui « ne font qu'émousser la conscience des masses, qu'au lieu d'accentuer ils atténuent la portée véritable de leur lutte, en liant les combattants aux éléments les moins aptes à combattre, les plus prompts à la défaillance et à la trahison »[24]. L'expression la plus aboutie de cette tendance n'est autre que le « ministérialisme », c'est-à-dire la participation directe à des gouvernements bourgeois.

C'est cette « dialectique », que critiquent Lénine et de manière similaire Pannekoek, qui finit par s'imposer en Allemagne. On connaît également la fin. La soi-disant « stratégie d'usure » de Kautsky finit par saper la capacité révolutionnaire de la social-démocratie et du prolétariat allemand en le conduisant à la défaite en défaite. La social-démocratie démontra ainsi qu'elle n'était en rien un parti construit pour la lutte de classes. Face à l'imminence de la Première Guerre non seulement la social-démocratie fut incapable d'organiser la moindre grève générale de masse mais l'ensemble du groupe parlementaire, à l'exception notable de Liebknecht, vota les crédits de guerre dont avait besoin l'Etat allemand pour se jeter à bras le corps dans la première des boucheries mondiales. On peut tracer un parallèle avec une autre des grandes catastrophes allemandes, la montée du nazisme. Quelques années après, le philosophe Walter Benjamin concluait à ce sujet que « le conformisme dès l'origine inhérent à la social-démocratie n'affecte pas seulement sa tactique politique, mais aussi ses vues économiques. C'est là une des causes de son effondrement ultérieur. Rien n'a plus corrompu le mouvement ouvrier allemand que la conviction de nager dans le sens du courant »[25].

Antoine Artous essaie d'éviter la critique en s'interrogeant sans même tenter de répondre si la « radicalisation de la démocratie » que la LCR pose comme horizon politique n'est pas en ultime instance similaire aux positions des aus-

tro marxistes des années 1920 ou à celles défendues par l'eurocommunisme. Sans pour autant mettre sur le même plan la LCR et le réformisme ouvrier traditionnel propre à la II<sup>e</sup> Internationale qui pensait que le renforcement social et politique du prolétariat aurait ouvert la voie à une transition pacifique et évolutive au socialisme, les prises de position des dirigeants de la LCR par rapport au rôle qu'aurait à jouer selon eux la démocratie bourgeoise, transformant ses mécanismes, à l'image du suffrage universel ou le système d'assemblée, en des principes abstraits, rend cependant la comparaison inévitable.

La direction de la LCR agit comme si le XX<sup>e</sup> siècle avait eu lieu en vain. Comment ne pas songer à la manière dont même dans les pays où la tradition démocratique est la plus ancrée, en cas de crise économique, de montée de la lutte de classe ou d'une situation quelconque de « crise nationale » qui en vient à briser le consensus entre les classes fondamentales, la démocratie bourgeoise se dégrade et se transforme en bonapartisme, sa base sociale traditionnelle a tendance à se tourner vers des instruments politiques permettant la restauration de l'ordre facilitant ainsi les tâches de la contre-révolution par le biais de l'instauration de régimes fascistes ? C'est-là qu'est à rechercher les causes de la tragédie du prolétariat allemand qui ne sut combattre par des méthodes révolutionnaires la montée du nazisme. Même dans des moments dits « normaux » et dans le cadre des mécanismes classiques de la démocratie parlementaire, ce genre de situation peut se lire par exemple dans la base électorale dont dispose le FN en France ou encore dans la bonapartisation du régime étasunien à la suite des attentats du 11 septembre. Bien que les dirigeants de la LCR insistent sur le fait que leur nouvelle orientation ne signifie en rien d'un retour à la vieille stratégie de conquête graduelle du pouvoir par voie parlementaire, la « démocratie jusqu'au bout » et le « ministérialisme » y ressemblent à s'y méprendre.

## A propos du gouvernement ouvrier

Nous venons d'aborder une des principales discussions stratégiques qui traverse aujourd'hui la LCR : dans les pays capitalistes avancés, le double pouvoir ne pourrait émerger « de l'extérieur » mais uniquement à partir des institutions politiques existantes.

Il existe une autre question centrale liée à ce débat au sein duquel prime « la guerre de positions » : celle de la participation ou non des révolutionnaires à des gouvernements (bourgeois) « de gauche » dirigés par des partis ouvriers réformistes ou socio-libéraux et, problème subsidiaire, la question des voies tactiques afin de capitaliser un espace fondamentalement électoral au sein de secteurs du monde du travail qui ne se retrouvent plus sur les positions des partis réformistes traditionnels.

Il semble en ce sens que la discussion au sujet de la tactique du gouvernement ouvrier répond spéculativement au débat au sujet du seuil minimal en fonction duquel une organisation révolutionnaire pourrait participer à des institutions gouvernementales de la bourgeoisie.

Bensaïd se base pour ce faire sur les discussions qui ont traversé la III<sup>e</sup> Internationale en 1921 au sujet de la proposition faite à l'époque par le KPD d'intégrer le gouvernement de Saxe au sein duquel sociaux-démocrates et communistes auraient été majoritaires.

Selon Bensaïd la discussion aurait été tranchée de façon ambiguë dans la mesure où certains auraient, à l'image de Zinoviev, confondu gouvernement ouvrier et dictature du prolétariat et, par conséquent, auraient posé des conditions totalement démesurées pour rendre possible la création d'une formation gouvernementale de transition. Pour Bensaïd les conditions en fonction desquelles une organisation révolutionnaire aujourd'hui devrait participer à un gouvernement ouvrier devraient être

[23] V. Lénine, *Marxisme et révisionnisme*, 1908, [www.marxists.org/francais/lenin/works/1908/04/vil19080403.htm](http://www.marxists.org/francais/lenin/works/1908/04/vil19080403.htm)

[24] *Ibid.*

[25] W. Benjamin, « Sur le concept d'Histoire (1940) », in *Oeuvres III*, Gallimard, Paris, 2000.

revues à la baisse. Elles consisteraient fondamentalement en trois points « a) que la question d'une telle participation se pose dans une situation de crise ou du moins de montée significative de la mobilisation sociale, et non pas à froid ; b) que le gouvernement en question se soit engagé à initier une dynamique de rupture avec l'ordre établi (par exemple -plus modestement que l'armement exigé par Zinoviev- une réforme agraire radicale, " incursions despotiques " dans le domaine de la propriété privée, abolition des privilèges fiscaux, rupture avec les institutions de la cinquième république en France, des traités européens, des pactes militaires, etc) ; c) enfin que le rapport de force permette aux révolutionnaires sinon de garantir la tenue des engagements du moins de faire payer au prix fort d'éventuels manquements »[26]. Avec de tels arguments la LCR n'actualise en rien un vieux débat. Elle semble au contraire justifier sa politique de capitulation face au gouvernement Lula ainsi que son adaptation au chavisme et au gouvernement vénézuélien, ce sur quoi la LCR est suivie par la quasi-totalité de l'extrême gauche.

En réalité le débat au sein de la III<sup>e</sup> Internationale avait permis de résoudre la question en précisant que la tactique du « gouvernement ouvrier » n'était que la conclusion logique de la tactique du front unique, un des débats centraux de l'époque d'ailleurs. Cette tactique de surcroît permettait de répondre à la relative marginalité par rapport au mouvement de masse à laquelle étaient condamnés les partis communistes occidentaux dans un moment de reflux de la poussée révolutionnaire.

Dans son « Rapport sur le Quatrième Congrès de l'Internationale Communiste » lu lors du X<sup>e</sup> Congrès des Soviets en décembre 1922, Trotsky expliquait ainsi que l'importance de la consigne de gouvernement ouvrier ne résidait pas tant dans les possibilités de sa réalisation si ce n'est en cela que cette consigne permettait « d'opposer politiquement la classe ouvrière dans son

ensemble à toutes les autres classes, c'est-à-dire à toutes les fractions politiques du monde bourgeois ». C'est en ce sens que le dialogue qu'ouvrait l'IC avec des masses qui ne partageaient pas l'objectif stratégique de la révolution socialiste revenait à dire « Ouvriers socialistes, syndicalistes, anarchistes, ouvriers sans parti ! On vous baisse les salaires, on vous augmente la journée de travail, le coût de la vie augmente. Ces choses n'arriveraient pas si les ouvriers malgré leurs différences pouvaient s'unir et mettre sur pied leur propre gouvernement ».

En ce qui concerne la participation du KPD allemand au « gouvernement ouvrier » de Saxe, la direction de la III<sup>e</sup> Internationale conseillait que « si vous, nos camarades communistes allemands, étiez de l'avis qu'une révolution est possible dans les prochains mois en Allemagne, alors nous vous conseillerions de participer en Saxe à un gouvernement de coalition et d'utiliser vos postes ministériels en Saxe pour progresser dans nos tâches politiques et organisationnelles pour transformer la Saxe pour ainsi dire en terrain de manoeuvres communiste, de sorte que nous ayons un bastion révolutionnaire déjà renforcé dans une période de préparation à l'éclatement prochain de la révolution. Cela serait uniquement possible si la pression de la révolution se fait déjà sentir, uniquement si elle se trouve déjà à portée de main. (...) Mais à l'heure actuelle vous ne joueriez en Saxe qu'un rôle d'appendice, celui d'appendice impuissant parce que le gouvernement de Saxe lui-même est impuissant face à Berlin et que Berlin, c'est le gouvernement bourgeois »[27].

La consigne de « gouvernement ouvrier » avait donc un sens précis. Il s'agissait d'un instrument de dialogue qui permettait de faire avancer des secteurs du mouvement ouvrier afin d'affronter le régime bourgeois dans son ensemble. De la même manière, la participation à un gouvernement ouvrier réformiste -local dans le cas

du gouvernement de Saxe- ne pouvait être qu'une brève transition en vue de l'organisation de la prise du pouvoir. Sans cela, il ne se serait agi que d'une gestion ouvrière d'un Etat capitaliste. Par la suite, dans Le Programme de transition, la consigne de gouvernement ouvrier prend deux sens distincts. Il s'agit d'une part de popularisation du concept de dictature du prolétariat. De l'autre, cette consigne consiste en une tactique spécifique destinée à démasquer les vieilles directions alliées à la bourgeoisie. Dans les deux cas, la consigne de gouvernement ouvrier n'en a pas moins un contenu hautement anti-capitaliste et anti-bourgeois.

Cet aspect du débat mené à l'intérieur de la III<sup>e</sup> Internationale n'a donc rien à voir avec la discussion en cours au sein de la LCR qui tourne en revanche autour de la question de la « gestion municipale » ou de la participation à des majorités (municipales) locales -avec pour seule exigence qu'il ne s'agisse pas de majorités menées par le PS-, avec pour modèle l'expérience de Porto Alegre. Bien que Bensaïd prenne ses distances par rapport à la participation de Miguel Rossetto, dirigeant de Démocratie Socialiste (DS, section brésilienne du SU), en tant que ministre du gouvernement Lula, il s'agirait cependant de comprendre dans quelle mesure le « ministérialisme » n'est rien d'autre que la conclusion logique du « municipalisme », c'est-à-dire de la gestion du gouvernement municipal de Porto Alegre en tant qu'aile gauche du PT. Sur ce point d'ailleurs il n'y a jamais eu de véritable autocritique vis-à-vis de la politique opportuniste de la section brésilienne qui l'a menée en définitive à intégrer le gouvernement Lula[28].

### **Encore une fois sur la dictature du prolétariat**

Dans sa fameuse lettre à son ami Joseph Weydmeyer, Marx soulignait de manière lapidaire que son plus grand apport n'avait pas été d'avoir souligné la centralité de la lutte de classe com-

[26] D. Bensaïd, art. cit.

[27] L. Trotsky, « Report on the Fourth Congress of the IC », in *First five years of the Communist International*, Vol. II, New York, Pathfinder, p. 324-326.

[28] Bensaïd souligne ainsi dans « Le retour de la question politico-stratégique » que les dirigeants du SU et de la LCR avaient exprimé oralement leurs réserves quant à la participation de Rossetto au gouvernement Lula mais qu'ils avaient préféré ne pas en faire

me moteur de l'histoire mais que « la lutte des classes mène nécessairement à la dictature du prolétariat [et que] cette dictature elle-même ne représente qu'une transition vers l'abolition de toutes les classes et vers une société sans classes »[29].

Pour les marxistes la « démocratie » n'est pas une forme politique générale mais la forme politique d'un Etat fonctionnelle à la domination d'une classe. Par conséquent la « démocratie bourgeoise », même la « démocratie jusqu'au bout » -qui ne saurait être autre chose il nous semble qu'un régime dominé par une majorité parlementaire de partis ouvriers-, continue à être la « meilleure enveloppe » de la domination brutale et despotique du capital.

Nous n'affirmons rien de nouveau en reprenant cette affirmation. Nous nous contentons d'actualiser en fonction de l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle ce qui était déjà source de polémique entre les bolcheviques, Kautsky, Hilferding et les intellectuels sociaux-démocrates les plus critiques du régime soviétique. Comme le soulignait Lénine, « La dictature du prolétariat ressemble à la dictature des autres classes parce qu'elle est provoquée, comme toute espèce de dictature, par la nécessité de réprimer violemment la résistance de la classe qui perd la domination politique. Le point fondamental qui sépare la dictature du prolétariat de celle des autres classes (...) consiste en ce que la dictature des éléments féodaux et de la bourgeoisie était l'écrasement violent de la résistance de l'énorme majorité de la population, de la classe laborieuse, tandis que la dictature du prolétariat est l'écrasement, par la force, de la résistance des exploités, c'est-à-dire d'une infime minorité de la population: les propriétaires fonciers et les capitalistes »[30].

La conséquence politique de la dictature du prolétariat selon Lénine n'est autre qu'un changement des institu-

tions démocratiques qui permet qu'en « profite effectivement » la grande majorité des opprimés et des exploités sous le capitalisme. C'est en ce sens que la démocratie soviétique comme forme politique de la dictature du prolétariat n'est pas compatible avec les formes politiques parlementaires de la démocratie bourgeoise. Cela impliquait bien entendu une lutte d'autant plus décidée contre la réaction bourgeoise qui ne pouvait qu'augmenter en se voyant privée de son pouvoir et de sa propriété, une réaction dont la base, en plus du « capital international », résidait également « dans la force de l'habitude, dans la force de la petite production » qui engendre le capitalisme et la bourgeoisie constamment, chaque jour, à chaque heure, d'une manière spontanée et dans de vastes proportions »[31].

Dans sa polémique contre Kautsky Trotsky soulignait que « celui qui désire la fin ne peut rejeter les moyens ». En ce sens, l'abandon de la dictature du prolétariat signifie l'abandon de la stratégie révolutionnaire et le point de vue de la classe ouvrière substitués par « l'illusion démocratique » propre aux classes moyennes « progressistes » qui alimentent l'espoir d'amortir ainsi les contradictions sociales et en dernière instance l'affrontement inévitable entre révolution et contre-révolution, et cela à travers le suffrage universel et les institutions de la démocratie parlementaire.

La LCR présuppose que par son seul fait d'être un instrument de domination de classe la dictature du prolétariat renferme un autoritarisme de fond qui ne saurait se limiter à la répression des anciennes classes possédantes ou à un régime d'exception afin d'affronter l'offensive de la contre-révolution comme cela fut le cas en Russie pendant la guerre civile. La Ligue se fait en grande mesure l'écho d'un bilan du soviétisme qui est devenu doxa au sujet du caractère inévitable de la bureaucratisation de l'URSS –et en

dernière instance de toute révolution ouvrière- en fonction du processus de nationalisation et de concentration des principaux moyens de production, ce que la LCR appelle d'ailleurs « despotisme d'usine ».

Dans son analyse la Ligue s'attache à souligner les caractéristiques des pays avancés afin de justifier une plus grande continuité des formes de démocratie bourgeoise comme « antidote » contre la bureaucratisation et contre le soi-disant « corporativisme » de la démocratie soviétique et non pour penser les avantages énormes qu'impliquerait la prise du pouvoir par le prolétariat dans un ou plusieurs de ces pays avancés. Comme Trotsky le mettait en exergue, l'amplitude et la profondeur de la démocratie ouvrière sont historiquement déterminées : « plus est grand le nombre des états qui s'engagent dans la révolution socialiste, plus les formes de dictature seront libres et souples, et plus la démocratie ouvrière sera large et profonde ».[32]

### **L'appel pour le Nouveau Parti Anticapitaliste. A « nouvelle époque », « nouveau parti » ?**

Le débat sur la construction d'un parti plus large que l'actuelle LCR a commencé à sortir des cercles internes de la Ligue au moment des élections présidentielles de mai 2007. Un important secteur de la direction de la LCR s'est effectivement alors prononcé en faveur de la présentation d'une candidature unique au sein du camp « anti-libéral » regroupant le large éventail des « non » remontant au référendum sur le Traité Constitutionnel Européen (TCE) de mai 2005. Ce « front hétérogène » du « non » regroupait en son sein la « gauche anti-libérale », soit une aile du PS (minoritaire au sein de la direction même si la base électorale du PS a largement voté contre le TCE), le PCF, le mouvement altermondialiste français, à commencer

---

*une question de principes en optant pour accompagner l'expérience plus qu'administrer des leçons de l'extérieur.*

[29] K. Marx, « Lettre à J. Weydemeyer », 05/03/1852.

[30] V.I. Lénine, « Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne, Premier Congrès de l'IC », (mars 1919).

[31] V.I. Lénine, *Le gauchisme, maladie infantile du communisme*, 1920, [www.marxists.org/francais/lenin/works/1920/04/gauchisme.htm](http://www.marxists.org/francais/lenin/works/1920/04/gauchisme.htm)

[32] L. Trotsky, « 90 ans de Manifeste Communiste », 30/10/1937, [www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1937/10/371030.html](http://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1937/10/371030.html)



par une de ses figures de proue, José Bové, ainsi que l'extrême gauche. Bien que mis en minorité sur le thème de la candidature unique, le secteur de la direction de la LCR qui se faisait le chantre d'une telle candidature s'est refusé de faire campagne pour Olivier Besancenot. Les résultats du premier tour de la présidentielle de 2007 ont quant à eux été relativement favorables à la Ligue, laissant apparaître le niveau de décomposition des principales formations « antilibérales », à commencer par le PCF, faisant ainsi voir clairement sa perte d'influence.

Le début de la résistance sociale menée par cheminots et par les étudiants face aux mesures anti-populaires du gouvernement Sarkozy-Fillon a à nouveau posé la question de la nécessité que ces luttes et mouvements sociaux trouvent une expression politique au sein d'une opposition organisée face au gouvernement. En vue de son prochain Congrès, la direction de la LCR a ainsi lancé publiquement cette discussion en la centrant autour de la nécessité de construire un « Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA), Ecologiste, Féministe, Internationaliste ». Ce virage politique vers des positions plus nuancées a suscité un certain enthousiasme au sein des secteurs les plus à gauche de la Ligue qui ont pu le percevoir comme une manière d'élargir la base la Ligue en maintenant son ancrage à l'extrême gauche. Il s'agit cependant d'un appel suffisamment ambigu et indéterminé afin de laisser la porte ouverte à des fusions avec des secteurs provenant de la mouvance antilibérale au sein d'un parti sans profil révolutionnaire ni contenu de classe.

La discussion au sujet du caractère du NPA a d'importantes conséquences programmatiques. Francis Sitel, un des membres de la direction de la LCR le plus ouvert à une convergence au sein du NPA avec des secteurs réformistes, affirme dans sa contribution au débat stratégique sur le nouveau parti que « réformes et révolution ne se présentent pas comme les branches d'une al-

ternative, mais comme un couple qu'il s'agit de mettre en mouvement : quelles que soient les formules utilisées - " la révolution pour défendre les réformes imposées ", ou l'exigence de " réformes pour débloquent la dynamique révolutionnaire "...-, l'idée apparaît largement partagée. On peut considérer qu'un " parti large " se définira comme un parti de réformes, et qu'en son sein la révolution sera défendue comme une option, sans doute d'abord minoritaire. Quant au gouvernement auquel il serait susceptible de participer, il s'affirmerait sans doute " réformiste ", au sens qu'il serait déterminé à engager de telles réformes, conscient qu'elles conduiront à un affrontement avec le capitalisme »[33]. Cette adaptation à un programme minimal, néo-réformiste, devrait avoir pour objectif de répondre à une période historique au sein de laquelle la révolution serait « au-delà de notre horizon visuel ».

Daniel Bensaïd répond à Sitel en se contentant de souligner que si ce dernier peut avoir raison, il ne faudrait en rien « inventer entre nous le programme minimum (de réformes) pour un " parti large " hypothétique »[34]. Afin de dépasser l'écueil de la dissociation entre programme minimum et programme maximum il suffirait selon Bensaïd de poser le fait que « l'antilibéralisme conséquent » ne pourrait que déboucher sur l'anticapitalisme. Il n'en est rien dans la mesure où il existe des secteurs bourgeois et petit-bourgeois qui se considèrent « antilibéraux » et dont les programmes les opposent totalement aux intérêts de classe du monde du travail. La définition de « l'anticapitalisme » quant à elle est extrêmement vague dans la mesure où elle englobe les marxistes révolutionnaires avec les néo-autonomistes, les anarchistes, les courants critiques du capitalisme, c'est-à-dire des courants opposés en dernière instance à la lutte pour l'objectif « maximum » : la prise du pouvoir politique par les travailleurs et la construction du socialisme.

Bien que Bensaïd soutienne qu'il y a

« en fait, entre les protagonistes de la controverse de Critique communiste, convergence sur le corpus programmatique inspiré de La catastrophe imminente ou du Programme de transition »[35], on ne pourrait qu'objecter que l'affirmation selon laquelle on arrive à la révolution en luttant conséquemment pour des réformes n'est en rien la méthode que propose Trotsky dans le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale afin de dépasser le clivage entre conditions objectives existant et arriération de la conscience des masses. Ce programme entend à l'inverse constituer par le biais d'un système de revendications transitoires (combinant revendications minimales et démocratiques à des revendications transitoires allant vers le socialisme) un pont entre les revendications actuelles et le programme socialiste de la révolution.

Pour Bensaïd, un exemple concret de politique correcte de construction d'un « parti large » serait l'expérience de la section brésilienne du Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale (SU) ou encore l'exemple italien ou portugais. Dans le cas du Brésil, « nous avons participé à la formation du PT (pour le construire et non dans une optique tactique entriste) en continuant à y défendre nos positions »[36]. C'est cependant la politique soutenue par DS visant à développer le PT comme un parti réformiste pendant des années qui a mené logiquement dans un premier temps à la participation aux majorités municipales puis à l'entrée directe au gouvernement « néo-libéral » bourgeois de Lula.

Le virage stratégique consistant à abandonner la dictature du prolétariat, les discussions théoriques ouvertes sur la continuité des institutions de la démocratie bourgeoise dans une société de transition, les politiques opportunistes des organisations membre du SU à l'image de DS dans un premier temps et du PSOL aujourd'hui démontrent que même si dans un futur proche la LCR ne fusionnera pas en une même organisation avec des courants réformistes, en

[33] F. Sitel, « Stratégie révolutionnaire : résurgences et cours nouveaux », in *Critique Communiste* n°179, p.140.

[34] D. Bensaïd, "Sur le retour de la question politico-stratégique", in *Critique Communiste* n°179.

[35] *Ibid.*

[36] *Ibid.*

remisant toute référence au trotskysme, la Ligue prépare le terrain permettant la liquidation de la base même de l'organisation révolutionnaire. La bataille au sujet du caractère révolutionnaire du « nouveau parti » ne pourra donc se limiter à des questions tactiques ou formelles mais devra affronter en profondeur toutes les discussions théoriques et stratégiques que nous n'avons fait ici qu'aborder.

## **RESPECT et la tactique du front unique. Une polémique contre le SWP anglais**

La direction du SWP britannique s'est fondée sur le rôle joué par la coalition anti-guerre Stop the War, un front unique d'organisations ayant été à l'origine des puissantes mobilisations contre la guerre en Irak en 2003, afin de justifier la fondation de RESPECT. Il s'agissait d'un bloc électoral impulsé par le SWP au sein duquel on pouvait trouver des hommes politiques marginalisés de la vie politique institutionnelle tel que l'ex député du Labour George Galloway ainsi que des dirigeants laïcs ou religieux de la communauté musulmane de Grande-Bretagne, commerçants ou figures religieuses pour la plupart, et même quelques bourgeois.

L'objectif que se fixait le SWP était celui de « créer une alternative électorale crédible au Parti travailliste (Labour) » autour « d'une plateforme minimale qui

était pourtant une plateforme maximale pour nos alliés –ainsi que pour des milliers de personnes qui avaient milité activement dans le mouvement anti-guerre-, une plateforme cependant parfaitement compatible avec nos objectifs à long terme »[37]. C'est sur cette même base logique consistant à vouloir occuper un espace électoral qui n'est pas tant l'expression de la radicalisation politique que celui d'un mécontentement du monde du travail à l'égard des partis socio-libéraux que la direction est intervenue dans le débat au sein de la LCR française à l'approche des présidentielles de 2007 en soutenant la nécessité d'une candidature antilibérale unique.

Le SWP affirme pour sous-tendre ce choix qu'il ne fait que suivre « la méthode du front unique telle qu'elle fut développée par Lénine et Trotsky au début des années 1920 puis réélaborée par Trotsky face la montée du nazisme au début des années 1930 »[38]. Dans des textes antérieurs un des dirigeants du SWP, John Rees, entendait déjà justifier cette orientation populiste en se fondant sur la leçon des soviets d'ouvriers, paysans et soldats dans la Russie révolutionnaire en affirmant qu'il s'agissait là « d'une alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, une classe petite-bourgeoise par excellence »[39]. Cette analogie ne résiste pas au moindre questionnement. Les soviets étaient des organes d'autodétermination des masses qui sous la direction des bolche-

viques ont pris le pouvoir. Il s'agissait en ce sens de la plus haute expression du front unique, organisant l'ensemble des opprimés sous la direction du prolétariat. L'alliance de classes qui rendit possible la Révolution russe n'impliquait en aucune façon un programme commun des bolcheviques avec les partis paysans. Bien, le parti bolchevique avait inclus à son programme la problématique agraire afin de tenter de gagner les paysans pauvres et sans terre ainsi que le prolétariat rural au programme de la révolution.[40]

Revenons un instant sur les positions classiques de l'analyse du front unique ouvrier afin de démontrer que la politique d'alliance proposée par le SWP est bien distante des tactiques révolutionnaires de Lénine et de Trotsky.

L'Internationale Communiste a discuté et a voté au début des années 1920 la tactique du front unique ouvrier pour les pays capitalistes avancés[41], une orientation qui avaient pour objectif d'accélérer l'expérience du mouvement ouvrier avec la social-démocratie. Cette orientation était principalement dirigée aux partis communistes occidentaux dont la force atteignait « un tiers de l'avant-garde organisée, un quart, ou même la moitié ou plus », des PC qui avaient donc une influence considérable au sein de l'avant-garde ouvrière, insuffisante cependant pour en disputer la direction aux réformistes.

[37] « *The Socialist Workers Party and RESPECT* », déclaration du CC, 03/11/07.

[38] *Ibid.*

[39] J. Rees, « *Socialism in the 21st century* », in *International Socialism* n°100, p.30.

[40] La confusion est encore plus grande si l'on s'en réfère au débat ouvert à la suite de la crise de RESPECT. Le groupe IST de Nouvelle Zélande, aligné sur les positions de G. Galloway et celle du groupe du SU en Grande-Bretagne affirme considérer RESPECT ainsi que « d'autres « formations larges » de gauche comme Die Linke en Allemagne, le Bloco d'Esquerda au Portugal, le PSUV au Venezuela et le RAM de Nouvelle Zélande comme « des formations transitionnelles dans le sens que lui donnait Trotsky (sic.) », le « programme et l'organisation devant répondre à la conscience moyenne- afin de forger une unité dialectique entre le principe révolutionnaire et la conscience réformiste des masses ». Voir D. Lawless, « *Open letter from Socialist Worker, New Zeland, A letter to all members of the SWP (Britain)* » in *International Viewpoint* n°393, octobre 2007, p.26-27.

[41] Pour ce qui est de la tactique du « front unique anti-impérialiste » discutée au cours de ce même Congrès, nous considérons, comme nous l'avons déjà affirmé dans d'autres articles, qu'elle se trouve en étroite relation avec une théorie de la révolution anti-coloniale antérieure au développement et à la défaite de la Révolution Chinoise. C'est en ce sens que nous soutenons qu'elle fut dépassée par la systématisation de la théorie de la révolution permanente de Trotsky. Pour preuve, Trotsky n'a par la suite jamais plus eu recours à la tactique de front unique anti-impérialiste: le résultat d'une tactique de ce type remplacerait la stratégie de ouvrière par la collaboration de classes avec la bourgeoisie nationale, en défendant dans les faits une stratégie populiste pour les pays capitalistes de la périphérie. Quelques courants qui se réclament trotskistes, comme le Parti Ouvrier d'Argentine d'Altamira reprennent cependant cette tactique pour justifier, par exemple, leur soutien électoral à Evo Morales en Bolivie. Pour une polémique sur ce thème voir J. Dal Maso, « *Ilusión gradualista* », in *Lucha de Clases* n° 7, Buenos Aires, juin 2007.

La tâche préparatoire de ces partis consistait donc à arracher la majorité du prolétariat à l'influence de la social-démocratie à travers des actions communes dans la lutte de classe. Le fondement de cette tactique était de conquérir la confiance des travailleurs à un moment où la révolution n'était pas à l'ordre du jour mais au cours duquel les luttes ouvrières pour les intérêts immédiats du monde du travail suivaient leur cours. Il s'agissait donc d'une tactique préparatoire en cela que, comme le notait Trotsky, cette lutte pour des intérêts immédiats « à notre époque, une époque émaillée de grandes crises impérialistes, est toujours le début d'une lutte révolutionnaire ».

Dans les années 1930 Trotsky a repris la tactique de front unique ouvrier entre le Parti Communiste et la Social-démocratie pour vaincre le nazisme en Allemagne. Dans ces discussions il remarquait que les opportunistes ne pouvaient pas distinguer entre un front parlementaire et un accord élémentaire pour intervenir dans une grève ou pour se défendre des groupes fascistes. Cette unité d'action dans la lutte contre le fascisme était comparable pour Trotsky à la politique des bolcheviques face au coup d'Etat de Kornilov en 1917.

A aucun moment donc, dans les années 1920 comme dans les années 1930, le front unique n'avait le contenu qu'entend lui donner le SWP aujourd'hui. Il ne s'agissait pas non plus d'un programme minimum « accep-

tables pour [les] alliés [du SWP, c'est-à-dire des politiciens bourgeois] et les électeurs » afin d'obtenir quelques sièges au Parlement ou dans les Conseils municipaux. Il ne s'agissait pas non plus d'une adaptation à la « conscience moyenne » de la classe ouvrière ou encore la recherche d'une « unité » au sein de l'opposition du gouvernement en place, autant d'objectifs qui aujourd'hui sous-tendent l'orientation d'alliances électorales comme RESPECT en Grande-Bretagne ou l'alliance PSOL-PSTU au Brésil.[42]

Trotsky soulignait à ce propos que, pour un marxiste, un problème ne se résout pas en rédigeant des textes citant avec profusion les classiques mais en adoptant une méthode correcte. En revanche, continuait Trotsky, « en ayant pour cap des méthodes correctes on peut facilement trouver les citations appropriées ». C'est en ce sens que nous nous en référons à nouveau à Trotsky pour discuter de la conception tout à fait spéciale du « front unique » défendue par le SWP. « Les accords électoraux, les compromis parlementaires entre le parti révolutionnaire et la social-démocratie sont utiles en règle générale à la social-démocratie. Les accords pratiques pour l'action de masse pour mener les objectifs de la lutte sont toujours utiles pour le parti révolutionnaire »[43]. Cette « règle générale » est applicable presque sans variation à RESPECT. Le SWP a commis presque à la lettre les erreurs politiques faisant le jeu des arrivistes et des opportunistes et qui affaiblissent la

politique révolutionnaire. Le SWP a non seulement réalisé une alliance électorale avec des personnages qui ne dirigent ou mobilisent aucun ouvrier. Il a de plus été guidé par une politique systématique de concessions programmatiques élémentaires, même sur le plan démocratique comme sur la question du droit à l'IVG par exemple, ou sur la question du salaire ouvrier moyen pour les parlementaires de RESPECT. Dans ces deux cas, Galloway était totalement contre.[44]

Le caractère populiste de la coalition et la tentative du SWP de maintenir son hégémonie sur les secteurs qui n'ont absolument rien à voir avec le socialisme et encore moins avec le mouvement ouvrier a finalement conduit à une crise très importante qui a secoué la coalition en août 2007 et a conduit par la suite à son éclatement pur et simple. [45]

Dans son bilan de la crise, la direction du SWP regrette qu'après les premiers succès électoraux de la coalition RESPECT se soit transformée en un tremplin pour des arrivistes qui cherchaient une plateforme leur permettant d'arriver au Parlement. Galloway lui-même manœuvra dès le début en se parachutant dans une circonscription des plus favorables alors que les dirigeants musulmans faisaient une campagne de proximité au sein de leur communauté d'origine à travers des promesses clientélistes.[46]

RESPECT n'a fait que bénéficier à quelques politiciens petits-bourgeois com-

[42] Voir infra [NdT]

[43] L. Trotsky, « For a workers' united front against fascism », 1931, reproduit dans *Bulletin of the Opposition* n°27, mars 1932.

[44] Le SWP regrette maintenant que Galloway n'ait pas répondu aux attentes, n'ait pas agi comme « tribun des opprimés » ou qu'il se trouve parmi les cinq parlementaires britanniques les plus riches (avec un revenu moyen de 300.000 livres sterling par an...). Le dirigeant de l'ISG (le groupe britannique du SU), Alan Thorne, en arrive même à défendre cyniquement Galloway en reprochant au SWP de s'être toujours battu « pour rabaisser le profil socialiste de RESPECT » ou encore que « toutes les publications sortaient au nom de RESPECT, sous son contrôle, sans même faire mention au socialisme ». A. Thorne, « Socialist Workers Party Respects », *International Viewpoint* n°393, novembre 2007.

[45] Galloway a ainsi appelé à affronter les « trotskystes » et a dénoncé les soi-disant manœuvres bureaucratiques du SWP. Avec lui se sont retirés de la coalition les personnalités « larges » les plus connues comme le cinéaste Ken Loach, les organisations musulmanes et même certaines organisations d'extrême gauche comme l'ISG qui a justifié Galloway tout en défendant le caractère électoral et réformiste de RESPECT.

[46] La direction du SWP affirme ainsi que « le succès électoral a apporté quelque chose de connu pour les membres du Labour Party qui était complètement nouveau pour la gauche non travailliste : l'opportunisme électoral a commencé à dominer RESPECT. Il y a même eu des cas d'individus qui disaient que, s'ils n'étaient pas renouvelés en tant que candidats de RESPECT, ils se présenteraient avec d'autres partis politiques – et un des conseillers municipaux de la circonscription de Tower Hamlets a justement fait cela en passant au Parti travailliste après avoir été élu ».

me Galloway mais n'a aidé en aucune manière la classe ouvrière britannique à avancer sur la voie de son indépendance politique par rapport au Parti travailliste. Loin d'admettre les erreurs de cette politique cependant le SWP prétend expliquer la crise de RESPECT en l'ancrant dans la crise plus générale de « l'extrême gauche européenne » en se basant par exemple sur le recul du mouvement altermondialiste, sans tirer un bilan sérieux de l'expérience de RESPECT mais en insistant au contraire sur cette orientation pour la Grande-Bretagne.

### **La crise des autres partis « antilibéraux »**

On peut songer, en plus de RESPECT, à nombre d'autres tentatives consistant à fonder sur une base électorale des partis ou des fronts larges. Quelques exemples sont suffisants pour démontrer que les programmes « antinéolibéraux » de ces nouvelles formations politiques sont totalement étrangers aux intérêts de la classe ouvrière.

Dans le cas du Brésil le PSOL s'est présenté aux dernières élections dans le cadre d'un « Front de Gauche » avec le Parti Socialiste des Travailleurs Unifié (PSTU)[47] sur la base d'un programme fondé sur une série de mesures capitalistes de type « développementistes » ou mettant l'accent sur les secteurs « productifs » de la bourgeoisie nationale brésilienne n'étant pas liée au secteur de la finance. Un des projets phare du programme consistait ainsi à exiger une baisse qui des taux d'intérêt. La candidate du Front, Heloisa Helena, membre du Secrétariat Unifié, ne s'est pas seulement prononcée au cours de la campagne contre le droit à l'avortement mais a activement participé par la suite à une campagne anti-IVG au Brésil.

Une fois élus, les députés du Front de Gauche ont logiquement suivi cette politique en votant en faveur de la réforme du marché du travail connue sous le nom de « Super-simples », une réforme visant à favoriser par des me-

sures d'exonération fiscale et de flexibilisation et de précarisation les PME brésiliennes. A la suite de cet épisode un certain nombre d'intellectuels de renom ont d'ailleurs publiquement rompu avec Helena.

Au Portugal le Bloco de Esquerda, un parti large fondé en 1999 par d'anciens maoïstes portugais, l'ancien PRS (section du Secrétariat Unifié) et le courant Ruptura/FER de la LIT-QI, a signé au mois d'août 2007 un accord de « gouvernabilité » avec le Parti Socialiste Portugais, alors au gouvernement et étant à l'origine d'une offensive anti-ouvrière en règle, dans le cadre du Conseil municipal de Lisbonne. Le Bloco qui compte un groupe parlementaire de huit députés a continué à participer au Parti de la Gauche Européenne, un courant dirigé par Refondation Communiste y compris après la décision du PRC de participer au gouvernement Prodi en avril 2006 et après que le PRC a appuyé le maintien des troupes italiennes en Afghanistan.

La crise du Scottish Party (SSP) mérite que l'on s'y attarde également. Il s'agit-là d'un parti qui pendant des années avait été tenu, avec Refondation Communiste, pour un des modèles de « parti large » et avait obtenu de nombreux succès électoraux faisant entrer au parlement un certain nombre de ses dirigeants. Il a fini par exploser à la suite de la publication par la presse bourgeoise d'articles à scandale sur la vie privée d'un de ses principaux dirigeants, Tomy Sheridan. La crise du SSP réduit aujourd'hui à deux petits groupes rivaux n'a pas été le résultat d'importantes différences politiques ou de principes, mettant en évidence un niveau de déliquescence n'ayant bien entendu rien à voir avec la politique révolutionnaire.

On pourrait continuer cette liste d'exemples à l'envi. Même si les situations changent d'un pays à l'autre la conclusion inévitable de tout ces processus est que la politique des organisations qui se revendiquent trotskystes lorsqu'elles participent à des phénomènes surgissant objectivement, comme

cela a été le cas par exemple de Refondation Communiste au début des années 1990, a toujours été de se surbordonner aux directions réformistes sans lutter conséquemment pour une stratégie et un programme ouvrier révolutionnaire permettant de construire des tendances de gauche au sein de ces formations. Lorsqu'ils ont été les principaux promoteurs des « partis larges », comme dans le cas de RESPECT ces mêmes forces d'extrême gauche ont à l'inverse rabaisé leur programme à la hauteur de leurs alliés circonstanciels, y compris en agitant des revendications d'autres classes –essentiellement de la bourgeoisie « non monopoliste », ou encore de la petite-bourgeoisie.

Ceci ne signifie pas que les révolutionnaires ne doivent pas participer ou avoir de tactiques pour se lier aux nouveaux phénomènes politiques surgissant au sein du mouvement ouvrier même lorsqu'ils sont réformistes. C'est bien au contraire leur obligation lorsque ces organisations se mettent en place que de lutter pour gagner les meilleurs éléments pour une stratégie marxiste révolutionnaire.

C'est ce qu'illustre Trotsky aux cadres du SWP des États-Unis au sujet de la tactique de parti ouvrier en 1938 en abordant la dialectique existant entre le « parti large » et le parti révolutionnaire. « La nécessité d'un parti politique pour les ouvrier est générée par les conditions objectives mais notre parti est trop petit, avec trop peu d'autorité pour organiser les ouvriers en son sein. Voilà pourquoi nous devons dire aux ouvriers, aux masses, 'vous devez avoir un parti'. Trotsky poursuit en soulignant que le mot d'ordre de parti ouvrier indépendant « prépare et aide les ouvriers à avancer et prépare le chemin pour notre parti »[48].

Les « partis large » et les « fronts antilibéraux » ayant existé jusqu'à présent n'ont été qu'un énorme gaspillage de force militante qui ont servi en dernier ressort aux arrivistes voulant gagner un siège au Parlement et qui, après avo-

[47] Le PSTU du Brésil est la principale organisation de la Ligue Internationale des Travailleurs-Quatrième Internationale (LIT-QI) moréniste.

[48] L. Trotsky, "Les mouvements ouvriers aux États-Unis et en Europa: une comparaison", mai 1938.



ir obtenu leur fauteuil de député, ont déserté vers des partis bourgeois ou bien ont voté des lois anti-ouvrières à l'image des députés du PSOL ou de Galloway pour RESPECT.

## Partis et stratégies

Dans un vieil article paru en 1969 ayant pour cadre une discussion avec Jean-Paul Sartre l'intellectuelle communiste italienne Rossana Rossanda recourait à une vérité historique d'une grande simplicité : « la théorie de l'organisation, affirmait-elle, se trouve étroitement liée à l'hypothèse de révolution que l'organisation défend et ne peut en aucun cas s'en dissocier »[49].

Ce rapport existant entre la construction d'une organisation, ses tactiques et ses objectifs stratégiques –avec son « hypothèse stratégique pour la révolution »- a marqué toute l'histoire du Parti Bolchevique dont les tâches et la politique « en temps de paix » ou même pendant les périodes de réaction se fondaient sur la perspective de la révolution ouvrière qu'il se préparait à diriger[50].

Comme l'expliquait Lénine le bolchevisme n'a joué un rôle dirigeant en octobre 1917 et pendant la guerre civile que pour deux raisons fondamentales, tout d'abord en raison de ses solides bases théoriques mais également grâce à sa pratique au cours de ses quinze années d'existence dans les conditions spéciales de la Russie du début du siècle entre 1903 et 1917 qui lui ont permis de passer à travers une multitude d'expériences allant du « légal ou illégal, pacifique ou orageux, clandestin ou avéré, cercles ou mouvement de masse, parlementaire ou terroriste ». Cette particularité a permis qu'en une brève période de temps se concentre une grande variété de méthodes de lutte de classes et que la classe ouvrière comme conséquence de l'arriération du pays et du joug tsariste écrasant, mûrissait particulièrement vite et s'assimilait avec

avidité et utilement le « dernier mot » de l'expérience politique de l'Amérique et de l'Europe »[51].

Bien que dans des conditions historiques très différentes à celles ayant permis le développement du bolchevisme en Russie, c'est en ce sens que « les manoeuvres tactiques » que Trotsky recommandait aux groupes qui constituaient l'Opposition de gauche dans un premier temps puis la IV<sup>e</sup> Internationale, à l'image de l'entrisme ou de la tactique de parti de travailleurs, maintenaient un rapport dialectique étroit avec l'objectif de construction de partis ouvriers marxistes à des périodes où les rythmes s'accéléraient, la lutte de classes se faisait de plus en plus aiguë mais le rapport entre le prolétariat et le marxisme révolutionnaire était semé d'écueils et d'embûches en raison de l'existence des partis sociaux-démocrates réformistes ou des partis communistes stalinisés.

Il est bien évidemment nécessaire et prioritaire aujourd'hui que les révolutionnaires continuent à penser à des politiques transitionnelles et à des tactiques sur le terrain de la construction du parti permettant de jeter un pont vers les secteurs les plus avancés de l'avant-garde prolétaire. Ne pas suivre ce chemin signifierait courir le risque de la dégénérescence sectaire dans le cadre d'une période historique au cours de laquelle la perspective de la révolution ouvrière a disparue de l'horizon depuis trois décennies et que la chute du stalinisme et la restauration capitaliste a alimenté la propagande bourgeoise selon laquelle il n'existe aucune alternative au capitalisme.

La plupart des courants d'extrême-gauche manifestent un certain scepticisme historique à l'égard de la possibilité de reconstruire le marxisme révolutionnaire au sein de la classe ouvrière et qu'en définitive les masses puisse en venir à se soulever violemment contre le pouvoir bourgeois et remettre à l'ordre du jour la

perspective de la révolution sociale.

Les projets de « partis larges » et de « front antilibéraux » sont complètement opposés à une tactique politique qui, comme l'exprimait Trotsky avec la consigne de parti des travailleurs, en aidant les ouvriers à avancer vers l'indépendance politique vis-à-vis de la bourgeoisie et à intervenir dans la lutte politique, ouvrait le chemin du renforcement d'un parti marxiste révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

Sans délimitation de classe précise, sans un programme transitoire tendant vers un horizon révolutionnaire, sans une politique d'intervention audacieuse au sein de la lutte de classes actuelle, en prenant chaque lutte comme une véritable « école de guerre » pour lutter pour l'expulsion des bureaucraties syndicales, pour exercer la démocratie ouvrière, et en dernier ressort, encourager les tendances progressives qui vise à dépasser le corporatisme et à transformer la classe ouvrière en classe hégémonique, aucun front ou parti « antilibéral » ou « anticapitaliste » ne permettra à la classe ouvrière d'avancer dans une perspective révolutionnaire. Tout au contraire, ces projets « travailleront » pour la stratégie de classes ou secteurs de classes ennemis de la révolution.

En plus de la marginalité ou de l'influence quasi nulle des courants de la gauche trotskyste et de la nécessité de surmonter le « sectarisme », un des arguments les plus en vogue pour justifier les constructions « antilibérales » a trait à la nécessité de rénover le marxisme en fonction des changements survenu lors des dernières décennies. Cette « rénovation » apparente ressemble cependant plutôt à l'adoption des nouveaux « dogmes » antimarxistes de notre époque qui nous rappellent la révision théorique commencée par Bernstein à ses débuts. L'adaptation à la réalité telle qu'elle existe est aussi vieille que la politique et une fois de plus,

[49] R. Rossanda, « De Marx a Marx : clase y partido », in *Teoría marxista del partido político n°3, Pasado y Presente, Mexico, 1987, p.14.*

[50] Pour une vision plus approfondie de cette thématique, voir la série d'articles publiées au cours des mois de mai et juin 2006 dans *La Verdad Obrera*, « Lenin y la historia del Partido bolchevique ».

[51] V.I. Lénine, *Le gauchisme ou la maladie infantile du communisme, 1920.*

sur ce terrain, la nouveauté n'est que la répétition sur le mode d'un mauvais script des erreurs du passé.

Dans un texte de 1909 dirigé essentiellement aux mencheviques Trotsky décrivait quelques-unes des caractéristiques de l'opportunisme qu'il vaut la peine de rappeler car elles restent d'une brûlante actualité. « Dans les périodes où les forces sociales alliées et adversaires, par leur antagonisme comme par leurs interactions, amènent en politique un calme plat, quand le travail moléculaire du développement économique, renforçant encore les contradictions, au lieu de rompre l'équilibre politique, semble plutôt l'affermir provisoirement et lui assurer une sorte de pérennité, l'opportunisme, dévoré d'impatience, cherche autour de lui de "nouvelles" voies, de "nouveaux" moyens d'action. Il s'épuise en plaintes sur l'insuffisance et l'incertitude de ses propres forces et il recherche des "alliés". (...) Lorsque ces alliés de l'opposition ne peuvent le servir, il court au gouvernement : il persuade, il supplie, il menace... Enfin, il trouve lui-même une place dans le gouvernement (ministérielisme), mais seulement pour démontrer que, si la théorie ne peut devancer l'histoire, la méthode institutionnelle ne réussit pas mieux »[52].

Historiquement la rupture entre les intérêts immédiats et les objectifs historiques, entre la tactique et la stratégie, entre le « programme minimum » et le « programme maximum » a créé l'opportunisme politique et le révisionnisme théorique dans les courants du mouvement ouvrier. En mettant de côté les différences manifestes existant entre les différents courants d'extrême gauche, on peut reconnaître dans la LCR, le PSOL ou la DS au Brésil ou encore le SWP certaines caractéristiques de ce vieil opportunisme.

Comment ne pas penser sinon que croire que le « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle »

serait un « socialisme patronal » avec Chávez et la bourgeoisie du Venezuela, n'est rien d'autre qu'une contradiction absolue? Comment expliquer le « municipalisme » ou bien le « ministérielisme » de la LCR et du Secrétariat Unifié sans mentionner leur abandon d'une stratégie révolutionnaire et leur adaptation à la « normalité » de la démocratie bourgeoise? Comment interpréter, si ce n'est en s'en référant à l'opportunisme, les accords de gouvernabilité du Bloco d'Esquerda avec la social-démocratie au Portugal? Autrement dit, comment appeler une stratégie consistant à construire pendant toute une étape historique, des mouvements ou des partis larges mêlant révolutionnaires et réformistes?

L'histoire du XX<sup>e</sup> siècle a démontré à travers la Révolution russe de 1917 mais fondamentalement « en creux », négativement, qu'il est impossible construire un parti ouvrier marxiste dans le feu d'une période révolutionnaire et qu'au contraire, pour jouer un rôle décisif, ce parti doit avoir développé dans la période antérieure une insertion qualitative dans la classe ouvrière et une expérience pratique dans la lutte de classes qui ait mis à l'épreuve sa théorie, sa stratégie et sa capacité pour influencer les secteurs plus avancés du prolétariat.

Pour celles et ceux qui comme nous continuent à revendiquer la nécessité d'une révolution sociale qui en finisse avec le capitalisme, qui combattent pour la perspective de la dictature du prolétariat, pour le développement d'organes d'autodétermination de masses comme expression la plus élevée de l'intensification de la lutte de classes sur le chemin du pouvoir politique, pour « l'insurrection comme art », le pluri-partisme soviétique et le caractère international de la révolution, nous nous devons de continuer à intervenir dans les débats stratégiques en cours afin de recréer le marxisme révolutionnaire.

Comme le soulignait déjà le Programme de Transition, « La IV<sup>e</sup> Internationale ne recherche ni n'invente aucune panacée. Elle se tient entièrement sur le terrain du marxisme, seule doctrine révolutionnaire qui permette de comprendre ce qui est de découvrir les causes des défaites et de préparer la victoire »[53]. Comme nous l'avons souligné, ce ne sont pas-là les objectifs des projets opportunistes des « partis larges » sans aucune délimitation stratégique ni délimitation de classe. La discussion contre ces orientations politiques ne doit pas non plus nous entraîner à l'autoproclamation stérile propre aux groupuscules. Pour avancer vers la construction de véritables partis marxistes révolutionnaires il est nécessaire d'articuler tout un éventail de politiques transitoires qui permette d'accompagner et de favoriser le mouvement de la classe sur la voie de son indépendance politique.

Au Venezuela par exemple où les masses sont en train de réaliser une expérience avec le nationalisme bourgeois de Chávez, nos camarades de la JIR (Juventud de Izquierda Revolucionaria) proposent aux secteurs classistes qui militent dans la C-CURA (Corriente Clasista, Unitaria, Revolucionaria y Autónoma) de la UNT (Unión Nacional de Trabajadores)[54] et opposés à l'entrée au PSUV de Chavez d'organiser en commun la lutte pour un parti de travailleurs.

En Argentine le PTS fait un appel aux courants trotskistes qui n'ont pas adopté la politique de se dissoudre ou de s'allier avec les secteurs la gauche modérée et qui considèrent que les aspects fondamentaux de la stratégie révolutionnaire du bolchevisme conservent toute leur actualité (à l'image du Partido Obrero et des courants qui comme Izquierda Socialista et le MAS ont formé avec le PTS le Front de Gauche et des Travailleurs pour le Socialisme-FITS) à ouvrir un débat au sujet de la construction d'un parti commun marxiste révolutionnaire, démocratiquement centralisé –ce

[52] L. Trotsky, « Nos différences », juin 1909.

[53] L. Trotsky, *Le programme de transition*, 1938.

[54] Un des principaux dirigeants de ce courant, Orlando Chirino a soutenu le vote blanc lors du plébiscite sur la réforme constitutionnelle de décembre 2007. Même si le parti auquel appartenait l'ex PRS (Parti Révolution et Socialisme), aujourd'hui dissous, a soutenu Chávez lors des dernières élections présidentielles, à la différence d'autres courants du PRS, le secteur dirigé par Chirino n'est pas rentré dans le PSUV.

qui suppose la liberté de tendances- et intervenant en commun dans la lutte de classes afin de permettre à partir de l'expérience et la discussion de surmonter l'atomisation actuelle des forces de celles et ceux qui comme nous revendiquent les drapeaux du marxisme révolutionnaire. Bien que minoritaires, les forces d'extrême gauche marxiste disposent d'une force militante non négligeable et exercent une influence certaine sur les secteurs les plus avancés de la classe ouvrière et du mouvement étudiant. Elles pourraient ainsi constituer un pôle politique capable de disputer aux courants de gauche la direction des secteurs ouvriers et populaires qui ne croient pas au double discours du kirchnerisme. Le PTS insiste également sur l'importance de mener en direction des secteurs syndicaux combatifs une campagne autour de la nécessité de mettre sur pied un grand parti des travailleurs qui serait un canal afin de regrouper l'avant-garde autour d'une politique lutte de classe qui permettrait d'accélérer l'expérience qu'ont commencé à faire

d'amples secteurs ouvriers et populaires avec le kirchnerisme.

Bien que Cristina Kirchner a été élu avec la grande majorité des voix du monde du travail il n'existe pas moins en Argentine une importante avant-garde qui a été à l'origine des principaux conflits sociaux ces dernières années. L'extrême gauche ouvrière et socialiste y est insérée, notamment au sein des syndicats du tertiaire (cheminots, enseignants, télécommunications, fonctionnaires, métro, hôpitaux, etc.) mais également au sein de secteurs de jeunes prolétaires qui sont en train de vivre leurs premières expériences de lutte à l'image de ceux du Casino de Buenos Aires. Dans l'industrie, il existe également un processus plus moléculaire d'élection de nouveaux délégués combatifs dans des usines à l'image de FATE, Mafissa, Fresenius, Pepsico, TVB, etc. et on assiste à des luttes très dures contre la précarité (on songera à la lutte des travailleurs du secteur pêche de Mar del Plata), contre les licenciements ou pour

des augmentations de salaire. Les travailleurs qui ont incarné le meilleur de l'expérience de 2001 continuent également à résister comme dans le cas des ouvriers céramistes de Zanon à qui l'Etat continue à refuser l'expropriation définitive de l'usine qui se trouve sous gestion ouvrière depuis cinq ans. Il est probable que la politique officielle de « pacte social » du nouveau gouvernement favorise l'émergence de nouveaux secteurs qui n'accepteront pas les conditions imposées par les accords entre le patronat, la bureaucratie syndicale et le gouvernement.

Nous n'avons ici fait qu'énumérer quelques exemples des formes tactiques que peut adopter aujourd'hui la lutte pour la construction de partis révolutionnaires sans lesquels la classe ouvrière ne pourra pas prendre le pouvoir et reprendre au XXI<sup>e</sup> siècle le chemin pris il y a 90 ans par ceux qui en Russie sont montés à l'assaut du ciel.

[www.ft-ci.org](http://www.ft-ci.org)

[www.ft-europa.org](http://www.ft-europa.org)